

259 Mi

Lieux-dits de l'Ardèche

Dates extrêmes : 1874.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : Archives départementales de l'Ardèche.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 8 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Ensemble des réponses à un questionnaire adressé en 1874 aux instituteurs, par l'Académie de Grenoble, concernant les lieux-dits de l'Ardèche. Quand les rubriques ont été renseignées on peut trouver, pour chaque lieu-dit, des informations concernant : la nature du sol, la culture, l'orientation, la configuration, les accidents de terrain et la signification du nom. Les documents originaux sont conservés aux Archives départementales de l'Ardèche sous la cote BH 1499.

Présentation du contenu :

259 Mi 1-2. Réponses au questionnaire classées par arrondissements, cantons et communes. 1874.

260 Mi

Mémoriaux de la Cour des Aides de Normandie

Dates extrêmes : 1520-1578.

Importance matérielle : 10 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : Archives départementales de la Seine-Maritime.

Instrument de recherche : état somm. dact., 1 p. ; table anal. ms. microfilmée (260 Mi 10).

Communication : libre.

Notice historique :

La création de la Cour des Aides est liée à la perception de l'impôt et en particulier de l'impôt extraordinaire nécessité par les guerres des XIV^e et XV^e siècles. Elle est confirmée en 1462. En 1705, elle est réunie à la Chambre des comptes tout en gardant son organisation propre. En 1768, la Commission souveraine de Caen en est démembrée pour juger des affaires de contrebande. La Cour des Aides suit le Parlement dans sa disgrâce de 1771 à 1774 et est définitivement supprimée en 1790. C'est une cour souveraine qui juge en dernier ressort tout procès relatif aux impositions sur l'ensemble de la Normandie (aide, taille, gabelle). Elle reçoit notamment les appels des greniers à sel. Elle a également des compétences administrative et financière : elle enregistre tout acte concernant les finances extraordinaires de la province (nouveaux impôts, emprunts, créations d'offices et de circonscriptions administratives), ainsi que toutes les lettres contenant privilège fiscal des particuliers et des communautés. Les mémoires de la Cour des Aides contiennent l'enregistrement après vérification des actes royaux, notamment les lettres d'anoblissement souvent accompagnées de blasons peints (cotes originales 3 B 1-58).

Présentation du contenu :

260 Mi 1-9. Mémoires : enregistrement des lettres patentes intéressant la Cour.
1520-1578.

10. Table analytique manuscrite des registres.

Bibliographie :

Informations extraites du guide pratique des Archives départementales de la Seine-Maritime.
Le Pesant (Michel), *La Cour des Aides de Normandie des origines à 1552*, thèse de l'École nationale des chartes, 1936.

261 Mi

Exposition « Centenaire du Musée de l'Histoire de France »

Dates extrêmes : XIII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : Institutions publiques et collections privées.

Instrument de recherche : catalogue de l'exposition ; table de concordance dact., 2 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Le Musée des Archives nationales, ouvert en juillet 1867, fut le premier et, pendant longtemps, le seul établissement destiné à offrir au public une série de documents historiques exposés pour eux-mêmes et destinés à illustrer l'Histoire de France des Mérovingiens jusqu'au XIX^e siècle.

Présentation du contenu :

261 Mi 1. Choix parmi les documents présentés à l'exposition *Centenaire du Musée de l'Histoire de France (1868-1967)*.

Bibliographie :

Centenaire du Musée de l'Histoire de France (1868-1967). L'œuvre du marquis de Laborde aux Archives nationales, Archives nationales, 1968, 46 p., catalogue de l'exposition organisée aux Archives nationales.

262 Mi

Papiers Blanc et Decret

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Documents relatifs aux premières ascensions du Mont-Blanc. La première ascension du sommet fut effectuée le 8 août 1786 par Jacques Balmat et le docteur Michel Paccard, à l'instigation d'Horace-Bénédict de Saussure, qui avait offert une récompense à cette occasion, dans l'espoir de percer ainsi le mystère de la formation géologique des Alpes. Cet exploit, pour l'époque, marqua les débuts de l'alpinisme tel qu'on le connaît aujourd'hui. Presqu'un an jour pour jour après cette ascension, le scientifique entreprit de monter lui-même, avec 19 autres personnes, au sommet.

Présentation du contenu :

262 Mi 1. Notes, coupures de presse, correspondance, bibliographie, divers.

Bibliographie :

Saussure (Horace-Bénédict de), *Premières ascensions au Mont-Blanc 1774-1787*, La Découverte, 2005.

263 Mi

[297 AP]

Fonds Calonne

Dates extrêmes : 1358-1832.

Importance matérielle : 4 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. semi-anal, dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1968, 26 p.

Communication : sur autorisation.

Notice biographique :

La famille de Calonne était originaire de Flandre. Louis-Dominique de Calonne, conseiller au parlement de Flandre, avait épousé en 1726 Anne-Henriette de Francqueville. De cette union naquit Charles-Alexandre de Calonne (1734-1802), procureur général au parlement de Douai (1759), intendant à Metz (1766) et Lille (1778) puis contrôleur général des finances de Louis XVI (1783-1787). Louis-Dominique de Calonne avait un frère, l'abbé Jacques-Ladislas-Joseph de Calonne.

Présentation du contenu :

263 Mi 1-4. Famille de Calonne dont Louis-Dominique, l'abbé Jacques-Ladislas-Joseph et Charles-Alexandre de Calonne. 1358-1832.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent, sous les cotes AB XIX 3784-3789 et 3854-3857, un important complément aux papiers Calonne (copies de pièces conservées au Public Record Office, à Londres).

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire.

264 Mi

Papiers d'Ivan Vassiliewitch Kireevski

Dates extrêmes : 1829-1856.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : Archives centrales d'État, Moscou (Russie).

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., en français et en russe, 6 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Le milieu du XIX^e siècle marque une nouvelle étape dans l'évolution de l'europhisme russe. La société russe se trouve scindée sur la question des relations avec l'Europe. Deux courants se forment : les occidentalistes (Tourgueniev, Gogol, etc.) et les slavophiles (Khomiakov, Aksakov, etc.). Ivan Vassiliewitch Kireevski (1806-1856), publiciste et critique russe, fait partie du second courant. Les principaux thèmes abordés dans ses archives sont d'ordre philosophique, religieux, philologique ou concernent les écoles populaires. Plusieurs documents ont trait à la revue *Evropeec*, interdite par le gouvernement russe.

Présentation du contenu :

264 Mi 1. Notes, journal, projets d'articles, correspondance (notamment : P.-A. Wiazemski, P.-P. Pelikanov, A.-S. Norov, Makari, A.-A. Ivanov, V.-N. Zurowski, A.-F. Voeikov). 1829- 1856.

Bibliographie :

Gleason (A.), *European and muscovite : Ivan Kireevski and the origin of Slavophilism*, Cambridge (Mass), 1972.

Muller (E.), *Russischer Intellekt in der Europaischer Krise. Ivan Kireevski (1806-1856)*, Koln, 1966.

Tchoubarian (Alexandre), *La Russie et l'idée européenne*, Éditions des Syrtes, 2008.

265 Mi

Documents des Archives polonaises intéressant les relations entre la Pologne et la France

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 5 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : Archives nationales de Pologne, Varsovie.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Alexandre Przewdziecki (1814-1871) est un historien et archéologue polonais qui a écrit un drame en français publié sous le pseudonyme d'Alexandre de Noirville.

Présentation du contenu :

265 Mi 1-2. Papiers d'Alexandre Przewdziecki (lettres d'Alexandre Dumas fils et de Charles Gounod) ; archives de la Couronne : département Suède et France ; fonds du district de Kalisz (prisonniers français en 1871) ; extraits des *Libri legationum* ; archives publiques Potocki (succession de Pologne, lettres des rois de Pologne).

3-5. Archives d'État de Gdansk. XVIII^e s.

Bibliographie :

Laszuk (Anny), *Miedzy Sekwana a Wista. Zrodla do dziejow francji i stosunkow polsko-francuskich w archiwach polskich*, Varsovie, 2002, 339 p.

266 Mi

Mémoriaux de la Chambre des comptes de Normandie

Dates extrêmes : 1580-1719.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : Archives départementales de la Seine-Maritime.

Instrument de recherche : rép. num. de la série B, Chambre des comptes de Normandie, par P. et M.-J. Le Cacheux, Rouen, 1934, 55 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Sous le règne d'Henri III, la Normandie fut démembrée du ressort de la Chambre des comptes de Paris. Un édit de juillet 1580 établit à Rouen une juridiction souveraine en matière de finances et l'investit de pouvoirs qui s'étendaient à l'ensemble de la province. La Chambre des comptes de Normandie avait compétence sur le domaine royal, enregistrait les édits et déclarations concernant le domaine, les lettres d'anoblissement et de naturalisation, les dons d'octrois à des communautés, les concessions des foires et marchés ; elle recevait les actes de foi et hommage, les aveux et dénombremens des fiefs relevant de la Couronne, vérifiait les comptes des officiers royaux et en recevait les serments. Supprimée de 1771 à 1774, elle disparut en 1792. Conservés au Palais de justice, les documents sont entrés aux Archives départementales de la Seine-Maritime en même temps que les archives du Parlement de Normandie en 1895. Ils constituent la sous-série 2 B.

Présentation du contenu :

266 Mi 1. Mémoires. Registre 2 B 44, 191 feuillets. 1580-13 juin 1719.

2. Mémoires. Registre 2 B 46, 203 feuillets. 1582.

Sources complémentaires :

Voir dans la série P des Archives nationales, les registres de la Chambre des comptes de Paris intéressant la Normandie.

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire.

Beaupaire (Charles de), *Les Archives de la Chambre des comptes*, dans *Bulletin de la Société de l'histoire de Normandie*, t. 8 (1896-1899), p. 196-211.

267 Mi

Dictionnaire topographique du Rhône

Dates extrêmes : 1877.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : Archives départementales du Rhône.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Réponses envoyées en 1877 par les maires du département du Rhône à un questionnaire de la préfecture intitulé : « Carte en relief et carte topographique au 1/40 000^e du département du Rhône ».

Présentation du contenu :

267 Mi 1. Dictionnaire topographique du Rhône. Classées par ordre alphabétique des communes, les réponses donnent les noms : des hameaux, des mas ou lieux-dits, des maisons ou châteaux isolés, des fermes et granges, des fabriques et usines, des églises et chapelles isolées, des montagnes, des vallées, des bois et forêts, des chemins, des cours d'eau et ruisseaux, des étangs et marais et des localités non désignées dans la nomenclature ci-dessus. Les réponses sont établies d'après le dernier des registres parcellaires antérieurs à 1789, d'après le plan d'assemblage du cadastre ou d'après les feuilles de section (quelques réponses sont accompagnées de cartes).

268 Mi

Liste des personnalités du régime de Vichy

Dates extrêmes : 1944.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : Archives nationales, États-Unis.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

L'*Office of Strategic Services* (O.S.S.), *Bureau des services stratégiques*, était une agence de renseignement du gouvernement des États-Unis. Elle fut créée le 13 juin 1942 après l'entrée en guerre des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale pour collecter des informations et conduire des actions «clandestines» et «non ordonnées» par d'autres organes. Le 1^{er} octobre 1945, l'O.S.S. fut démantelée par le Président Harry Truman.

Présentation du contenu :

- 268 Mi 1. Listes des hautes personnalités du régime de Vichy, des services diplomatiques, de la presse, de la radio et des partis politiques, entre juin 1940 et août 1944, établies par l'O.S.S. (branche recherche et analyse). Octobre 1944. Cahier dact., 358 p.

269 Mi

Papiers du gouverneur Alfred Fourneau

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. dact., par F. de Ferry, 1 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Alfred Fourneau (1860-1930) était un explorateur et administrateur français en Afrique noire. Il fit son premier séjour au Gabon en 1884-1885. Recruté par Pierre Savorgnan de Brazza et Chavannes, il explora la région comprise entre le nord de l'Ogooué et le Rio Campo en 1889. Brazza lui confia en 1890 la mission de remonter le cours de la Sangha en direction du lac Tchad. Son expédition fut victime en avril 1891 d'une attaque des Bouhans du village de Zaouro Koussio, et dut rebrousser chemin. Sa troisième mission, en compagnie de Fondère, l'amena à étudier la faisabilité d'un chemin de fer entre Libreville et la Sangha. A partir de 1888 et après 1900, il explora la région du Woleu-Ntem. Il représenta la France à la Commission de délimitation franco-portugaise (1893-1901) puis, après être devenu administrateur du Tchad d'octobre 1902 à novembre 1903, du Gabon du 5 août 1905 au 27 avril 1906, il termina sa carrière comme gouverneur des Colonies.

Présentation du contenu :

269 Mi 1. Carnets de route (1893-1904) ; correspondance passive (à signaler : lettres de Savorgnan de Brazza) ; rapport de missions ; documents divers.1885-1914.

270 Mi

Archives François Pierret

Dates extrêmes : 1940-1959.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Considéré comme protectorat français à partir de 1900, le Tchad fut érigé en colonie en 1920 dans le cadre de l'A.E.F. (Afrique équatoriale française). Sous l'impulsion du gouverneur Félix Eboué, le Tchad fut la première colonie française à se rallier à la France libre en 1940. Devenu république autonome en 1958, le Tchad accéda à l'indépendance le 11 août 1960 sous la présidence de François Tombalbaye. Les archives dont il est question ici proviennent de l'administrateur en chef François Pierret, alors en poste au Tchad, de 1940 à 1958, comme chef de poste de Laï, chef de région du Logone (Moundou) et du Kanam (Mao), puis comme chef du bureau du personnel de la fonction publique du Territoire du Tchad.

Présentation du contenu :

- 270 Mi 1. Registres de tournées, rapports économiques et politiques, statistiques, organigramme du personnel servant au Tchad. A signaler : une note de René Carniaux sur le mariage chez les nomades du Bahr-el-Ghazal (1952). 1940-1959.

271 Mi

Archives des Jésuites de la province de Paris

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 18 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Archives de la province de France de la Compagnie de Jésus, Vanves.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé, dact., 15 p.

Communication : sur autorisation, sauf 271 Mi 7.

Notice historique :

La Compagnie de Jésus est fondée officiellement en 1540 à Rome après le vœu solennel à Montmartre en 1534 d'un ancien soldat, blessé au siège de Pampelune (1521), Ignace de Loyola. Le nouvel ordre se distingue par un 4^e vœu : l'obéissance au pape. La Compagnie se constitue en provinces centrées tout d'abord sur l'Europe (Italie, France, etc.), puis élargies au monde (provinces d'Afrique, de Chine, etc.) au fur et à mesure de leur expansion missionnaire. Au départ très centrée sur l'éducation des élites (création des plus fameux collèges), la Compagnie se diversifie très vite et brille aussi bien dans les domaines du spirituel que dans ceux des sciences et des arts. Cette hégémonie lui attire de solides inimitiés et amène à l'expulsion des Jésuites de nombreux pays, jusqu'à la suppression de l'ordre par Clément XIV en 1773. La Compagnie de Jésus est rétablie par Pie VII en 1814.

Présentation du contenu :

271 Mi 1-6. Fonds Canada.

7. Miscellanea en prose et en vers des XVII^e et XVIII^e s. : poèmes sur le rétablissement de la santé de Louis XV et discours de rentrée des collèges.
8. Correspondance : lettres adressées à Pedro Domenech, par saint François Borgia et divers jésuites, XVI^e-XVII^e s. Registre « Jésuites » : recueil de textes sur la Compagnie, de sa fondation à 1628.
- 9-18. Fonds Brotier : documents divers sur la Compagnie, notamment sa suppression, sa situation en Europe, ses missions dans le monde. XVI^e-XIX^e s.

Bibliographie :

Deshergne (J.), *Les archives des Jésuites de Paris et l'histoire des missions aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Euntes Docete XXI, 1968, p. 192-213.

272 Mi

Exposition « Les droits de l'Homme. Histoire des droits et libertés en France »

Dates extrêmes : XII^e-XX^e s.

Importance matérielle : 5 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : table de concordance dact. entre les numéros du catalogue et les microfilms, 13 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Documents réunis par la Direction des Archives de France à l'Hôtel de Rohan, du mois de novembre 1968 au mois de janvier 1969, à l'occasion de l'exposition « Les droits de l'Homme. Histoire des droits et des libertés en France. »

Présentation du contenu :

272 Mi 1-5. Documents de l'exposition *Les droits de l'Homme. Histoire des droits et des libertés en France*. XII^e-XX^e s.

Bibliographie :

Les droits de l'Homme. Histoire des droits et des libertés en France, catalogue de l'exposition, Paris, Hôtel de Rohan, XVI-142 p., ill.

273 Mi

Les constitutions de la France

Dates extrêmes : 1791-1958.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Originaux : Archives nationales.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 3 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Originaux des constitutions, sénatus-consulte, actes additionnels, etc. rassemblés à l'Hôtel de Rohan à l'occasion de l'exposition « Les droits de l'Homme. Histoire des droits et des libertés en France ».

Présentation du contenu :

273 Mi 1. Constitutions, sénatus-consulte, actes additionnels, etc. 1791-1958.

Sources complémentaires :

La sous-série 661 Mi contient des documents sur les constitutions de la France de 1848 à 1858.

Bibliographie :

Les droits de l'Homme. Histoire des droits et des libertés en France, catalogue de l'exposition, Paris, Hôtel de Rohan, XVI-142 p., ill.

Ministère de la Justice, Paris, 1992. *Les Constitutions de la France. 1791-1992*. Catalogue d'exposition (Paris, Union des Assurances de Paris, 6 novembre-31 décembre 1992), Paris, 141 p. ill.

Duverger (Maurice), *Les constitutions de la France*, Paris, P.U.F., 2004, 127 p.

274 Mi

Parlement de Provence : ordonnances et lettres royaux

Dates extrêmes : 1485-1587.

Importance matérielle : 27 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Instrument de recherche : *Inventaire sommaire des Archives départementales antérieures à 1790. Bouches-du-Rhône. Archives civiles. Série B, t. III : Fonds du Parlement de Provence, lettres royaux (1366-1660)*, Marseille, 1919, in-4°, p. 1-139 ; table de concordance entre les cotes des documents originaux et les microfilms, dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Le Parlement de Provence fut créé par l'édit de Lyon du mois de juillet 1501. L'édit de Joinville, de septembre 1535, portant réformation de la justice dans le comté de Provence, organisait ses pouvoirs et les renforçait, au détriment, notamment, de ceux du sénéchal d'Aix. Cour souveraine, à l'instar des autres parlements du royaume de France, tous issus d'anciennes cours féodales, le Parlement de Provence connaissait, en appel, des causes civiles et criminelles en provenance des tribunaux des sénéchaussées constitutives du comté de Provence et Forcalquier.

Mais les pouvoirs du Parlement ne se limitaient pas aux affaires strictement judiciaires. Cette institution jouait aussi un grand rôle dans les domaines politique, administratif, réglementaire ou de simple police. Les actes émanés du pouvoir royal ne pouvaient avoir de valeur ou de force de loi qu'une fois portés dans les registres du Parlement. Ce droit d'enregistrement s'appliquait aux ordonnances, édits, déclarations et lettres patentes, que l'on désignait communément sous le terme général de lettres royaux.

Les registres originaux, mentionnés ci-dessous, sont conservés aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône, sous les cotes B 3313 à 3338.

Présentation du contenu :

274 Mi 1-27. Registres d'enregistrement des ordonnances et lettres royaux de Charles VIII à Henri III. A signaler l'un des originaux de l'ordonnance de Villers-Cotterêts. 1485-1587.

Bibliographie :

Informations extraites de la présentation du fonds du Parlement de Provence par les Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Alphandéry (F.), *Étude sur le Parlement de Provence au XVI^e siècle*, Aix-en-Provence, Remondet-Aubin, 1879.

275 Mi

Papiers du gouverneur Gentil

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par F. de Ferry, 35 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Né le 4 avril 1866 à Wolmunster (Moselle) et sorti en 1885 de l'École navale, Émile Gentil sert déjà au Gabon comme enseigne de vaisseau de 1889 à 1891. A la fin de ce séjour, il démissionne de la Marine pour entrer dans l'administration coloniale en qualité d'administrateur de 4^e classe. Envoyé au Congo, il accompagne dans la Haute Sangha la mission Brazza et participe à l'exploration de la Mambéré. « Directeur » de la région Ouadda Mobaye, il est chargé d'organiser le ravitaillement et le transport de la mission Monteil qui, en 1893-1894, explore le Haut Oubangui de Bangui à Yakoma. « Chargé de la mission du Chari », commandant, puis commissaire du Gouvernement au Chari (1898-1903), enfin commissaire général au Congo français de 1903 à 1908, Gentil a joué un rôle de premier plan dans l'histoire de l'expansion française en Afrique équatoriale et centrale (notamment au Tchad et en Oubangui) et dans l'organisation administrative et la mise en valeur de ces territoires. Les victoires de Koumo et de Kousseri (1900) dont il a été l'artisan, ont entraîné, selon le titre de son célèbre ouvrage, *La chute de l'empire de Rabah*. En 1905, à la suite d'une mission d'inspection effectuée au Congo par Brazza, Gentil est, en métropole, l'objet d'une violente campagne de presse dont il sort pleinement justifié, et qui lui vaut de nombreux témoignages de sympathie. Malade depuis plusieurs années, il demande à prendre sa retraite en 1908. Nommé à 42 ans gouverneur général honoraire, il se contente d'un modeste poste de percepteur à Bordeaux où il meurt en mars 1914. Le nom de « Port-Gentil » fut donné peu après à une des villes les plus importantes du Gabon.

Présentation du contenu :

275 Mi 1-3. Rapports, décisions, notes, carnets de routes, correspondance.
1886-1914.

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique.

276 Mi

Inventaire des archives de l'Assemblée coloniale de la Guadeloupe et délibérations municipales

Dates extrêmes : 1789-1808.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Archives départementales de la Guadeloupe.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 1 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

276 Mi 1. Inventaire des archives de l'Assemblée coloniale et délibérations municipales de Basse-Terre et Sainte-Anne. 1789-1808.

277 Mi

Papiers du gouverneur Albert Dolisie

Dates extrêmes : 1883-1916.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. dact., 5 p.

Communication : sur autorisation.

Notice biographique :

Né le 22 décembre 1856 à Mutzig (Bas-Rhin), Albert Dolisie, peu après sa sortie de l'École Polytechnique, fut attaché à la mission de Savorgnan de Brazza, commissaire du gouvernement dans l'Ouest africain.

Chargé de la région de Loango, il explore pendant les années 1883 et 1884 les territoires compris entre cette localité et Brazzaville et passe, au nom de la France, plusieurs traités avec les chefs indigènes. De 1885 à 1888, dans des conditions souvent très difficiles, il relèvera, en qualité de chef d'exploration, le cours de l'Oubangui, atteignant en 1888, les rapides de Bangui.

Elevé au grade de gouverneur au début de 1894, il assumait, à cette occasion, les fonctions de lieutenant gouverneur du Congo français, jusqu'en 1898.

Il devait mourir à Orléans, au cours d'un congé de convalescence, le 22 janvier 1899.

Présentation du contenu :

277 Mi 1-2. Journaux de marche, correspondance familiale et administrative, 1883-1898. Quelques pièces sur ses frères : Paul (mort à Brazzaville en 1891) et Michel, fondateur de Bangui et administrateur au Sénégal, en Guinée et au Soudan, 1915-1916.

278 Mi

[112 AQ]

Comptoir des entrepreneurs

Archives nationales du monde du travail (Roubaix)

279 Mi

Mémoire de Charles d'Hozier

Dates extrêmes : XVIII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : notice dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Commandé à Charles d'Hozier, en 1706, sur ordre de Louis XIV, par Chamillard, contrôleur général des finances, , et rédigé la même année (avec quelques adjonctions pour 1707) ce travail, dont on connaît plusieurs copies, est, en grande partie, calligraphié par Pierre d'Hozier, neveu de l'auteur. Il porte de très nombreuses et importantes notations et corrections de Charles d'Hozier lui-même, dont ce fut l'exemplaire personnel, comme en témoignent les deux ex-libris collés au début et à la fin du volume.

Présentation du contenu :

279 Mi 1. Mémoire sur les familles du Parlement, de la Chambre des comptes, de la Cour des Aides, du Grand Conseil, etc., manuscrit, 270 fol.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent dans la série AB XIX 3261-3294 la collection d'Hozier, Chérin et Saint-Allais. Dans la série M sont conservés les documents remis par les familles comme preuve de noblesse aux d'Hozier pour l'ordre de Malte (M 613, M 617, 624-627).

Une autre partie de fonds d'Hozier est conservée à la Bibliothèque nationale de France (manuscrits français 36485-33264).

Bibliographie :

Pathie-Bercé (Françoise), *Les généalogistes des ordres du roi au XVIII^e siècle*, thèse de l'École des chartes, promotion de 1959 (conservée aux Archives nationales sous la cote AB XXVIII 167).

280 Mi

Archives de la famille de Frotté

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 24 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Famille d'ancienne noblesse originaire de Normandie dont la filiation remonte à Nicolas de Frotté (XIV^e s.), écuyer, marié à Marie de Bugenssis. Jean, son petit-fils, fut contrôleur général des finances du roi de Navarre en 1536. Charles-Louis, écuyer, seigneur de Vieux-Pont, fut maintenu dans sa noblesse le 7 septembre 1666. Plusieurs représentants de cette maison ont assisté à l'assemblée de la noblesse en 1789, et l'un d'eux, Louis de Frotté, lieutenant général de l'armée royaliste en 1795, s'est distingué dans les guerres de la chouannerie du bocage normand. A mentionner, le rôle joué par le marquis Charles-Henri-Gabriel de Frotté auprès des Bourbons, de leur retour d'exil en 1814 à leur départ en 1830.

Présentation du contenu :

- 280 Mi 1. Trois registres des finances de Marguerite de Navarre, rédigés par Jean Frotté, contrôleur et secrétaire des finances du roi et de la reine de Navarre, 1540-1549 ; correspondance concernant la famille de Frotté, XVI^e s.
2. Livre de comptes de la chouannerie normande, 1795-1800 ; notes sur la Révolution dans les provinces de l'Ouest, 1789-1793 ; recueils de pièces relatives aux royalistes, 1794-1799 ; mémoires ; comptes ; correspondance diverse ; comte Henri de Frotté : états des services de sa famille, an VIII-1814.
3. Papiers de Henry de Frotté : correspondance active et passive, 1791-1814 ; lettres du prince de Condé et de la princesse Louise de Bourbon, 1806-1814. Famille de Frotté : proclamations, brevets, passeports et documents divers, correspondance du général de Frotté (1797-1799), pièces diverses, correspondance avec le gouvernement britannique et avec le comte d'Artois.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent dans la sous-série F⁷ (Police générale), un dossier sur Frotté et la chouannerie (F⁷ 7090-8007, série dite « Affaires diverses »). Les Archives départementales de l'Orne possède un fonds Frotté-Lamberville (49 J), XVIII^e-XIX^e s.

Bibliographie :

La Sicotière (Léon de), *Louis de Frotté et les insurrections normandes (1793-1832)*, Paris, 1889, 2 vol.

281 Mi

Fonds Rémond de Modène

Dates extrêmes : XVII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Archives départementales du Vaucluse.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Il s'agit d'un ensemble de documents concernant le procès commencé en 1659 devant la Cour pontificale d'Avignon, entre Esprit de Rémond de Modène et son frère Charles au sujet de la succession de leur père, François de Rémond, baron de Modène (Vaucluse), et du deuxième procès intenté contre Madeleine l'Hermitte ou de Lhermite, veuve d'Esprit de Rémond de Modène, décédé en 1673.

Esprit de Rémond, chambellan de Gaston d'Orléans, fut l'amant de Madeleine Béjart, et, en 1665, le parrain d'Esprit Madeleine Poquelin, fille de Molière et d'Armande Béjart.

Présentation du contenu :

281 Mi 1. Registre dans lequel sont reproduits comme pièces justificatives un grand nombre d'actes concernant les familles de Rémond de Modène, l'Hermitte, Courtin de la Dehors, Béjart, Molière et plusieurs de ses acteurs : actes de baptême, de mariage, testaments, inventaires après décès, etc., 1620-1677. Procès entre Esprit de Rémond et son frère Charles, 1659-1675. Procès de mise en possession de Charles de Rémond, baron de Modène « contre tous qu'il appartiendra », notamment Madeleine Lhermitte, veuve d'Esprit de Rémond, 1673-1677.

282 Mi

Collection Ficquelmont

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Archives d'État de Litoměřice, Děčín (République tchèque).

Instrument de recherche : notice dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Cette maison originaire de Toscane obtint, en 1363 de l'empereur Charles VI l'indignat en Bohême, et en 1641 fut élevée au rang de baron de l'Empire. Jérôme de Clary ayant épousé Anne, fille du comte d'Aldringen, lequel, comme tous ses frères ne laissa pas d'héritiers mâles, hérita non seulement des armoiries de la maison d'Aldringen, qu'il confondit, en 1635, avec celles des Clary, mais encore de la seigneurie de Těplitz. Son fils, Jean-Georges-Marc, fut fait comte de l'Empire en 1680 ; en 1767 son petit-fils François-Charles de Clary, fut élevé à la dignité de prince ; il mourut le 31 mai 1831. Le prince Edmond de Clary, né en 1813 épousa en 1841 une fille du comte de Ficquelmont, ministre d'État autrichien.

Le microfilm regroupe des documents, écrits en français, qui appartiennent au fonds Ficquelmont, conservé aux Archives de Děčín, et qui proviennent des archives de la famille de Clary Aldringen.

Présentation du contenu :

282 Mi 1. Lettres et autographes de personnages célèbres. XVI^e-XIX^e s.

Bibliographie :

Informations extraites du *Dictionnaire de la conversation et de la lecture* [...], par W. Buckett, Paris, 1853, t. V. p. 685.

283 Mi

[32 AP 4-21]

Fonds maréchal Bessières

Dates extrêmes : 1792-1900.

Importance matérielle : 7 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé, par S. d'Huart, 1969, 19 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Né à Prayssac, près de Cahors, en 1766, Jean-Baptiste Bessières s'engagea en 1791 et se fit remarquer en 1796 par Bonaparte qui lui donna le commandement de ses guides et l'emmena en Égypte. Il se distingua à Marengo. Maréchal d'Empire en 1804, commandant la cavalerie de la Garde en 1805, il contribua aux victoires d'Austerlitz, Friedland et Somosierra. A Essling, il empêcha le centre de la Grande Armée d'être percé. A Wagram, il eut un cheval tué sous lui. Il retourna en Espagne en 1811. En 1812, il couvrit la retraite de Moscou. Chargé en 1813 du commandement en chef de toute la cavalerie de l'armée, il fut tué d'un coup de canon au cours d'une reconnaissance dans le défilé de Rippach (Saxe), la veille de Lutzen (1^{er} mai 1813). Il était duc d'Istrie depuis 1809.

Présentation du contenu :

- 283 Mi 1. Pièces concernant la carrière du maréchal : brevets, lettres de services et de nominations, décorations, 1792-1810. Armée d'Italie et armée d'Égypte : correspondance passive, divers, 1796-1801. Rapports des ministres à l'Empereur et lettres diverses, 1796-1810.
2. Garde impériale : correspondance active et passive, rapports, mémoires, documents divers, 1806-1812. Garde impériale de Hollande, 1810.
3. Garde impériale ; Légion d'honneur ; solde. An X-1813.
4. Campagne de Russie : correspondance, notes, rapports, 1812. Lettres adressées au maréchal et à son épouse par des correspondants illustres.
5. Requêtes adressées à Bessières en son hôtel à Paris et lors de ses voyages à Toulouse.
6. Correspondance avec sa femme. 1805-1813.
7. Pièces concernant le collège électoral de Haute-Garonne, qu'il présida en 1810. Papiers personnels : comptes, domaine de Grignon, succession. Correspondance adressée à la duchesse d'Istrie, 1806-1840. Autographes divers : Berryer, Eiffel, Lacordaire.

Sources complémentaires :

Voir le fonds Bessières (32 AP 1-3).

Bibliographie :

Tulard (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 218-219.

284 Mi

« Études historiques sur Créteil »

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : église Saint-Christophe, Créteil.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Notes manuscrites recueillies, entre 1901 et 1906, par l'abbé Ernest-Amédée Dambrine, curé de Créteil.

Présentation du contenu :

284 Mi 1. *Études historiques sur Créteil*, ouvrage manuscrit, 695 p.

Bibliographie :

Dambrine (Abbé E.), *Créteil (premiers monuments de son histoire)*, Paris, Vic et Amat, 1908.

285 Mi

[125 AQ]

Banque Adam

Archives nationales du monde du travail (Roubaix)

286 Mi

Fonds Rohan

Dates extrêmes : XV^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Archives d'État de Litoměřice, Děčín (République tchèque).

Instrument de recherche : S. d'Huart, *Archives Rohan-Bouillon. Inventaire*, Paris, 1970, 248 p., p. 23-26.

Communication : libre.

Notice historique :

Guéthenoc, vicomte de Châteautro en Porhoët au XI^e siècle, fut l'auteur de la maison de Porhoët de laquelle sortit celle de Rohan. Au XII^e siècle, son arrière-arrière-petit-fils, Alain I^{er}, vicomte de Castoelnoc, fut en effet le premier à prendre le nom de la terre de Rohan. Un de ses descendants, Jean I^{er}, vicomte de Rohan (mort en 1396), compagnon de Duguesclin, épousa en 1377 Jeanne d'Évreux, fille de Philippe d'Évreux, roi de Navarre, et de Jeanne de France, reine de Navarre, fille unique de Louis X. Son petit-fils, Alain IX, vicomte de Rohan, mort en 1461, épousa Marguerite de Bretagne, fille de Jean IV, duc de Bretagne. Beau-frère du connétable Arthur de Richemont, il maria sa fille Marguerite (morte en 1496) à Jean d'Angoulême, frère du duc d'Orléans, en 1449. Au XVII^e siècle, Henri, duc de Rohan (1579-1638), chef du parti protestant, soutint trois guerres contre Louis XIII. Rallié, il combattit à la Valteline puis servit sous Bernard de Saxe-Weimar. Louis, prince de Rohan, dit le chevalier de Rohan (1635-1674), grand veneur puis colonel des gardes de Louis XIV, enleva Hortense Mancini, duchesse de Mazarin, et courtisa Madame de Montespan. Il conspira contre Louis XIV avec les Hollandais et fut exécuté. Au XVIII^e siècle, Louis René Édouard, prince de Rohan-Guéméné (1734-1803), grand aumônier (1777), cardinal (1778), évêque de Strasbourg (1779) fut impliqué dans l'affaire du Collier de la reine et émigra pendant la Révolution. Les Rohan possédaient en Bretagne le comté de Porhoët, le duché de Rohan, la principauté de Guéméné, etc. Ils s'allièrent aux La Trémoille, La Guiche, La Mothe-Houdancourt, La Tour d'Auvergne, Montmorency et Tournon. Des Rohan sont sortis les princes de Guéméné, les ducs de Montbazou et de Rohan, les princes de Soubise, les princes de Léon, les ducs de Rohan-Chabot, les seigneurs de Gié, de Fontenay, du Gué de l'Isle, du Poulduc et de Montauban.

Le dépôt des Archives d'État de Litoměřice à Děčín conserve un fonds Rohan, provenant du château de Sichrow, propriété de la branche aînée des Rohan, émigrée en Bohême, au moment de la Révolution française. Cette branche tchèque de la famille de Rohan fut fondée par Charles Alain Gabriel et Jules Armand Louis, fils de Louis Maria Rohan (1745-1809). Jules Armand Louis (1768-1836) reçut l'incolat¹ tchèque et s'installa en Bohême. En 1806, il acheta de Joseph Desfours-Walderode le domaine de Repin et en vente publique la ferme de Nebuzely. Charles Alain Gabriel (1764-1836) reçut l'incolat tchèque en 1808, année où il acquit la ferme de Velké Vselisy. Les deux frères entreprirent d'étendre

¹ Droit que le souverain accorde aux étrangers qui ne sont pas nés dans le royaume, en vertu duquel ils jouissent des mêmes prérogatives que les autres citoyens.

leurs possessions dans la région de Boleslav jusqu'à leur mort en 1836. Leurs héritiers continuèrent à agrandir les domaines et mirent sur pied une véritable administration pour en assurer la gestion.

Les archives microfilmées ne représentent qu'une petite partie des archives conservées à Děčín.

Présentation du contenu :

- 286 Mi 1. Contrats de mariage Rohan et familles alliées, 1610-1696. Papiers du prince et de la princesse Rohan-Guéméné (fiançailles et mariages) et contrats de mariage d'autres membres de la famille, XVII^e-XIX^e s.
2. Testaments Rohan et familles alliées, XVII^e-XIX^e s. Contrats de mariage Rohan et familles alliées, XV^e-XIX^e s. Lettres de l'abbé d'Avaux (affaire du Collier), 1785-1786. Correspondance essentiellement des Bourbons : Louis XVI, Marie-Antoinette, comtes de Provence et d'Artois, prince de Condé, duc d'Enghien, duc d'Angoulême, comte et comtesse de Chambord. XVIII^e-XIX^e s. Lettre de Firmas-Périers à Louis de Rohan sur la généalogie des Rohan, 1822.
3. Lettre de Madame Victoire, princesse de Soubise, née princesse de Hesse Reinfeld, à M. Yvel, 1781 (copie) ; lettres du maréchal de Soubise à la princesse de Guéméné, sa fille, 1781-1787 et s. d. ; lettres du prince de Rohan au prince de Guéméné et à divers membres de sa famille, 1782-1788. Papiers de la princesse de Guéméné, gouvernante de Madame Elisabeth ; mémoires et inventaires divers (pièces sur l'affaire du Collier).

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent un fonds Rohan-Bouillon sous la cote 273 AP. Un fonds provenant de la succession du duc de Bouillon a été versé en 1812 et 1828 aux Archives nationales, où il constitue la série R². Les Archives nationales conservent un fonds Bouillon sous la cote 274 AP et des compléments à ces deux fonds sous AB XIX 5025-5027. Les Archives départementales des Yvelines conservent, sous la cote E 3684, des papiers de Frédéric-Maurice de La Tour d'Auvergne, duc de Bouillon. La Bibliothèque municipale de Nantes conserve, sous les cotes 1873-1874, une *Histoire manuscrite de la maison de Rohan*, ainsi que des documents relatifs à cette famille. On en trouve également à la bibliothèque du Wurtemberg, à Stuttgart (fonds Soubise) ainsi qu'aux Archives départementales d'Indre-et-Loire (archives du duché de Montbazou), de la Corrèze (familles de Lentillac et de Rohan) et du Morbihan (fonds Guéméné et Rohan-Chabot).

Bibliographie :

Martin (Georges), *Histoire et généalogie des maisons de Rohan, de Chabot et de Rohan-Chabot*, La Ricamarie, 1977, 2 tomes.

287 Mi

Mémoires de Sully

Dates extrêmes : XVI^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Bibliothèque nationale de France.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

D'une famille de moyenne noblesse, Maximilien de Béthune, baron de Rosny, duc de Sully (1559-1641) était protestant. Son père le présenta en 1572 à Henri de Navarre, qui l'emmena avec lui à Paris, où il suivit les leçons du collège de Bourgogne. Il échappa aux massacres de la Saint-Barthélemy et servit dans les troupes du roi de Navarre. Après l'avènement d'Henri IV, il devint son conseiller préféré. Secrétaire d'État en 1594, conseiller au conseil des finances en 1596, grand voyer en 1597, surintendant des finances et grand maître de l'artillerie en 1599, gouverneur de la Bastille en 1602, gouverneur du Poitou en 1603, duc de Sully et pair de France en 1606, c'est surtout par ses réformes financières que Sully se rendit célèbre. Pour remédier à la détresse du trésor royal, il vérifia les comptes, poursuivit les malversations, réorganisa l'administration financière, surveilla la répartition de la taille et diminua les exemptions. Sully encouragea l'agriculture, répara les routes et les ponts, fit réaliser le canal de Briare, rétablit les fortifications des places frontières. Après l'assassinat d'Henri IV, Sully conserva tout d'abord ses fonctions, mais des intrigues de cour l'obligèrent en 1611 à démissionner de sa charge de surintendant des finances et de gouverneur de la Bastille et il se retira sur ses terres. En 1638, Sully publia ses mémoires, sous le titre de *Sages et royales économies d'État*.

Le manuscrit original est conservé à la Bibliothèque nationale de France sous la cote mss fr. 10305.

Présentation du contenu :

287 Mi 1. Mémoires de Sully, volume I, 296 pages plus les feuillets A-C préliminaires, faisant office de table des matières.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent un fonds Sully sous la cote 120 AP, un fonds Béthune-Sully sous les cotes AB XIX 3339 à 3341. Par ailleurs, le charrier de Villebon est consultable sous la cote 682 Mi.

Bibliographie :

Barbiche (Bernard), et Dainville-Barbiche (Ségolène de), *Sully, l'homme et ses fidèles*, Paris, Fayard, 1997.

Aristide-Hastir (Isabelle), *La fortune de Maximilien de Béthune, duc de Sully (1559-1641)*, Paris, Imprimerie nationale, 1990.

288 Mi

Minutier des notaires de Guadeloupe

Dates extrêmes : 1790-1805.

Importance matérielle : 15 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Archives départementales de la Guadeloupe.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 3 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

- 288 Mi 1-2. Minutes de Antoine Jean Bonnet, notaire à Basse Terre. 28 prairial an VI [16 juin 1798]-5 floréal an VIII [25 avril 1800].
- 3-7. Minutes de Joseph Jacques Marie Serane, notaire à Basse Terre. 20 août 1793-2 nivôse an XIV [23 décembre 1805]
- 8-11. Minutes de Maximilien Vauchelet, notaire à Basse Terre. 1^{er} août 1790-22 pluviôse an VI [10 février 1798].
- 12-15. Minutes de Jean Castet, notaire à Basse Terre. 26 novembre 1791-1^{er} jour complémentaire an IX [18 septembre 1801]

289 Mi

« Recueil Sacaze »

Dates extrêmes : 1887.

Importance matérielle : 27 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Bibliothèque municipale de Toulouse.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 3 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Le recueil de linguistique et de toponymie des Pyrénées, dit *Recueil Sacaze*, est un manuscrit en 35 volumes conservé à la Bibliothèque municipale de Toulouse (mss 1110 à 1144) qui regroupe les réponses originales faites à un questionnaire adressé à tous les instituteurs des départements intéressés, par Julien Sacaze, correspondant du ministère de l'Instruction publique, sous le patronage des recteurs des Universités de Toulouse, Bordeaux et Montpellier, à l'occasion de l'Exposition nationale organisée à Toulouse en 1887.

Les monographies, rédigées par localité, comprennent pour chacune :

-la traduction dans le dialecte du lieu de deux mêmes textes : « la légende de Barbazan », et « la légende de Tantugou ;

-une liste des « noms topographiques » de la commune avec quelquefois une notice explicative ;

-un plan de la commune.

Les instructions précisait que les enquêteurs devaient faire appel en priorité aux témoignages des habitants les plus âgés.

Présentation du contenu :

289 Mi 1-4. Basses-Pyrénées.

5-7. Landes.

8-11. Hautes-Pyrénées.

12-14. Gers.

15-19. Haute-Garonne.

20-22. Ariège.

23-26. Aude ; Pyrénées-Orientales.

27. Pyrénées-Orientales ; compléments ; notes diverses sur la langue romane, des proverbes et une étude sur l'idiome de La Barthe sur Neste (Hautes-Pyrénées), par M. Barbé.

Bibliographie :

Allières (Jacques), *Basque et roman sur leur frontière occidentale d'après les Recueils "Sacaze" et "Bourciez" (vers 1880), Actes de Montpellier 1990 (AIÉO III), 1992, p.173-180, ill.*

290 Mi

Congrès du Parti républicain radical et radical-socialiste

Dates extrêmes : 1944-1966.

Importance matérielle : 13 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : au moment du microfilmage, Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 143 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Le Parti républicain radical et radical-socialiste, créé en juin 1901, est le plus vieux parti politique français. Héritier des principes de 1789, très attaché à la République, à la patrie et à la démocratie, le Parti radical se veut le parti de la laïcité face à l'Église, le défenseur des « petits » face aux « gros », de la petite propriété individuelle face aux monopoles. Implanté en milieu urbain mais surtout fort en milieu rural, il constitue la première force politique du pays au lendemain des élections législatives de 1902 (230 députés). Représenté dans tous les gouvernements jusqu'en 1914, il est à l'origine de la loi de séparation de l'Église et de l'État (ministère Combes, 1905) mais échoue à mettre véritablement en œuvre son programme social. Affaibli au sortir de la Première Guerre mondiale, le Parti radical renaît sous la direction d'Édouard Herriot et d'Édouard Daladier. Parti pivot de la vie parlementaire, il alterne alliances électorales avec la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et participation à des gouvernements d'union nationale (gouvernement Poincaré). Partenaire hésitant du Front populaire (1936), il rompt définitivement avec la gauche en 1938. À la Libération, le parti s'effondre au dessous des 10% aux élections, dominées par les gaullistes et les communistes. Pierre Mendès France le redresse un temps, mais les crises sont nombreuses, notamment avec l'exclusion d'Edgar Faure. L'échec de la rénovation amorcée par Pierre Mendès France, qui démissionne en 1957, et la bipolarisation de la vie politique de la V^e République annoncent dix années difficiles pour le parti.

Présentation du contenu :

Transcriptions de comptes rendus sténographiques des congrès nationaux.

- 290 Mi 1. Petit congrès, Paris, 19-21 décembre 1944 ; 36^e congrès, Paris, 20-23 août 1945.
2. 37^e congrès, Lyon, 4-7 avril 1946 ; 38^e congrès, Paris, 5-8 septembre 1946.
3. 39^e congrès, Nice, 18-21 septembre 1947 ; 40^e congrès, Paris, 2-5 décembre 1948.
4. 41^e congrès, Toulouse, 17-20 novembre 1949.
5. 42^e congrès, Deauville, 14-17 septembre 1950.
6. 43^e congrès, Paris, 17-18 mai 1951 ; 44^e congrès, Lyon, 25-28 octobre 1951.
7. 45^e congrès, Paris, 23-24 mai 1952 ; 46^e congrès, Bordeaux, 16-19 octobre 1952.

8. 47^e congrès, Aix-les-Bains, 17-20 septembre 1953 ; 48^e congrès, Paris, 11-13 mars 1954 ; Marseille, 14-17 octobre 1954 ; 50^e congrès (en déficit).
9. 51^e congrès, Paris, 3-6 novembre 1955 ; 52^e congrès, Lyon, 11-14 octobre 1956.
10. 53^e congrès, Paris, 3-4 mai 1957 ; 54^e congrès, Strasbourg, 21-24 novembre 1957 ; 55^e congrès, Lyon, 11-14 octobre 1958.
11. 56^e congrès, Pau, 11-14 juin 1959 ; 57^e congrès, Boulogne-Billancourt, 6-9 octobre 1960 ; 58^e congrès, Royan, 5-8 octobre 1961 ; 59^e congrès, Vichy, 27-30 septembre 1962.
12. 60^e congrès, Évian, 26-28 septembre 1963 ; 61^e congrès, Arcachon, 25-27 septembre 1964.
13. 62^e congrès, Lyon, 22-24 octobre 1965 ; 63^e congrès, Marseille, 18-20 novembre 1966.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent les archives de plusieurs personnalités ayant appartenu au Parti radical-socialiste : Jacques-Louis Antériou (373 AP), René Renoult (425 AP), Lucien Bauzin (429 AP), Jacques Kayser (465 AP), Henri Cacaud (485 AP).

Bibliographie :

Berstein (Serge), *Histoire du Parti radical*, 2 vol., Presses de la FNSP, Paris, 1982.

291 Mi

[350 AP]

Congrès du Mouvement républicain populaire (M.R.P.)

Dates extrêmes : 1944-1964.

Importance matérielle : 19 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Archives nationales, 350 AP 126.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 107 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Issu de la Résistance et s'inspirant des principes de la démocratie chrétienne et du Sillon, le Mouvement républicain populaire (M.R.P.) fut créé à Paris en novembre 1944. Il obtint à la Libération une audience sans commune mesure avec celle de son prédécesseur de l'entre-deux-guerres, le Parti démocrate populaire. Avec le Parti communiste français, le M.R.P. fut en effet le grand vainqueur des élections législatives de 1945 et participa, avec celui-ci et les socialistes, au système du tripartisme. Ce parti, dont plusieurs membres jouèrent un rôle important sous la IV^e République comme présidents du Conseil ou ministres (Georges Bidault, Robert Schuman, Pierre Pflimlin), proposa un programme de réformes sociales et familiales, se fit l'artisan du rapprochement franco-allemand et de la création d'une Europe unie. Le M.R.P. se voulait un « mouvement », organisé sur la base de fédérations départementales. Sa direction théorique appartenait au congrès national qui se réunissait chaque année et, dans l'intervalle, au conseil national. Maurice Schumann fut le premier président du parti. Parmi les principaux dirigeants du M.R.P. figurent Paul Bacon, André Colin, Robert Bichet, Georges Bidault, François de Menton et Pierre-Henri Teitgen. Divisés sur la question algérienne, ses membres se rallièrent au gaullisme, ou, avec Jean Lecanuet, fondèrent, en 1966, le Centre démocrate.

Présentation du contenu :

Transcriptions des comptes rendus sténographiques des congrès nationaux.

- 291 Mi 1. 1^{er} congrès, Paris, 25-26 novembre 1944 ; 2^e congrès, Paris, 13-16 décembre 1945.
2. 3^e congrès, Paris, 13-16 mars 1947.
 3. 4^e congrès, Toulouse, 6-9 mai 1948.
 4. 5^e congrès, Strasbourg, 26-29 mai 1949.
 5. 6^e congrès, Nantes, 18-21 mai 1950.
 6. 7^e congrès, Lyon, 3-6 mai 1951.
 7. 8^e congrès, Bordeaux, 22-25 mai 1952.
 8. 9^e congrès, Paris, 22-25 mai 1953.
 9. 10^e congrès, Lille, 27-30 mai 1954.
 10. 11^e congrès, Marseille, 19-22 mai 1955.

11. 12^e congrès, Montrouge, 10-13 mai 1956.
12. 13^e congrès, Biarritz, 30 mai-2 juin 1957.
13. 14^e congrès, Saint-Malo, 15-18 mai 1958 ; 15^e congrès, Clichy, 31 janvier-1^{er} février 1959.
14. 16^e congrès, Paris, 7-10 mai 1959.
15. 17^e congrès, Évian, 23-26 mai 1960.
16. 18^e congrès, Royan, 11-14 mai 1961.
17. 19^e congrès, Dijon, 31 mai-3 juin 1962.
18. 20^e congrès, La Baule, 23-26 mai 1963.
19. 21^e congrès, Le Touquet, 7-9 mai 1964.

Sources complémentaires :

Le fonds du M.R.P. est conservé aux Archives nationales sous la cote 350 AP. Les fonds du Centre Démocratie et Progrès (420 AP) et du Centre des démocrates sociaux (541 AP) sont conservés aussi aux Archives nationales. En revanche, les archives du M.R.P./Fédération de la Seine et Groupe parlementaire sont conservées par la Fondation nationale des sciences politiques.

Bibliographie :

Letamandia (Pierre), *Le M.R.P.*, thèse pour le doctorat d'État en Sciences politiques, Université de Bordeaux I, 1975 (conservée aux Archives nationales sous la cote AB XLV 101).

292 Mi

[122 AQ]

Archives de la Société d'outillage mécanique et d'usinage d'artillerie (S.O.M.U.A.)

Archives nationales du monde du travail (Roubaix)

293 Mi

Exposition « Cinquantenaire de l'Organisation internationale du Travail »

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Archives nationales ; Archives du ministère des Affaires étrangères ; Bureau international du travail.

Instrument de recherche : inv. dact., par J.-P. Babelon, 7 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Choix parmi les documents réunis au musée Galliéra, du 4 au 26 novembre 1969, à l'occasion de l'exposition « Cinquantenaire de l'Organisation internationale du Travail ». Cette petite exposition conçue par les Archives nationales était présentée en annexe de l'exposition des « Peintres témoins de leur temps » sur le thème « Art et Travail ».

Présentation du contenu :

- 293 Mi 1. Documents sur le travail des enfants, le repos hebdomadaire, l'organisation internationale du travail, le droit d'association et de coalition. Albert Thomas, ministre de l'Armement, puis directeur du B.I.T.

294 Mi

Cote réservée

Documents prêtés par le prince Napoléon pour l'exposition *Napoléon tel qu'en lui-même* (bobine incommunicable)

295 Mi

Exposition « Napoléon tel qu'en lui-même »

Dates extrêmes : 1777-1815.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1969.

Originaux : Bibliothèques et archives publiques.

Instrument de recherche : inv. somm. dact., 4 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Choix parmi les documents réunis aux Archives nationales (Hôtel de Rohan), de juin à décembre 1969, à l'occasion de l'exposition « Napoléon tel qu'en lui-même ».

Présentation du contenu :

295 Mi 1. Correspondance ; actes d'état civil ; documents officiels ; divers.
1777-1815.

Bibliographie :

Napoléon tel qu'en lui-même, catalogue de l'exposition organisée par les Archives nationales, Hôtel de Rohan, 1969, 144 p.

296 Mi

Archives de l'Église protestante française de Londres

Dates extrêmes : 1681-1758.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970.

Originaux : Église française de Londres.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Les six registres de l'Église protestante française de Londres, fondée en 1550 par la charte royale d'Édouard VI accordant la liberté de culte aux réfugiés protestants, fournissent de précieux renseignements sur la communauté française de Londres qui comptait, alors, de nombreux réfugiés huguenots. L'Église est installée à Soho Square depuis 1893. Les archives de l'Église protestante française de Londres ont été publiées par la Huguenot Society of Great Britain and Ireland dans la collection « Quarto Series ».

Présentation du contenu :

- 296 Mi 1. Registre 40. « Grand livre de la ville ». 1707-1711.
 - Registre 145. « Livre de la bourse des diacres » de l'église de Threadneedle street. 1750-1758.
- 2. Registre 182. « Livre des recettes des deniers pour les pauvres de l'église française de l'Artillerie ». 1728-1746.
 - Registre 232. Registre des amendes et charges. 1734-1741.
 - Registres 233. Livres des débours journaliers. 1681-1682.
 - Registre 233 bis. Livres des débours journaliers. 1683-1684.

Bibliographie :

Batisse (F.), *Londres huguenot*, Église protestante française de Londres, Londres, 1978.

Cottret (Bernard), *Terre d'exil. L'Angleterre et ses réfugiés français et wallons de la Réforme à la révocation de l'édit de Nantes*, Aubier, Paris, 1985

Schickler (F. de), *Les églises du Refuge en Angleterre*, Fischbacher, Paris, 1892

297 Mi

Manuscrits du XIV^e siècle

Dates extrêmes : XIV^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970.

Originaux : Bibliothèque de la Compagnie de Jésus, Toulouse.

Instrument de recherche : notice dact., 1 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

297 Mi 1. Deux recueils manuscrits sur parchemin de traités théologiques, philosophiques, historiques, agricoles et médicaux. XIV^e s.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent, sous la cote 271 Mi, les archives de la province de France de la Compagnie de Jésus.

298 Mi

Thèses sur les arrêts du Conseil du Roi

Dates extrêmes : 1943-1968.

Importance matérielle : 13 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970-1979.

Originaux : Bibliothèque Cujas de droit et sciences économiques.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 3 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Sous l'impulsion originelle de François Olivier-Martin, depuis 1937, des thèses ou des mémoires pour le diplôme d'enseignement supérieur de droit romain et d'histoire du droit, ont eu pour objet l'inventaire analytique d'arrêts du Conseil, simples et en commandement, chacun traitant un mois ou deux du XVIII^e siècle.

Présentation du contenu :

298 Mi 1-13. Collection de thèses qui se présentent chacune comme un recueil d'arrêts conservés dans la série E et la collection Rondonneau des Archives nationales. L'arrêt lui-même est représenté par un résumé détaillé, comportant souvent de larges extraits du texte original, avec le nom des parties et du rapporteur. L'ordre suivi est strictement chronologique. Les actes recensés appartiennent parfois à des fonds ou registres différents. Ils sont classés selon une numérotation suivie qui est propre à chaque thèse. Les séries chronologiques couvrent des périodes très fragmentées qui vont de 1740 à 1777.

Bibliographie :

Antoine (Michel), *Le fonds du Conseil du Roi aux Archives nationales. Guide de recherches*, Paris, 1955, XIV-96 p.

299 Mi

Documents concernant la Martinique

Dates extrêmes : XVIII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970.

Originaux : Archives départementales de la Martinique ; Archives nationales.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 3 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Documents achetés à une vente de l'Hôtel Drouot le 8 juin 1970.

Présentation du contenu :

299 Mi 1. Divers documents concernant la Martinique au XVIII^e siècle : recensement, rapport de l'Intendant, mémoires divers du commissaire général de La Croix. A signaler plusieurs pièces sur des recensements d'esclaves et des mémoires sur l'économie de la Martinique.

300 Mi

[309 AP]

Fonds Vielcastel

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e s.

Importance matérielle : 4 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1970, 4 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

La famille de Vielcastel est originaire du Quercy et tire sans doute son nom du château de Vielcastel situé sur le territoire de la commune de Cazals, non loin de Gourdon, dans l'actuel département du Lot. Selon la tradition, les Vielcastel remontent aux croisades. Sous la Révolution, leurs biens sont un moment confisqués. C'est au XIX^e siècle que les Vielcastel s'illustrent, à la cour de l'impératrice Joséphine, à la Malmaison et à Navarre, puis dans l'administration préfectorale, enfin dans la diplomatie et le monde des lettres. Les Vielcastel sont alliés aux Saunhac de Belcastel et aux Lasteyrie du Saillant.

Présentation du contenu :

300 Mi 1-2, 4. Famille de Vielcastel. XV^e-XX^e s.

3. Familles alliées, entre autres de Saunhac de Belcastel et de Lasteyrie du Saillant. XVI^e-XX^e s.

4 (suite). Terres situées dans les départements du Lot, de l'Aveyron et de la Dordogne. XIII^e-XIX^e s.

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire.

301 Mi

Papiers Ozstrolwetzky

Dates extrêmes : XIII^e-XVI^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : état somm. dact., 3 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

301 Mi 1. Ensemble de documents sur papier ou parchemin, du XIII^e au XVI^e siècle, concernant la famille hongroise, aujourd'hui disparue, des Ozstrolwetzky. La plupart des pièces sont rédigées en latin ; quelques unes contiennent des passages en hongrois. On notera la présence de nombreux sceaux plaqués et d'un grand sceau du XV^e siècle en cire jaune. Cette collection comprend, en outre, plusieurs diplômes originaux de rois de Hongrie et des empereurs Ferdinand I^{er} et Maximilien II (classement chronologique).

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent, sous la cote 73 Mi, des documents hongrois concernant la France.

Bibliographie :

Cadilhon (François), *La Hongrie moderne 1450-1850*, Bordeaux, Presses universitaires, 2005.
Molnár (Miklós), *Histoire de la Hongrie*, Hatier, 1996.

302 Mi

Cote réservée

303 Mi

Exposition « Le travail des enfants au XIX^e siècle »

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage,

Originaux : Archives nationales.

Instrument de recherche : inventaire dact., 11 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Choix parmi les documents présentés au musée de l'Histoire de France (Hôtel de Soubise) à l'exposition « Le travail des enfants au XIX^e siècle », de janvier à octobre 1970, à l'occasion du 17^e concours des Jeunes historiens.

Présentation du contenu :

303 Mi 1. Enquêtes et rapports sur la réglementation du travail des enfants dans certains pays étrangers ; documents sur la vie des moussettes ; élaboration de la loi de 1841, enquêtes et rapports sur son application ; loi de 1874, rapport sur son application ; divers.

304 Mi

[311 AP]

Fonds Masséna

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 83 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970-1971.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1971-1973 et 1988, 231 p. ; table de concordance entre les cotes 311 AP 1-87 et 304 Mi 1-83, dact., 3 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Niçois, orphelin de bonne heure, mousse sur un bateau, André Masséna (1758-1817) s'engagea dans le Royal-Italien en 1775. Le 3 août 1789, il quitta l'armée avec le grade d'adjudant sous-officier. Retiré à Antibes, il épousa la fille d'un chirurgien, Rosalie Lamarre (1765-1829). Il fut élu lieutenant-colonel du 2^e bataillon des volontaires nationaux du Var. Général de brigade en août 1793, de division en décembre, commandant de Toulon, il s'illustra pendant la campagne d'Italie, notamment à Lodi (10 mai 1796) et à Rivoli (14 janvier 1797). Bonaparte l'appela alors « l'enfant chéri de la Victoire ». En février 1799, l'armée d'Helvétie fut confiée à Masséna, qui remporta la bataille de Zurich sur les Autrichiens et les Russes, les 25 et 26 septembre 1799, et évita ainsi à la France l'invasion des Alliés. Le 18 brumaire lui fit perdre son commandement mais le Premier Consul l'envoya commander les 40 000 hommes de l'armée d'Italie. En 1800, immobilisant les Autrichiens devant Gênes, il permit à Bonaparte d'entrer en Italie et de remporter la victoire de Marengo. Relevé de son commandement, Masséna se retira à Rueil et fut élu député de la Seine au Corps législatif, le 28 juillet 1803. Maréchal en 1804, il conquiert le royaume de Naples en 1806 et fut fait duc de Rivoli en 1808. Il se distingua à Essling et Wagram et fut nommé prince d'Essling en 1810. L'Empereur lui confia le commandement de l'armée au Portugal (avril 1810), mais il échoua devant les lignes britanniques à Torres Vedras et dut évacuer le pays (mars 1811) où il fut remplacé par Marmont. Gouverneur de la 8^e division militaire à Toulon, Masséna se rallia aux Bourbons en 1814 et conserva son poste. Aux Cent-Jours, il se rallia à Napoléon. Au lendemain de Waterloo, il fut nommé par Fouché commandant de la Garde nationale dans la capitale où il maintint l'ordre. Au retour de Louis XVIII, il fut démis de son commandement. Il a laissé des *Mémoires*. Son fils aîné, le chef d'escadron Jacques-Prosper Masséna (1793-1821), fut le 2^e prince d'Essling.

Présentation du contenu :

304 Mi 1-64. Correspondance d'André Masséna durant ses campagnes. 1792-1812.

65-75. Gouverneur de la 8^e division militaire à Toulon. 1813-1815.

76. Chef de la garde nationale parisienne et gouverneur de Paris pendant les Cent-Jours. 1815.

77-78. Divers. 1791-[1814].

- 79-81. Dotations du maréchal. 1807-1813.
- 81-82. Pièces d'état civil, états de service, titres et décorations, correspondance personnelle. 1758-1821. La maréchale Masséna, son fils Jacques-Prosper et quelques membres de la famille. XVIII^e-XIX^e s.
83. Divers sur Gênes et la République ligurienne. 1793-1831.

Bibliographie :

Tulard (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 286-287.

305 Mi

Recueil d'empreintes de sceaux de la collection d'Inguibert

Dates extrêmes : XVIII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970.

Originaux : Bibliothèque inguimbertaine de Carpentras.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Joseph-Dominique d'Inguibert (1683-1757), nommé évêque de Carpentras en 1735, rapporta de Rome environ 4000 volumes, des tableaux, des estampes, etc. La mise en vente de la bibliothèque du président de Mazaugues lui donna l'occasion d'enrichir sa bibliothèque : environ 15 000 volumes, 4 000 médailles, divers objets d'art et de curiosité prirent le chemin de Carpentras en 1745. En 1747 il acheta au baron de Trimond, neveu et héritier des Mazaugues, les dossiers et minutes de correspondance de Peiresc qui participent grandement à la renommée de l'Inguimbertaine. D'Inguibert acheta et aménagea l'hôtel de Grandis-Pomerol à côté du palais épiscopal pour y placer ses collections. Il sollicita de Benoît XIV l'autorisation de léguer sa fondation, et en 1746 une bulle confirma la fondation de cette « maison des muses » (pour reprendre un rébus imagé placé au-dessus de la porte, un roseau entre deux rats : mus - arondo - mus / *musarum domus*).

L'ouvrage microfilmé est le manuscrit 613 de la Bibliothèque de Carpentras.

Présentation du contenu :

305 Mi 1. « Iconosmi Sigillorum quae in Museo [...] d'Inguibert ». Recueil d'empreintes originales exécutées d'après les matrices des sceaux appartenant à la collection de Mgr. d'Inguibert accompagnées des légendes manuscrites des sceaux avec, parfois, une notice ou un croquis à la plume. 171 fol., index.

Bibliographie :

Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Départements, t. XXIV : *Carpentras*, par M. Duhamel, t. I, Paris, 1901, in-8°, p. 376.

Delmas (Jean-François), *L'Inguimbertaine, maison des muses*, N. Chaudun, Paris, 2008, 155 p.

306 Mi

Papiers du général György Klapka

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : état somm. dact., par F. de Ferry, 4 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Le colonel puis général György Klapka (1820-1892), né à Temesvár (Hongrie), fut l'un des principaux chefs de l'insurrection hongroise de 1848-1849. Il vécut de longues années d'exil au cours desquelles il tenta, à plusieurs reprises, d'organiser des soulèvements contre l'Autriche, tout en s'occupant d'affaires industrielles en France, en Italie, en Suisse et en Angleterre. Après la guerre austro-prussienne de 1866, Klapka fut autorisé par les autorités autrichiennes à rentrer dans son pays où il fut élu, en 1867, à la Chambre des députés de Budapest. Il mourut dans cette ville le 17 mai 1892. Un monument fut érigé à sa mémoire à Komárom en 1896.

Présentation du contenu :

306 Mi 1. Papiers personnels de György Klapka : correspondance active et passive ; notes ; archives de famille ; papiers d'affaires ; dossier sur la franc-maçonnerie ; dossier sur le jeu et les martingales ; coupures de presse.

Bibliographie :

Hermant (Joseph), *La Révolution hongroise de 1848 : les nationalités, leurs luttes et leurs revendications ; l'intervention russe et l'intervention polonaise*, Paris, A. Rousseau, 1901, 428 p.

Tapie (Victor Louis), *La Révolution de 1848 dans l'Empire d'Autriche*, Paris, Tournier et Constans, 1954, 80 pages

307 Mi

Listes électorales sous la Monarchie de Juillet

Dates extrêmes : 1830-1848.

Importance matérielle : 12 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Archives départementales ; Bibliothèque nationale de France.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Ce microfilm regroupe une collection de listes électorales des départements français, à l'exception de la Meuse, constituée par l'universitaire américain Sherman Kent. La plupart de ces listes sont des listes officielles des années 1839-1840 qui sont conservées dans les archives départementales. Pour les années antérieures ou postérieures, ou quand ces listes manquaient, S. Kent a consulté les almanachs départementaux conservés à la Bibliothèque nationale de France, ou encore les listes de votants.

Présentation du contenu :

307 Mi 1-12. Listes électorales. 1830-1848.

Bibliographie :

Kent (Sherman), *Electoral Lists of France's July Monarchy, 1830-1848*, dans *French Historical Studies*, vol. 7, n° 1, 1971, pp. 117-127

308 Mi

« Speculum historiale » de Vincent de Beauvais

Dates extrêmes : [1260]

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Bibliothèque municipale, Dijon.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Vincent de Beauvais (v. 1190 - v. 1267), moine dominicain, avait été demandé par les Cisterciens de Royaumont comme lecteur en théologie. C'est ainsi qu'il entra en relation avec l'entourage de Louis IX, auquel il dédia son « Speculum ». Cet ouvrage encyclopédique, digne de la *Somme théologique* de Saint Thomas d'Aquin, comportait trois parties : naturelle, doctrinale, historique. On a émis l'hypothèse que cet exemplaire avait été copié à l'usage du roi, avant même l'achèvement de l'ouvrage. On sait que Louis IX avait réuni, à son retour de croisade en 1254, une importante bibliothèque qui était installée dans la sacristie de la Sainte-Chapelle.

Présentation du contenu :

308 Mi 1. Manuscrit, reliure de peau blanche aux armes de l'abbaye de Cîteaux, vers 1260, 265 folios. On trouve une peinture représentant Louis IX (folio 9), ainsi qu'une représentation de la Crucifixion (folio 15).

Bibliographie :

Duchenne (M.-C.), *Vincent de Beauvais compilateur et historien dominicain : la source Chronographus dans le « Speculum historiale »*, dans *Annales de l'Est*, n° 1, 1997, p.133-153.

Duchenne (M.-C.), Guzman (G. G.), Voorbij (J. B.), *Une liste des manuscrits du « Speculum historiale » de Vincent de Beauvais*, dans *Scriptorium*, n°41, 1987, p. 286-294.

Delisle (L.), « Miroir historial » de Vincent de Beauvais, dans *Histoire littéraire de la France* t. 32, 1898, p. 547-48.

Ministère des Affaires culturelles, Paris, 1970-1971. *La France de Saint-Louis. Septième centenaire de la mort de Saint-Louis*. Catalogue d'exposition (Salle des gens d'armes du Palais, Paris, octobre 1970-Janvier 1971), 132 p., ill. (le « Speculum historiale » y figurait sous le n°148).

309 Mi

« La Gran Conquista de Ultramar »

Dates extrêmes : XIII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Bibliothèque nationale d'Espagne, Madrid.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

L'ouvrage fut écrit, semble-t-il, sur l'ordre du roi Sanche IV de Castille (1258-1295), roi de Castille et de León de 1284 à 1295, fils d'Alphonse X le Savant. Il comporte seulement deux miniatures, représentant des scènes du siège et de la prise de Bélinas (Césarée de Philippe), mais de nombreux emplacements avaient été ménagés pour d'autres peintures qui n'ont pas été exécutées. Le style est gothique, mais fortement nuancé par la connaissance du monde islamique.

Présentation du contenu :

309 Mi 1. Chronique des croisades en langue castillane. Atelier de la cour royale de Castille, XIII^e s., 360 fol.

Bibliographie :

Ministère des Affaires culturelles, Paris, 1970-1971. *La France de Saint-Louis. Septième centenaire de la mort de Saint-Louis*. Catalogue d'exposition (Salle des gens d'armes du Palais, Paris, octobre 1970-Janvier 1971), 132 p., ill. (le manuscrit *La Gran Conquista de Ultramar* y figurait sous le n° 180).

310 Mi

Psautier de Louis X le Hutin

Dates extrêmes : XVI^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Trésor de la cathédrale de Tournai (Belgique).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Cet ouvrage fut commandé par deux nobles tournaisiens, Pourès et Haudion. A l'annonce de l'arrivée en Flandre de Louis X le Hutin, roi de France, en 1315, on décida de le lui offrir. On supprima le frontispice pour en faire le plat de la reliure, et on le remplaça par un nouveau frontispice approprié. Le manuscrit est un superbe exemple de l'activité des enlumineurs tournaisiens au début du XIV^e siècle (ici, un précurseur de Jérôme Bosch et de Brueghel), très proche du psautier de la Bibliothèque royale de Copenhague, illustré par la même main, et du *Roman de la Rose* de la Bibliothèque de Tournai, également commandé par un membre de la famille Pourès.

Présentation du contenu :

310 Mi 1. Manuscrit : après un calendrier, le frontispice établi sur deux pages, représente, sous des niches décorées de dais, sainte Marguerite et sainte Catherine, saint Denis et saint Louis (tenant le sceptre, les trois clous et la Couronne d'épines). Dans les marges, dix écus des grandes familles françaises. Le texte du psautier est décoré de lettrines avec des épisodes des Écritures, agrémentées de drôleries et de scènes ironiques. La reliure, en vélin, est décorée d'enluminures : sur un plat, le Christ en majesté, la Pentecôte, la Résurrection et l'Ascension ; sur l'autre, le Souverain Juge, la Sainte-Trinité, saint Georges et saint Martin. Vers 1315, 512 p.

Bibliographie :

Fourez (L.), *Le psautier de Louis le Hutin, 1315*, dans *Revue belge d'archéologie et d'histoire de l'art*, n°15, 1945.

Ministère des Affaires Culturelles, Paris, 1970-1971. *La France de Saint-Louis. Septième centenaire de la mort de Saint-Louis*. Catalogue d'exposition (Salle des gens d'armes du Palais, Paris, octobre 1970-Janvier 1971), 132 p., ill. (le psautier de Louis le Hutin y figurait sous le n°212).

311 Mi

Archives des familles de Roussel de Cassagne et de Dianous

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971-1988.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 5 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Cet ensemble de documents d'actes originaux sur parchemin (XIV^e-XVI^e s.) et de copies manuscrites modernes concernent les familles de Roussel de Cassagne et de Dianous qui se sont succédé dans la possession du domaine de Cassagne, situé sur la commune du Pontet, dans le Vaucluse. Ce domaine dépendit longtemps du chapitre de Saint-Agricol d'Avignon, et de la seigneurie de Vedène.

Présentation du contenu :

- 311 Mi 1. Domaine de Cassagne. 1354-1597.
2. Famille de Roussel de Cassagne. 1627-1879 (copies).
Famille de Dianous. 1582-an V (copies).
3. Livre de raison de Jean-Joseph Dianous, notaire et greffier de la baronnie de Sérignan, époux d'Anne de Blanc. 1689-1737.

Bibliographie :

Courtet (Jules), *Dictionnaire géographique, historique, archéologique et biographique des communes du département du Vaucluse*, Nîmes, C. Lacour, 1997, 385 p.
Clinchamp (Patrice de), *Dictionnaire et armorial de la noblesse*, Paris, P. Du Puy, 2005, t. II, p. 463.

312 Mi

Le « Livre rouge » de la famille de Waldner

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice biographique :

La famille Waldner est une des plus illustres et des plus anciennes familles d'Alsace. Au XIII^e siècle, le nom de Waldner n'était pas encore fixé comme nom patronymique de cette famille, puisque le chevalier Krafftton était simplement désigné par son prénom et la localité où il habitait, Guebwiller. Waldner est un mot allemand qui signifie : *Forestier*. Les premiers seigneurs avaient sans doute reçu ce nom de la charge de grand-maître des forêts en Alsace, que les empereurs ou les comtes d'Habsbourg, landgraves d'Alsace, leur avaient donnée. Ce n'est qu'au XVI^e siècle que les Waldner ajoutèrent à leur nom celui de leur fief de Freundstein. Les Waldner ont toujours porté le titre de baron et cette qualité leur a été confirmée à la suite d'un procès qui engageait toute la noblesse d'Alsace et que les Waldner soutinrent au XVIII^e siècle contre les prétentions du Conseil souverain. Le titre de comte fut accordé par Louis XV à Chrétien-Frédéric-Dagobert de Waldner par lettres patentes de juin 1748 avec transmission à l'aîné de la famille.

Présentation du contenu :

312 Mi 1. Le registre manuscrit (428 p.), en langue allemande et française, qui retrace la généalogie de la famille Waldner de Freundstein, comprend également des pièces imprimées, un index et une bibliographie. 1782-XX^e s.

A signaler : 100 planches originales en noir et en couleurs qui représentent tombeaux, statues, vitraux, portails anciens, armoiries ; croquis ou plans de villes, domaines, châteaux, églises et bâtiments divers ayant quelque relation avec la famille de Waldner. Réalisées avec une grande finesse et beaucoup d'exactitude, ces illustrations constituent une remarquable documentation car certaines concernent des œuvres d'art ou des édifices aujourd'hui modifiés ou disparus.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent sous la cote M 410 (Titres nobiliaires), un dossier relatif à la famille Waldner de Freundstein. XVI^e-XVIII^e s.

Bibliographie :

La Chesnaye-Desbois (François Alexandre Aubert de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, 1980, 19 t. en 10 vol. reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, 1863-1876, t. X, p. 965.

Sitzmann (Édouard), *Dictionnaire de biographie des hommes célèbres de l'Alsace*, Paris, Ed. du Palais Royal, 1973, t. II, p. 937-945.

313 Mi

Papiers Drouet de Santerre

Dates extrêmes : XVII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 10 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Bibliothèque de la Cornell University, Ithaca (États-Unis).

Instrument de recherche : rép. num. dact., 16 p. ; fichier microfilmé (313 Mi 10).

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Ce fonds contient les archives administratives de Barthélemy Pierre Drouet de Santerre, trésorier général du comte d'Artois, et d'Anselme Barthélemy Drouet de Santerre, son fils, qui lui succéda dans cette charge en 1818, et géra également la comptabilité de la fortune personnelle de Charles X et du duc de Bordeaux. Ces documents ont été acquis par la Bibliothèque de la Cornell University qui en a effectué le classement et qui les conserve sous le titre *Financial papers of king Charles the Tenth*. Les pièces sont classées par ordre alphabétique du nom du signataire ou de quelques grandes rubriques («Domaine», «Maison», «France, Trésor royal», etc.). Parfois certaines lettres sont groupées sous le nom du destinataire.

Présentation du contenu :

313 Mi 1-9. Comptes, registres, correspondances et pièces annexes relatifs aux revenus, aux dettes, aux domaines en France et à l'étranger, ainsi qu'à la Maison des deux princes et à celle de Marie-Thérèse de Savoie, comtesse d'Artois. A signaler d'intéressants documents sur le château de Bagatelle et sur la restauration de l'abbaye de Montierneuf de Poitiers. XVII^e-XIX^e s.

10. Instrument de recherche : fichier alphabétique décrivant, en principe, les documents pièce par pièce (signataire, date, destinataire, brève analyse, nombre de pages), avec un certain nombre de fiches de renvoi.

Bibliographie :

Maurepas (Arnaud de), *Économie et finances au XIX^e siècle: guide du chercheur 1789-1870*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1998.

Bula (Sandrine), *L'apanage du comte d'Artois (1773-1790)*, Paris, École des chartes, H. Champion, 1993, 260 p.

314 Mi

Correspondance générale de la Louisiane

Dates extrêmes : 1719-1804.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Bibliothèques des ports de Brest et de Toulon.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par F. de Ferry, 2 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Ces séries fragmentaires de la Correspondance officielle originale concernant la Louisiane et adressée au ministre de la Marine, proviennent le plus souvent d'envois effectués en plusieurs exemplaires. Elles peuvent parfois compléter les registres de la sous-série C¹³ des Archives nationales.

Ces documents ont été recensés par Charles de La Roncière.

Présentation du contenu :

Cet ensemble de correspondance en provenance de la Louisiane est essentiellement constitué par des rapports, mémoires et lettres rédigés par les autorités chargées de l'administration de la colonie : gouverneur, officiers divers, militaires, etc. Mais on y trouve aussi des lettres de particuliers : négociants, colons.

314 Mi 1. Manuscrit n°31 du catalogue de La Roncière, 515 fol. 1719-1763.

2. Manuscrit n°32 du catalogue de La Roncière, 237 fol. 1731-1804 ;
manuscrit n°2, 42 pièces, 1758-1803.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales d'outre-mer conservent la correspondance reçue par le secrétaire d'État de la Marine en provenance de la Louisiane sous la cote Colonies C¹³.

Bibliographie :

La Roncière (Charles de), *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France*, Bibliothèque de la Marine, Plon, 1907 p. 284-285 et 450.

315 Mi

Correspondance générale des îles de France et de Bourbon

Dates extrêmes : 1767-1816.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Bibliothèque du port de Brest.

Instrument de recherche : notice dact., par F. de Ferry, 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Sous l'Ancien Régime, les îles de France et de Bourbon ont toujours été réunies sous l'autorité d'un gouverneur général et d'un intendant qui résidaient à l'île de France.

Présentation du contenu :

315 Mi 1. 27 registres contenant d'importants fragments originaux de la correspondance officielle adressée en plusieurs exemplaires au ministre de la Marine par les gouverneurs, intendant, ordonnateurs et administrateurs des îles de France et de Bourbon. 1767-1816.

Sources complémentaires :

Voir les sous-série Colonies C³ et C⁴ des Archives nationales d'outre-mer.

Bibliographie :

La Roncière (Charles de), *Catalogue général des manuscrits des Bibliothèques publiques de France*, Bibliothèque de la Marine, Plon, 1907 p. 278-284.

316 Mi

Documents concernant l'Autriche

Dates extrêmes : XVI^e-XVIII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Archives nationales d'Autriche, Vienne.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 7 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Ensemble de documents restitués à l'Autriche en vertu du protocole du 9 février 1926. Ces pièces d'archives étaient conservées, avant leur restitution, sous les cotes K 1318, K 1319^a et K 1319^b.

Présentation du contenu :

316 Mi 1. Correspondance entre la Porte et la cour d'Autriche. XVI^e-XVIII^e s.

317 Mi

« Manière de bastir pour toutes sortes de personnes », par P. Le Muet

Dates extrêmes : XVII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Bibliothèque historique de la ville de Paris.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice biographique :

Pierre Le Muet (Dijon,1591-Paris,1669) reçoit une formation d'ingénieur militaire. Cependant, il se consacre à l'architecture. A Paris, il construit le Val-de-Grâce, l'église des Petits-Pères, l'église Notre-Dame des Victoires. On lui doit aussi les châteaux de Luynes, de l'Aigle et de Beauvilliers. En Bourgogne, il est l'architecte du château de Tanlay, dans l'Yonne, de 1643 à 1649, où il conçoit également la perspective du canal dans le parc. A Dijon il crée l'hôtel Bouchu, actuellement rue Monge, et l'hôtel Gauthier, au coin de la rue Charrue et de la place des Cordeliers. Vers 1660, il publie *la manière de bien bâtir pour toutes sortes de personnes*, véritable manuel de l'architecture classique.

Présentation du contenu :

317 Mi 1. *Manière de bastir pour toutes sortes de personnes*, par Pierre Le Muet [...], *reueüe et augmatée, en cette seconde édition, de plusieurs figures de très beaux bastimans et édifices de l'invention et conduite du dit Sr P. Le Muet et autres*, A Paris chez Claude Jombert, Jean et Joseph Barbou frères [s. d.], 1 vol. in-fol., fig. et pl. gr.

Bibliographie :

Dictionnaire des architectes, Albin Michel, Paris, 1999, p. 379.

Blunt (Anthony), *Art et architecture en France*, Ed. Macula, Paris, 1983.

Pérouse de Montclos (Jean-Marie), *Le guide du Patrimoine*, Paris, Ministère de la Culture - Hachette,1994.

318 Mi

Correspondance Marc Bloch-Lucien Febvre et documents se rapportant aux deux historiens

Dates extrêmes : 1908-1963 et s. d.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm :

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage,

Originaux : Archives nationales (AB XIX 5028).

Instrument de recherche : inv. somm. dact., 2004, 30 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Marc Bloch (1886-1944) et Lucien Febvre (1878-1956) sont deux grandes figures intellectuelles du XX^e siècle. Historiens de formation, ils sont à l'origine avec le « groupe strasbourgeois » de la fondation, en 1929, de la revue les *Annales d'histoire économique et sociale* (aujourd'hui : *Annales. Histoire, Sciences sociales*) qui se veut en rupture avec la conception de l'Histoire en France depuis l'école positiviste. Elle est à l'origine de l'« École des Annales », l'une des principales écoles historiques françaises du XX^e siècle.

Cette aventure intellectuelle et humaine nous est connue depuis que les volumes de la correspondance des pères fondateurs de cette « École des Annales » ont paru, sous la conduite de Bertrand Müller.

Présentation du contenu :

318 Mi 1-4. Correspondance échangée entre Marc Bloch et Lucien Febvre ; documents se rapportant aux deux historiens. 1908-1963 et s.d.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent un fonds Lucien Febvre sous la cote 591 AP. Un fonds Marc Bloch est conservé dans la série AB XIX (AB XIX 3796-3852, 4270-4275).

Bibliographie :

Bloch (Marc), Febvre (Lucien), *Correspondance, 1928-1943*, 3 vol., Paris, Fayard, 1994-2004.

319 Mi

Recensements de l'île Bourbon

Dates extrêmes : 1708-1779.

Importance matérielle : 8 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Archives départementales de la Réunion.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

319 Mi 1-8. Recensements généraux, 1708-1758 et 1779. Recensements de Saint-Denis, Sainte-Suzanne, Saint-Paul, Saint-Louis, Sainte-Marie, Saint-André, Saint-Benoît, 1711-1765.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent des recensements de l'île Bourbon dans la sous-série Colonies G¹.

320 Mi

Fonds Peycelon

Dates extrêmes : 1890-1937 et s.d.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inventaire-index dact., 3 p.

Communication : sur autorisation.

Notice biographique :

Gilbert-Antoine Peycelon (1867-1940) occupa, de 1897 à 1906, les fonctions de chef de service de la comptabilité départementale à la Trésorerie générale de la Loire. En 1906, Aristide Briand, l'appela auprès de lui à l'Instruction publique et en fit son secrétaire particulier, fonction que Peycelon conserva dans les autres ministères de Briand, à la Justice, à l'Intérieur, aux Affaires étrangères et à la Présidence du Conseil. Parallèlement, Peycelon fut nommé sous-directeur de la Manufacture de Beauvais en 1913. Directeur des Journaux officiels en 1916, il créa les deux éditions des *Lois et Décrets* et des *Débats parlementaires*. En 1926, les fonctions de directeur de l'Imprimerie nationale et de directeur des Journaux officiels furent réunies à son profit sous le titre de directeur des Publications officielles, poste qu'il occupa jusqu'en 1937. Sa carrière politique prit fin en 1932, avec le départ et la mort de Briand.

Présentation du contenu :

320 Mi 1. Lettres adressées à A. Briand et G. Peycelon (classement par ordre alphabétique des scripteurs). 1890-1937 et s.d.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent un fonds Gilbert-Antoine Peycelon sous la cote 370 AP et un fonds Aristide Briand sous la cote 598 AP.

Bibliographie :

Suarez (G.), *Briand, sa vie, son œuvre...*, Paris, 1938-1952.

321 Mi

Papiers Gambetta

Dates extrêmes : 1870-1871.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Notice biographique :

Léon Gambetta (1838-1882), naît dans une famille modeste d'origine italienne. Il étudie à Cahors, où il réussit le baccalauréat, et à Paris où il obtient une licence en droit et devient avocat. En 1869, quelques mois seulement après son entrée en politique, il est élu député sur un programme qui en fait le porte-parole des Républicains les plus intransigeants.

Le 7 octobre 1870, chargé par le gouvernement de la Défense nationale de mener la guerre franco-prussienne en province, Gambetta quitte Paris en ballon pour lever de nouvelles troupes, mais son projet de libérer la capitale échoue. À Tours, il organise un nouveau gouvernement qui doit se replier à Bordeaux. Le 28 janvier 1871, lors de la capitulation de Paris, Gambetta propose de continuer la guerre mais il accepte finalement l'armistice. Du 8 février au 1^{er} mars 1871, il représente le Bas-Rhin à l'Assemblée nationale. Il quitte l'Assemblée lorsque les départements d'Alsace-Lorraine sont annexés à l'Empire allemand. Malade, il se retire alors quelques mois en Espagne et en Suisse, et, pendant la Commune de Paris, encourage les tentatives de conciliation de certains conseils municipaux élus les 7 et 8 mai. Le 2 juillet 1871, Léon Gambetta se fait élire député de la Seine. Il devient le "commis voyageur de la République" entre 1871 et 1875 en prononçant de nombreux discours lors de réunions publiques (onze volumes seront publiés à partir de 1881) : ainsi à Grenoble le 26 septembre 1872, il annonce lors d'un discours resté célèbre " la venue et la présence, dans la politique, d'une couche sociale nouvelle ". Réélu triomphalement député du 20^e arrondissement de Paris en 1875 et en 1877, il perd ensuite la confiance de la population ouvrière de Belleville et des quartiers environnants qui lui reprochent son indifférence aux conditions sociales et son refus de voter l'amnistie des anciens communards. Léon Gambetta renonce définitivement à toute activité politique dans cet arrondissement populaire de Paris après une réunion électorale le 16 août 1881, qui réunit 8000 personnes rue Saint-Blaise dans le quartier de Charonne, au cours de laquelle il fut contraint d'abandonner la tribune, devant l'hostilité de l'auditoire, une demi-heure après son arrivée. Il est candidat à l'élection présidentielle de 1879, où il ne réunit pratiquement aucun suffrage. Léon Gambetta est nommé président de la Chambre des députés de 1879 à 1881 puis président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères du 14 novembre 1881 au 27 janvier 1882.

Présentation du contenu :

321 Mi 1. *Dossier I*. Gouvernement de la Défense nationale : télégrammes chiffrés, décryptés, autographes signés ou seulement signés, adressés à Gambetta à Tours, puis Bordeaux par Jules Favre, le Général Trochu, Jules Ferry,

Antonin Proust, J. Simon, E. Pelletan, E. Picard, E. Arago et Garnier-Pagès. 1^{er} novembre 1870-23 janvier 1871.

Dossier 2. Gouvernement de la Défense nationale : « Registre des dépêches adressées aux préfets et sous-préfets, entre novembre 1870 et février 1871 ». Deux volumes in-4° de papier rayé portant sur onglets de vélin vert échellé en marge, les noms des départements, reliure ornée de l'ex-libris de Gambetta et supportant tracés de sa main les titres du recueil. 1870-1871.

Bibliographie :

Antonmattei (Pierre), *Léon Gambetta : héraut de la République*, Paris, Michalon, 1999, 608 p.

Chastenet (Jacques), *Gambetta*, Éditions Fayard, 1968, Coll. Les grandes études historiques. 395 p.

Dutrait-Crozon (Henri), *Gambetta et la Défense nationale : 1870-1871*, Paris, Éditions du siècle, 1934, 439 p.

322 Mi

Papiers Auguste Romieu

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Archives départementales de la Dordogne.

Instrument de recherche : notice dact., par F. de Ferry, 1 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Auguste Romieu (Paris, 1800 - Nyons, 1855), fut un haut fonctionnaire et écrivain, auteur notamment de pamphlets, *L'ère des Césars* (1850), *Le spectre rouge* (1851), et d'un roman, *Le mousse de Concarneau* (1832). Nommé conservateur des Antiquités du Morbihan (1828) puis sous-préfet de Quimperlé (août 1830), il s'illustra par ses rapports véhéments contre la pratique de la langue bretonne. Il fut ensuite sous-préfet de Louhans, préfet de la Dordogne (14 juillet 1833-9 juillet 1843), de la Haute-Marne et d'Indre-et-Loire. Durant l'époque où il fut préfet de Dordogne, il fit acheter par le département l'abbaye de Cadouin qu'il sauva ainsi de la ruine. A l'intérieur du cloître une plaque de marbre qui rappelle son intervention est insérée au dessus d'un reste de fresque. Il se rallia à la politique de Louis-Napoléon Bonaparte et, après le coup d'État du 2 décembre 1851, il fut nommé directeur des Beaux-Arts (1852), puis inspecteur général des bibliothèques de la couronne (1853).

Présentation du contenu :

322 Mi 1. Ensemble de 113 lettres autographes du général, puis maréchal Bugeaud, adressées à Auguste Romieu (à l'exception d'une lettre destinée à « M. Boyer à Nontron »). 1833-1844 et s.d.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent le dossier de carrière d'Auguste Romieu sous la cote F^{1b}I 172/16, ainsi que son dossier de Légion d'honneur sous la référence LH/2378/15. Plusieurs correspondances passives ou actives d'Auguste Romieu sont conservées dans des fonds d'archives privées : fonds Murat (31 AP), fonds Bro de Comères (82 AP), fonds Nefftzer (113 AP), fonds maréchal Bugeaud (225 AP). Voir aussi AB XIX 726 (collection Bachimont), AB XIX 3871 dr. 3 et AB XIX 3504 dr. 9.

Bibliographie :

Bargeton (René), Bougard (Pierre), Le Clère (Bernard), *Les préfets du 11 ventôse an VIII au 4 septembre 1870*, Paris, Archives nationales, 1981, p. 263.

Crouzy (Jacques), *Auguste Romieu, préfet de la Dordogne, 1833-1843*, Bordeaux, C.D.D.P., 1979, 144 p.

323 Mi

Première Guerre mondiale Fichier des « Morts pour la France »

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 339 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972-1973.

Originaux : Bureau des archives des victimes des conflits contemporains, Caen.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 20 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Ce fichier établi en vue de l'élaboration d'un « Livre d'or » des « Morts pour la France » qui n'a jamais pu être publié, ne concerne que les morts des Armées de Terre. Il recense 1 325 290 noms classés par ordre alphabétique et ne contient aucun renseignement confidentiel. En particulier, la filiation n'est pas mentionnée, et le « genre de mort » dont il est fait état est uniquement celui d'un décès donnant droit au titre de « Mort pour la France ». Cette mention était accordée sous certaines conditions pour distinguer les soldats morts au combat, les soldats morts des suites d'une blessure obtenue au combat, les résistants exécutés par l'ennemi, etc.

A signaler : ces fiches ont été numérisées et sont consultables sur le site Internet *Mémoire des hommes* du ministère de la Défense : <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/>

Présentation du contenu :

323 Mi 1-330. Soldats, caporaux, sous-officiers : fiches rédigées selon un modèle uniforme sur lesquelles sont portées les informations suivantes : nom, prénoms, grade, corps de troupe, numéro matricule au corps, classe, centre de recrutement, date et lieu du décès en tant que « mort pour la France », genre de mort, date de naissance, lieu de naissance.

331-339. Officiers : *idem*.

Sources complémentaires :

Voir dans l'intervalle de cotes F⁹ 3901-4493 la correspondance avec les communes pour la préparation d'un Livre d'or des victimes de la guerre de 1914-1918 (1929-1930).

Bibliographie :

Chabord (Marie-Thérèse), *Le Livre d'or de la Première Guerre mondiale : un projet sans suite*, dans *Revue historique de l'Armée*, 1973, n^o 2, p. 76-89.

324 Mi

Première Guerre mondiale Fichier des morts n'ayant pas droit au titre de « Mort pour la France »

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 28 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973-1974.

Originaux : Bureau des archives des victimes des conflits contemporains, Caen.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

324 Mi 1. Officiers : fiches rédigées selon un modèle uniforme sur lesquelles sont portées les informations suivantes : nom, prénoms, grade, corps de troupe, numéro matricule au corps, classe, centre de recrutement, date et lieu du décès, genre de mort, date de naissance, lieu de naissance.

2-19. Soldats, caporaux, sous-officiers : *idem*.

20-28. Morts au sujet desquels il n'a pas été statué : *idem*.

Version au 18-11-2008

325 Mi

[316 AP]

Fonds Frédéric Ozanam

Dates extrêmes : 1819-1853.

Importance matérielle : 7 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Bibliothèque nationale de France.

Instrument de recherche : état somm. dact. par C. de Tourtier-Bonazzi, 1971, 1 p. ; rép. num. détaillé dact., par F. de Ferry, 21 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Étudiant à Paris (1831), Frédéric Ozanam (1813-1853) se lie avec l'équipe catholique de l'*Avenir*, fonde la Conférence d'histoire, puis, avec sept compagnons, la Société de Saint-Vincent-de-Paul (1833). Docteur en droit et ès-lettres, il devient professeur de littérature étrangère à la Sorbonne en 1841. Fondateur en 1848 de l'*Ère nouvelle*, avec Lacordaire, il passe dans l'opposition après le coup d'État du 2 décembre. Frédéric Ozanam a publié plusieurs études et cours sur l'Italie médiévale (*Les poètes franciscains en Italie au XIII^e s.*, 1852) et les peuples germaniques (*Études germaniques*, 1847-1849).

Présentation du contenu :

- 325 Mi 1. Devoirs de collège, cahiers scolaires, poésies, essais divers (1827-1833).
2. Études juridiques, notes diverses, cours de droit.
- 3-5. Études littéraires, notes diverses, cours de littérature étrangère professés à la Sorbonne.
6. Lettres à ses parents (1819-1839), à et de sa femme (1840-1851) ; poésies ; lettres à sa fille Marie (1849-1851), à Charles Ozanam (1840-1853), à Alphonse et Charles Ozanam (1841-1847), à ses beaux-parents (1840-1853).
7. Lettres à Mesdames Haraneder et Couyère (1840-1852), à l'abbé Soulacroix (1841-1852), à Charles Soulacroix (1851-1852), à Materne (1829-1845), à Henri Personneaux (1831-1853), à Lallier (1833-1853), à Curnier (1834-1850), à Dufieux (1835-1852), à Velay (1835-1846), à Jean-Jacques Ampère (1836-1853), à l'abbé Noirot, à Arthaud, Cornudet, Devaux, Gouraud, Cochin, Aicard, Jaillard, Génin, Bouchacourt, J. de Maubeut, Janmot, Franchisteguy, Benoit, Perret, Léon Boré, au marquis de Salvo, à Lacordaire, Doubet, la Société de Saint-Vincent-de-Paul et autres.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent des documents provenant de Charles Ozanam (1887-1967), petit-neveu de Frédéric Ozanam (28 AS) ainsi que les archives de la Société de Saint-Vincent-de-Paul (31 AS).

Bibliographie :

Mourre (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, tome 4, lettres N-R, p. 4089.

Cholvy (Gérard), *Frédéric Ozanam. L'engagement d'un intellectuel catholique au XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 2003, 783 p.

326 Mi

[306 AP]

Chartrier de Castries : fonds de La Croix de Castries et du comté d'Alès

Dates extrêmes : XIV^e-XX^e s.

Importance matérielle : 169 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage de sécurité, 1971.

Originaux : Archives nationales.

Instrument de recherche : Chassin du Guerny, *Le chartrier de Castries (306 AP 1 à 1720)*.

Inventaire, Paris, 1975 (Direction des Archives de France. Inventaires et documents), 420 p., 7 tableaux généalogiques, 2 cartes, IX planches, index des noms géographiques, de personnes et de matières et, en annexe (p. 363-365) : table de concordance entre les cotes 306 AP 1-539, 1695-1720 et le microfilm correspondant (326 Mi 1 à 169), 7 p.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

La seigneurie de Castries est mentionnée dans les textes à partir du XI^e siècle. Au Moyen Âge, les barons de Castries, vassaux des comtes de Melgueil, possédaient une partie de la plaine entre les fleuves côtiers Vidourle et Lez. Cette première famille des seigneurs de Castries s'éteignit vers le milieu du XII^e siècle dans celle des Guilhem, seigneurs de Montpellier. Les rois d'Aragon, successeurs des Guilhem à Montpellier, inféodèrent la baronnie de Castries aux seigneurs de Peyre en Gévaudan. Les Peyre conservèrent la baronnie de Castries jusqu'en 1495, où elle passa à la famille La Croix qui la détient encore aujourd'hui.

Les La Croix sont une très ancienne famille montpelliéraine, venue peut-être à Montpellier dans l'entourage des rois de Majorque. Au XV^e siècle, Guillaume de La Croix, fils d'un Jean de La Croix, consul de Montpellier (1466) et trésorier des guerres en Languedoc (1489), siégea en qualité de commissaire du roi aux États de Languedoc et fut aussi gouverneur de Montpellier (1494-1498), puis des châteaux de Lattes et d'Aumelas. Déjà seigneur de Gordièges et de Saint-Brès, il acquit en 1495 la baronnie de Castries et mourut en 1502. Son fils Louis, baron de Castries (mort en 1522), était président de la Cour des aides de Montpellier en 1503. Henry, fils aîné de Louis (mort en 1568), opta pour la carrière des armes. Son fils Jacques (mort en 1575), gouverneur de Sommières, Gignac et Frontignan, construisit le château actuel. Son fils cadet, Gaspard, seigneur de Meyrargues, fut l'auteur de la seconde branche qui seule subsiste aujourd'hui. Petit-fils de Jacques, Jean de La Croix, baron de Castries, seigneur de Gordièges (1591-1640), servit dans la compagnie d'ordonnance du duc de Montmorency en 1621 et combattit pour le roi. Gouverneur de Privas, il tint tête au duc de Rohan, chef des protestants. Son fils René-Gaspard (1611-1674) se distingua par ses faits d'armes pendant la guerre de Trente Ans. En 1645, il obtint l'érection de la baronnie de Castries en marquisat. Le fils de René-Gaspard, Joseph-François, second marquis de Castries (1663-1728), épousa en deuxièmes noces, en 1722, la fille du duc de Lévis. Leur fils Charles-Eugène-Gabriel (1727-1801) fit ses premières armes pendant la

guerre de Succession d'Autriche. La mort de son frère aîné fit de lui le quatrième marquis de Castries, gouverneur de Montpellier et de Sète et lieutenant du roi en Bas-Languedoc. Maître de camp au régiment Roi-Cavalerie, il se signala en 1745 à la bataille de Fontenoy, où son comportement lui gagna l'amitié de Maurice de Saxe. La guerre de Sept Ans lui permit d'accéder à la gloire militaire. Il remporta la victoire de Clostercamp (16 octobre 1760), fut reçu dans l'ordre du Saint-Esprit et nommé directeur général de la cavalerie et gouverneur du Lyonnais et du Forez (1762). Inspecteur général de la gendarmerie (1770), il acheta le comté d'Alès en 1777 et remplaça en 1780 Sartine au secrétariat d'État de la Marine. Maréchal de France en 1783, il fut évincé de la Marine en 1787 et demeura désormais à l'écart de la vie politique. Après la mort de Louis XVI, il devint le principal conseiller du comte de Provence.

Son fils, Armand-Charles-Augustin (1756-1842), fut créé duc de Castries en janvier 1784 peu après avoir pris part à la guerre d'Amérique. Élu député aux États généraux, il s'exila et joua un rôle important comme agent diplomatique et colonel du régiment de Castries de 1795 à 1801. Il ne rentra en France qu'en 1814.

Son fils Edmond-Eugène-Philippe-Hercule (1787-1866) suivit la carrière des armes. Il servit comme aide de camp du maréchal Davout dans l'armée impériale et fut promu général en 1823. Ayant quelques domaines en Artois, provenant de la succession de sa mère, née Marie-Louise-Philippine de Bonnières de Guines (1759-1795), et de son grand-oncle, le vicomte Louis-Joseph de Mailly-Marmez, ancien maréchal de camp et député de la noblesse aux États généraux, il se préoccupa de retrouver les archives des Guines et des Mailly-Mamez et les fit transporter à Castries, ainsi que celles du comté d'Alès. Il mourut sans descendance.

Le général de Castries avait légué son château à son neveu, Edmond-Charles-Auguste (1838-1886). Sa veuve épousa le vicomte Emmanuel d'Harcourt à qui elle légua le château. En 1886, le titre ducal passa à René-Marie-Edmond-Gabriel de La Croix de Castries, propriétaire du château de Gaujac, issu de la branche des seigneurs de Meyrargues constituée par Gaspard-François au début du XVII^e siècle. A la mort du vicomte d'Harcourt, ses héritiers cédèrent, en 1936, le château familial au duc René-Gaspard-Marie-Edmond de La Croix de Castries (1908-1986), de la branche des seigneurs de Gaujac, membre de l'Académie française (1972).

Présentation du contenu :

- 326 Mi 1-50, 169. Famille de La Croix de Castries et alliés, biens dans les départements du Gard et de l'Ardèche. XIV^e-XX^e s.
- 50-162. Comté d'Alès et mines de la Grand-Combe. XVII^e-XIX^es.
- 163-168. Famille de La Croix de Castries : addenda. XIII^e-XX^e s.

Sources complémentaires :

Le fonds de Bonnières de Guines a été microfilmé sous la cote 360 Mi, et le fonds de Mailly-Mamez sous la cote 418 Mi.

Bibliographie :

Informations extraites de l'avant-propos de Jean Sablou, directeur des Archives départementales du Gard, p. 13-24, dans *Le chartrier de Castries* (306 AP 1 à 1720). *Inventaire*, Paris, 1974.

Castries (René-Gaspard, duc de), *Le maréchal de Castries (1727-1800)*, Paris, Flammarion, 1956.

327 Mi

Ministère de la Justice Fichier général des titres nobiliaires

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 4 bobines.

État du microfilm : moyen.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Archives nationales.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Supprimés en 1790, les titres ont été réintroduits progressivement par Napoléon I^{er} à partir de l'an XII, puis codifiés par les deux statuts du 1^{er} mars 1808. Ils étaient transmissibles de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, sur constitution d'un majorat, ensemble de biens fonciers ou de rentes immobilisées inaliénables et produisant un revenu fixé en fonction du titre auquel il était affecté. Les armoiries ont été rétablies à partir de 1808, d'abord en faveur des bénéficiaires de titres, puis en faveur des villes, des communes et des associations (décret du 17 mai 1809). L'anoblissement et la confirmation de noblesse n'ont été réintroduits qu'à partir de 1814, par la Restauration. Celle-ci a par ailleurs maintenu l'essentiel de la législation napoléonienne en matière de titres et de majorats. En outre, elle a recréé les pairs, avec un pouvoir politique héréditaire. La Monarchie de Juillet a supprimé progressivement les majorats par la loi du 12 mai 1835. La Révolution de 1848 a de nouveau aboli les titres (décret du 29 février 1848), qui ont été rétablis par Napoléon III (décret du 24 janvier 1852). Les républiques qui ont suivi ont seulement protégé les titres existants et continué à délivrer des arrêtés d'investiture aux successeurs. Concessions de titres, d'armoiries et constitutions de majorats, plus tard anoblissements, ne devenaient effectifs qu'avec la délivrance de lettres patentes aux bénéficiaires.

Les fichiers microfilmés sous la cote 327 Mi constituent un instrument de recherche qui permet de vérifier l'existence et la date des lettres patentes pour accéder ensuite au registre contenant la transcription de ces dernières. Les registres originaux des transcriptions ont été partiellement microfilmés sous la cote 149 Mi, à une époque où ils étaient encore conservés au ministère de la Justice. En 2003, la direction des affaires civiles et du sceau du ministère de la Justice a versé l'intégralité de ces registres aux Archives nationales où ils sont désormais conservés dans l'intervalle de cotes BB²⁹ 966-1085. Une campagne de numérisation de ces archives est actuellement en cours (achèvement prévu pour 2008-2009).

Présentation du contenu :

- 327 Mi 1. Fichier général : A-G.
2. *idem* : H-R.
3. *idem*. : S-Z. Fichier I^{er} Empire : A-L.
4. Fichier I^{er} Empire : M-Z. Fichier Second Empire : A-Z.

Bibliographie :

Informations extraites de la fiche d'aide à la recherche n°25 des Archives nationales, par S. de Dainville-Barbiche et C. Mérot.

Dainville-Barbiche (Ségolène de), *De la Justice de la nation à la Justice de la République, 1789-1940*, Paris, Archives nationales, 2004, p. 206-210.

Révérènd (Albert), *Armorial du Premier Empire..., Titres, anoblissements et pairies de la Restauration ..., Titres et confirmations de titres. Monarchie de Juillet. Deuxième République. Second Empire. Troisième République...*, Paris, 1894-1909, 11 vol. réédités par Jean Tulard en 1974.

328 Mi

Ministère de la Justice Fichiers des changements de nom

Dates extrêmes : 1848-1942.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Ministère de la Justice.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Depuis la loi du 11 germinal an XI, les autorisations de changement de nom (par addition ou substitution de nom) sont accordées par acte du Gouvernement. Les demandes de changements de noms, examinées par la Chancellerie, sont à rechercher aux Archives nationales ; les décisions sont publiées au *Bulletin des lois* puis au *Journal officiel* à partir de 1931. Les fichiers dont il est question ici et qui constituent un instrument de recherche, ne concernent que les demandes qui ont abouti, et ils ne renvoient directement au numéro de dossier qu'à partir de 1909.

Présentation du contenu :

- 328 Mi 1. Fichiers des changements de noms (classement par ordre alphabétique des demandeurs) : 1848-1863 et 1864-1912.
2. *idem* : 1913-1930 et 1931-1942.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent dans l'intervalle de cotes AB XIX 2644 à 2684, le fonds des référendaires du Sceau de France qui contient des dossiers de demandes de changements de nom instruites par les référendaires (surtout deuxième moitié du XIX^e s.)

Bibliographie :

- Ducret (Anne) et Périer (Élisabeth), sous la dir. de Banat-Berger (Françoise), *Justice, les archives contemporaines de l'administration centrale*, ministère de la Justice, 1997, 312 p.
- Dainville-Barbiche (Ségolène de), *De la Justice de la nation à la Justice de la République, 1789-1940*, Paris, Archives nationales, 2004, p. 205-206.
- Dainville-Barbiche (Ségolène de), *Les archives du sceau : naturalisations, mariages, changements de nom*, dans *La Gazette des archives*, 1993, n° 160-161, p. 127-151.
- Archiviste Jérôme (Henry Coston), *Dictionnaire des changements de noms*, tome I, 1803-1956, tome II, 1957-1962, Paris, Librairie française, 1957 et 1962, 238 et 103 p.

329 Mi

Fonds Billing

Dates extrêmes : XVII^e-1851.

Importance matérielle : 4 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Archives départementales du Haut-Rhin

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par L. Roux, 10 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Adolphe-Sigismond Billing (1801-1852) est un diplomate français dont la famille est implantée en Alsace depuis le XVI^e siècle. Adolphe, né à Paris le 5 décembre 1801, est l'aîné de six garçons. En mai 1818, il rejoint son père à Londres où ce dernier tente d'y rétablir sa fortune. Il entre au service de l'ambassadeur de France, Latour-Maubourg, et devient troisième secrétaire d'ambassade. S'ensuit un long séjour durant lequel il acquiert une connaissance approfondie de son métier et se forge de solides amitiés et protections dont celle du prince de Polignac. En 1829, il est nommé deuxième secrétaire d'ambassade à Vienne. A son retour en France un an plus tard, il est fait baron, sur promesse d'institution de majorat (à partir de 1843 il signera baron « de Billing »). Il se marie le 30 septembre 1830 avec Clothilde de Courbonne. La Monarchie de Juillet le nomme, le 1^{er} janvier 1831, premier secrétaire d'ambassade à Madrid. Il doit faire face alors à une situation rendue délicate par les mauvaises relations entre l'ambassadeur de France, le comte d'Harcourt, et la cour d'Espagne. En 1833 il est envoyé à Naples toujours comme premier secrétaire. Son rappel en France l'année suivante, rappel qu'il qualifiera d'« immérité », l'éloigne de la diplomatie pour plusieurs années. Il est nommé, d'octobre 1841 à avril 1842, au poste de consul général en Égypte. C'est en septembre 1843 qu'on lui confie enfin un poste important. Il est envoyé à Copenhague comme ministre plénipotentiaire par intérim, puis en titre à partir de février 1845. Il aura à y traiter des dossiers délicats dont celui de la succession danoise. En 1847, il est nommé auprès de la Confédération germanique à Francfort. La révolution de février 1848 mettra un terme définitif à sa carrière. Il meurt à Paris le 4 novembre 1852.

Les originaux sont conservés dans la sous-série 5 J.

Présentation du contenu :

- 329 Mi 1. Correspondance familiale ; documents biographiques ; documents relatifs au protestantisme. 1801-1848.
2. Correspondance amicale, mondaine et professionnelle. 1824-1850.
3. Correspondance avec le ministère des Affaires étrangères ; documentation professionnelle ; protestantisme ; études diverses. XVII^e-1846.
4. Clothilde de Billing et sa mère Camille de Courbonne, née Lepescheux : correspondance, papiers personnels. 1830-1847.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent sous la référence 344 Mi, les archives de Louis-Félicien-Joseph Caignart de Sauley qui épousa en secondes noces, le 20 décembre 1852, Mlle de Billing, fille d'Adolphe Sigismond de Billing. Le dossier de Légion d'honneur d'Adolphe Sigismond de Billing est conservé sous la référence LH/241/3.

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire.

Sitzmann (Édouard), *Dictionnaire de biographie des hommes célèbres de l'Alsace*, Rixheim, 1909, t. I, p. 156-157.

330 Mi

Documents concernant la Guyane française

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : lisibilité moyenne.

Modalités d'entrée : contretypage d'un microfilm, 1971.

Originaux : institutions portugaises et brésiliennes.

Instrument de recherche : inv. somm. dact., par F. de Ferry, 3 p.

Communication : libre.

Historique de la conservation :

Cet ensemble documentaire en portugais ou en français a été réuni par l'historien brésilien Ciro Flamarion Santana Cardoso, dans le cadre de la préparation de sa thèse intitulée : *La Guyane française (1715-1817). Aspects économiques et sociaux. Contribution à l'étude des sociétés esclavagistes d'Amérique* (Université de Paris X, 1971). Les documents microfilmés rendent compte de la Guyane au XVIII^e siècle (généralité, ressources, finances) ainsi que de son occupation et son administration par les autorités portugaises du Brésil au XIX^e siècle.

Présentation du contenu :

330 Mi 1. Documentation concernant la Guyane : correspondance, mémoires, rapports, pièces diverses. XVIII^e-XIX^e s.

Bibliographie :

Cardoso (C.F.), *La Guyane française 1715-1817, Aspects économiques et sociaux, contribution à l'étude des sociétés esclavagistes d'Amérique*, Ibis Rouge Éditions, 1999, 424 p.

331 Mi

[315 AP]

Fonds d'Assailly, Dubois et d'Espagnac

Dates extrêmes : XVII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 5 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (315 AP 1-8), S. d'Huart, 1971, 12 p.

Communication : libre.

Reproduction : interdite.

Notice biographique :

Originaire du Poitou, la famille d'Assailly compta pour alliés les familles Dubois (famille du cardinal) et d'Espagnac. Joseph Sahuguet d'Armazit, baron d'Espagnac (1713-1783), né à Brive comme le cardinal Dubois, fit carrière militaire pendant les campagnes de Louis XV et fut sous les ordres du maréchal de Saxe. A la mort de celui-ci, il se retira à Brive mais le roi l'appela en 1754 au commandement de la Bresse et du Bugey à Bourg. Nommé en 1761 maréchal de camp, il fut lieutenant du roi aux Invalides en 1763 et gouverneur en 1766. Son fils, l'abbé Marc-René d'Espagnac (1753-1794), chanoine à Paris, agent et ami de Calonne, fit une fortune immense comme fournisseur aux armées. Il fut arrêté et guillotiné à Paris le 5 avril 1794.

Présentation du contenu :

Seuls ont été microfilmés les dossiers de lettres adressées au cardinal Dubois, ainsi qu'au baron et à l'abbé d'Espagnac.

331 Mi 1-2. Papiers du cardinal Dubois et de son neveu Joseph Dubois. 1694-1721.

3-5. Papiers du baron et de l'abbé d'Espagnac. XVIII^e s.

Sources complémentaires :

Des papiers du cardinal Dubois sont conservés aux Archives nationales sous la cote 145 AP. Des documents d'Espagnac sont conservés aux Archives départementales du Cher parmi le fonds du comté de Sancerre, et aux Archives départementales de la Corrèze (série E).

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

332 Mi

Registre du Trésor des chartes

Dates extrêmes : XIV^e s. (avec des mentions manuscrites postérieures).

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Originaux : Bibliothèque nationale de Russie, Saint-Pétersbourg.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Ce registre de Louis X le Hutin, contenant des actes datés de février à septembre 1315, est porté « en déficit » sous la cote JJ 51 dans l'*État sommaire par séries* [...] des Archives nationales, publié en 1891. Il porte en chiffres romains la même numérotation (LI) et a disparu de la Chancellerie royale dès le milieu du XVII^e siècle, peut-être même dès le XIV^e siècle, comme le suggère la formule rapportée plus loin. C'est un double contemporain (ou même l'original endommagé) du registre JJ 52. Il comporte de notables variantes et quelques actes qui ne figurent pas dans le registre demeuré aux Archives nationales. On lit au bas du f^o 1 recto la mention suivante, d'une écriture du XVII^e siècle : « Alexander Pauli filius Pestavius senator parisiensis. Anno 1647 ». Cette indication révèle de façon certaine la provenance du volume : la bibliothèque d'Alexandre Petau, conseiller au Parlement de Paris, fils du célèbre antiquaire et bibliophile Paul Petau dont une partie des collections de manuscrits, cédées à la reine Christine de Suède, sont maintenant à la Bibliothèque vaticane. Le texte du registre depuis longtemps en mauvais état à partir du folio 99 a été corrigé vraisemblablement par A. Petau lui-même. La même main a transcrit intégralement sur des pages blanches les feuillets arrachés en totalité depuis le f^o 108 jusqu'au f^o 131.

La présence en Russie de ce document est justifiée par la référence écrite en tête du f^o 1, d'une main du XVIII^e siècle : « Ex Museo Petri Dubrowsky ». Le Comte Pierre Dubrowsky, diplomate russe, acheta en effet au début de la Révolution française, un grand nombre de pièces originales, notamment des fonds de Saint-Germain des Prés et de la Bastille qui ont été à l'origine du Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg, devenu Bibliothèque Saltykov-Chtchédrine puis Bibliothèque nationale de Russie où le présent registre est conservé sous la cote : Lat. FV II 6.

Présentation du contenu :

332 Mi 1. Après une table générale occupant les f^o 1 à 4 et qui ne figure pas dans le registre JJ 52, les actes eux-mêmes débutent au f^o 5 recto. Ils sont précédés par la formule : « Registrum cartarum de tempore domini Stephani de Mornayo cancellarii, inceptum die quinta marcii, anno CCC^o quarto decimo, traditum Guidoni de Suess., clerico ipsius ». Cette formule se trouve également en tête des actes du registre JJ 52. Le premier acte (février 1314 ancien style) est intitulé « Littere bonorum forefacture oudeti dicti Putechar... » Le dernier acte original (f^o 106 verso) incomplet, concerne l'abbaye de Fontfroide. La fin manquante a été recopiée trois

siècles plus tard. Le même acte de juillet 1315 figure au f° 104 verso du registre JJ 52.

Bibliographie :

Langlois (Charles), *Formulaires de lettres des XII^e, XIII^e et XIV^e siècles*, dans *Notices et extraits de manuscrits*, t. XXXV, 2^e partie, p. 819-821.

Guerout (Jean), *Inventaire analytique des registres du Trésor des chartes*, t. II, Paris, 1966, p. X et 63.

333 Mi

Registres des consulats de France en Égypte

Dates extrêmes : 1692-1721.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : Archives du port de Toulon.

Instrument de recherche : *Archives de la III^e région maritime, Toulon. Série R. Pays étrangers, consulats. Répertoire numérique*, par B. Durand, Paris, Imprimerie nationale, 1961.

Communication : libre.

Notice historique :

Ces registres proviennent des consulats de France en Égypte au XVIII^e siècle. Ils furent sans doute rapatriés au moment où les troupes françaises évacuèrent Alexandrie en l'an X. Le dépouillement de ces registres confirme qu'il y eut un consul de France au Caire jusqu'en 1777 de qui dépendaient les deux vice-consuls de Rosette et d'Alexandrie. Ces derniers envoyaient leurs comptes chaque trimestre au consul.

Ces documents dont l'intérêt est essentiellement commercial et politique sont à rapprocher des riches archives de la Chambre de commerce de Marseille pour apprécier l'influence française aux échelles du Levant.

Présentation du contenu :

- 333 Mi 1. Tome 2 de la « main courante de la Chancellerie du vice consulat de France à Alexandrie », f^o 491 à 974 de la main courante, 1699-1702. Registre des « affaires nationales et des assemblées de la nation française en Égypte » : consulat de Benoît de Maillet, seigneur de Mézeray, 1697-1699 (98 f^o).
2. Registres des « affaires nationales et des assemblées de la nation française en Égypte » : consulat de Benoît de Maillet, seigneur de Mézeray, 1699-1702 (149 f^o), (les 18 premiers f^o du registre contiennent un résumé des assemblées de la nation française de 1692 à 1699) ; consulat de Pierre Armand de Peleran, 1707-1711 (197 f^o) ; consulat de Claude La Maire, 1711-1715 (146 f^o) et 1715-1721 (180 f^o).

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent dans le fonds des Affaires étrangères, la correspondance consulaire d'Alexandrie, B I 100 (1692-1715) et du Caire, B I 313-319 (1669-1722).

Bibliographie :

Informations extraites de la préface du répertoire numérique de B. Durand.

334 Mi

Exposition « Le coup d'État du 2 décembre 1851 »

Dates extrêmes : 1851-1852.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage de sécurité, 1972.

Originaux : Archives nationales.

Instrument de recherche : inv. dact., 5 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Exposition organisée par le Service éducatif des Archives nationales, Musée de l'Histoire de France (19^e concours des jeunes historiens), 1972.

Présentation du contenu :

334 Mi 1. Choix de 62 documents relatifs au coup d'État de 1851 provenant, pour la plupart, de versements du ministère la Justice et de fonds privés (Morny, Fortoul, Nefftzer).

Bibliographie :

Girard (Louis), *Napoléon III*, Paris, Fayard, 1986.

335 Mi

Cartulaire de la cathédrale Notre-Dame de Bayeux

Dates extrêmes : XV^e-XVI^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : Archives départementales du Calvados.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Ce cartulaire provient de l'ancienne bibliothèque du chapitre de Bayeux (manuscrit 199).

Présentation du contenu :

- 335 Mi 1. Cartulaire de la cathédrale Notre-Dame de Bayeux : copies de bulles, privilèges royaux, épiscopaux ou seigneuriaux et d'actes divers concernant la cathédrale de Bayeux ; copies de bulles d'Eugène IV (1440-1441) ; inventaire de la nouvelle bibliothèque de la cathédrale de Bayeux (1436) ; copies d'actes divers concernant la cathédrale (1474-1479, 1555-1598) ; inventaire des biens appartenant à la cathédrale (1476-1477) [à noter : diverses mentions rectificatives postérieures et une description de la « Tapisserie de Bayeux »] ; inventaire de la bibliothèque (1480). 121 folios, 1437-1480.
Requête de l'évêque, du chapitre et du clergé de Bayeux aux commissaires du roi, concernant les déprédations causées, en 1562, lors de l'invasion de la cathédrale par les protestants. 8 folios, 1563.

336 Mi

Chartrier du château de Fresnay

Dates extrêmes : 1594-1616.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : Inventaire dact., par H. Boullier de Branche, 2 p.

Communication : sur autorisation.

Présentation du contenu :

336 Mi 1. Documents extraits des archives du château de Fresnay (Mayenne), concernant les assemblées protestantes tenues à Montauban, Grenoble, Saumur, Vendôme, Chatellerault, La Rochelle, Nîmes, par les églises du Haut-Languedoc, du Comtat, du Dauphiné, de Normandie, de Bretagne, du Poitou, du Condomois et autres pays du Sud-Ouest, de l'Île-de-France et du Vendômois. Lettres d'Henri IV, de Duplessis Mornay, du duc de La Force. 1594-1616.

Sources complémentaires :

Les Archives départementales de la Mayenne conservent sous la cote 1 Mi 142 R 1 à R 38 l'intégralité du chartrier du château de Fresnay.

Bibliographie :

Angot (Alphonse), *Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne*, Goupil, 1903-1917, 4 vol.

337 Mi

Exposition « Le Sénégal »

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : inv. dact., 2 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Choix de documents provenant de la Bibliothèque nationale de France, de la Bibliothèque du Museum d'Histoire naturelle, des Archives du Génie et des Archives de la Congrégation du Saint-Esprit, et exposés aux Archives nationales à l'occasion de la visite de M. Léopold Sédar Senghor, président de la république du Sénégal, le 27 juin 1972.

Présentation du contenu :

337 Mi 1. Documents sur le Sénégal : plans, croquis, mémoires, relations de voyages, dictionnaires de langues, divers. XVIII^e-XIX^e s.

338 Mi

États de la Marine française

Dates extrêmes : XVII^e-XVIII^e s.

Importance matérielle : 8 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : collections publiques.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 3 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Ces « états » manuscrits, établis en deux exemplaires seulement (un pour le Roi, l'autre pour le Ministre) donnaient, chaque année le tableau officiel, complet et détaillé de la Marine française. Une partie de la collection est conservée aux Archives nationales dans la série Marine G (G 1 à 38 bis et G 223-225, 247-253). Un grand nombre de ces « états » ont disparu.

Présentation du contenu :

338 Mi 1-8. États abrégés de la Marine française. 1669-1814.

339 Mi

États des finances de la généralité de Paris

Dates extrêmes : 1768-1773.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : Archives départementales des Yvelines.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Ces registres, acquis en 1972 par les Archives départementales des Yvelines, sont l'état officiel et détaillé des dépenses imputées sur le budget de la généralité de Paris, pour l'ensemble de cette généralité pendant les années 1768, 1772 et 1773.

Les documents originaux portent les cotes JJ 2669 à 2671.

Présentation du contenu :

339 Mi 1. États des finances de la généralité de Paris. 1768, 1772 et 1773.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent des documents financiers concernant la généralité de Paris sous les cotes Q¹ 1121-1125 et Z^{1F} 1068.

340 Mi

Registre du Parlement de Toulouse

Dates extrêmes : 1444-1481.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Archives départementales de Haute-Garonne.

Instrument de recherche : *Inventaire-sommaire des Archives départementales antérieures à 1790, Haute-Garonne, série B*, t. IV, Toulouse, E. Privat, 1915, p. 1-11.

Communication : libre.

Notice historique :

Dès 1430, les états interviennent auprès du Roi pour le rétablissement de la cour ; leur action est inlassable, ils invoquent constamment que "*le pays de Languedoc doit avoir un Parlement*". Ils finissent par obtenir satisfaction ; le 11 octobre 1443, Charles VII, par un édit signé à Saumur, restitue à Toulouse son parlement. Il est solennellement installé le 4 juin 1444, en présence de celui qui allait devenir son premier président, Aynard de Bletterens, mais aussi des délégués envoyés par le Roi, Tanneguy Du Châtel, lieutenant général en Languedoc, Pierre Dumoulin, archevêque de Toulouse, Jean d'Étampes, maître des requêtes de l'hôtel du Roi, et Jacques Coeur, son argentier. Mais l'entrée solennelle du parlement de Toulouse n'eut lieu qu'en novembre 1444.

Les documents originaux portent la cote B 1899.

Présentation du contenu :

340 Mi 1. Édits, lettres-patentes, ordonnances [...] enregistrés au parlement de Toulouse. 1444-1481. 1 registre, 174 fol., parchemin.

Bibliographie :

Informations extraites de la présentation du Parlement de Toulouse, par Jean-Louis Gazzaniga, sur le site Internet des Archives départementales de Haute-Garonne <http://www.archives.cg31.fr/>

341 Mi

Papiers Léopold Sédar Senghor

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : au moment du microfilmage, Éditions du Seuil.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice biographique :

Léopold Sédar Senghor (Joal, Sénégal, 1906 - Verson, France, 2001) fait ses études à la mission catholique de Ngasobil, et au cours d'enseignement secondaire de Dakar, puis, à Paris, au lycée Louis-le-Grand et à la Sorbonne. En France, il rencontre Aimé Césaire et Léon-Gontran Damas avec lesquels il invente la notion de « Négritude ». Reçu en 1935 à l'agrégation de grammaire, il est nommé professeur au lycée Descartes de Tours. En 1939 Senghor prend part à la campagne de France ; fait prisonnier en 1940, il est libéré en 1942 pour raison de santé. Il reprend alors ses activités d'enseignant et participe à la résistance dans le cadre du Front national universitaire. En 1945, il est élu député du Sénégal et publie son premier recueil *Chants d'ombre*. Il devient en 1955 secrétaire d'État à la présidence du conseil avant de devenir, en 1960, le premier président de la république du Sénégal ; il le restera jusqu'en 1980. Docteur *honoris causa* de nombreuses universités, membre de l'Institut de France, il est élu à l'Académie française le 2 juin 1983.

Présentation du contenu :

341 Mi 1. Dossiers de presse littéraire de Léopold Sédar Senghor concernant les œuvres suivantes : *Chant d'ombre* (1945), *Éthiopiennes* (1956), *Nocturnes* (1961), *Poèmes* (1964), *Liberté I* (1964), *Liberté II* (1971).

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent le dossier de carrière de professeur de lettres de L.-S. Senghor sous la cote AJ¹⁶ 9056. Voir aussi 337 Mi, *Le Sénégal*, présentation de documents à l'occasion de la visite du président Léopold Sédar Senghor, Archives nationales, 27 juin 1972.

Bibliographie :

Biondi (Jean-Pierre), *Senghor ou la tentation de l'universel*, Paris, Denoël, 1993. 197 p.

342 Mi

Mystères provençaux du XV^e siècle

Dates extrêmes : XV^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : Archives départementales des Hautes-Alpes.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Le mystère est un genre théâtral apparu au XV^e siècle. Il se composait d'une succession de tableaux animés et dialogués écrits pour le peuple, mettant en œuvre des histoires et des légendes dont l'imagination et la croyance populaires s'étaient nourries. Les deux manuscrits dont il est question ici, ont été découverts au début du XX^e siècle dans les Archives communales de La Salle-les-Alpes (Mystère de Saint-Barthélemy) et de Saint-Martin-de-Queyrières (Mystère de Saint-Martin).

Présentation du contenu :

342 Mi 1. Mystères provençaux : *Mystère de Saint-Barthélemy* et *Mystère de Saint-Martin*. XV^e siècle.

Bibliographie :

Jeanroy (A.), Teuliè (H.), *Mystères provençaux du quinzième siècle*, New York, Londres, Johnson reprint corp., 1971.

Guillaume (P.), *Revue des langues romanes*, Montpellier, t.II, 1909, p. 424-503.

343 Mi

Documents sur le Togo

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 1 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

- 343 Mi 1. Documents sur le Togo : traduction d'articles de diverses revues allemandes parues entre 1891 et 1898, par M. Chardey, instituteur, destinées à la Commission d'étude des coutumes du Territoire (1933-1934), 171 p., dact.

344 Mi

[328 AP]

Fonds Saulcy

Dates extrêmes : 1773-1933.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par M. Guillot et C. de Tourtier-Bonazzi, 1972, 9 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Louis-Félicien-Joseph Caignart de Saulcy (1807-1880) fut admis en 1826 à l'École polytechnique ; il en sortit deux ans plus tard pour entrer à l'École d'application de Metz. C'est là qu'il commença à se passionner pour les médailles et, devenu lieutenant d'artillerie, il réussit à mener de front ses obligations militaires et ses recherches d'archéologue et de numismate. Professeur de mécanique à l'École de Metz, il publia des études sur les monnaies de la ville et de ses évêques et un *Essai de classification des suites monétaires byzantines*, résultat de ses travaux de classement d'une précieuse collection de médailles byzantines. En 1841, il devint conservateur du musée d'artillerie à Paris, et, l'année suivante, l'Académie des Inscriptions lui ouvrit ses portes. Il se spécialisa alors dans l'épigraphie orientale et entreprit en 1845 un grand voyage archéologique avec La Saussaye à travers l'Italie, la Grèce, la Turquie et l'Égypte. Cinq ans plus tard, accompagné de son fils et d'Édouard Delessert, il se rendit en Palestine. On doit à Saulcy de nombreux travaux de numismatique, des récits de voyages, et l'animation, comme président, de la commission instituée pour publier la carte de l'ancienne Gaule, commission qui donna une impulsion très vive aux recherches d'archéologie gauloise et latine en France.

Veuf de Mlle de Brye en 1850, Saulcy épousa en secondes noces le 20 décembre 1852, Mademoiselle de Billing, fille du ministre de France à Copenhague, bientôt dame d'honneur de l'impératrice Eugénie. Fréquentant ainsi la cour et apprécié par Napoléon III, il fut nommé en novembre 1859 sénateur. S'intéressant peu à la politique, il consacra tous ses loisirs à ses travaux d'érudition. À deux reprises, en 1863 et en 1869, il se rendit en Terre Sainte, et lorsqu'il s'éteignit en 1880, il rédigeait une description de sa collection de monnaies françaises de Philippe II à François I^{er}.

Présentation du contenu :

328 Mi 1-2. *Dossiers 1-4*. Généalogie des familles Caignart du Rotoy et Caignart de Saulcy, originaires de Flandre ; correspondance reçue par le baron de Saulcy et son épouse, née de Billing ; documentation rassemblée par M. de Saulcy pour son voyage archéologique en Syrie et au Liban en 1863.

3. *Dossiers 5-9. Familles alliées : Billing, Lesseps et Boissy d'Anglas (XVIII^e-XIX^e s.).*

Sources complémentaires :

Voir aux Archives nationales, sous la cote 329 Mi, le microfilm du fonds Billing conservé aux Archives départementales du Haut-Rhin. Des documents provenant de Louis Félicien Joseph Caignart de Saulcy sont également conservés à la Bibliothèque de l'Institut (Ms 2250-2301).

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de C. de Tourtier-Bonazzi et M. Guillot.
Vapereau (G.), *Dictionnaire universel des contemporains*, Paris, 1858, p. 1545.

345 Mi

Exposition « Coligny »

Dates extrêmes : XVI^e s.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : table de concordance entre les numéros du catalogue et les microfilms, dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Gaspard de Coligny (1519-1572), seigneur de Châtillon, consacre sa vie au service de la royauté. Élevé dans la religion catholique, Gaspard de Coligny adhère aux idées de la Réforme au cours de sa captivité (1557-1558) à la suite de la bataille de Saint-Quentin contre les Espagnols où il lit et médite la Bible. Il jouit d'une grande faveur à la cour d'Henri II qui le nomme amiral de France en 1552. En 1560, il présente une requête au roi pour la construction de temples et la suppression des peines contre les protestants. Il prépare avec Catherine de Médicis le colloque de Poissy (1561).

Au cours des premières guerres de religion, il a un rôle de premier plan et, après la mort du prince de Condé à Jarnac, il devient le chef incontesté des protestants. Après la paix de Saint-Germain (1570) qui clôt la troisième guerre de religion, Coligny est invité à la cour, où il jouit de la faveur du roi. Il incite Charles IX à soutenir les rebelles des Pays-Bas contre le roi Philippe II d'Espagne. Ce projet suscite l'hostilité de Catherine de Médicis et l'exaspération du camp des catholiques, mené par les Guises. Il est assassiné lors de la Saint-Barthélemy.

Présentation du contenu :

345 1-2. Choix de documents présentés à l'exposition *Coligny. Protestants et catholiques en France au XVI^e siècle*.

Bibliographie :

Informations extraites du site du Musée virtuel du Protestantisme français
<http://www.museeprotestant.org/>

« *Coligny. Protestants et catholiques en France au XVI^e siècle* ». Exposition nationale organisée à l'occasion du quatrième centenaire de la mort de l'amiral de Coligny par le Ministère des Affaires culturelles, Direction des Archives de France, Paris : Archives nationales, Hôtel de Rohan, octobre 1972 - janvier 1973. 144 p., 564 numéros.

346 Mi

Cote vacante (répertoire de l'étude CII)

347 Mi

Collection Genée de Brochot

Dates extrêmes : XVIII^e s.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : au moment du microfilmage, collection privée.

Instrument de recherche : état somm. dact., par F. de Ferry, 7 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Louis Genée de Brochot (1718-1789), né à Chézy-l'Abbaye dans l'Aisne, fut procureur général des Requêtes de l'Hôtel de 1762 à 1787. Il habitait rue Vieille-du-Temple, dans l'Hôtel d'Argenson. Ses opinions l'amènèrent à être interné pour quelque temps à la Bastille en septembre 1769. Auteur de nombreux mémoires sur le droit et les finances publiques, il avait rassemblé une importante suite de manuscrits et de correspondances originales, divisées en deux collections. La première concernait les finances et la seconde la marine. Ces documents se trouvent aujourd'hui à la Bibliothèque nationale de France.

Les pièces microfilmées ici forment un reliquat de la collection Genée de Brochot.

Présentation du contenu :

347 Mi 1-2. Série de mémoires calligraphiés concernant surtout les finances publiques françaises ; dossiers relatifs à la constitution des deux collections, à leur origine et à leur cession : notes, inventaires, correspondance. XVIII^e s.

Sources complémentaires :

La Bibliothèque nationale de France conserve des documents de la même collection entre les cotes mss. fr. 6232 et 14130, mss. fr. 8025 à 8030 et nouv. acq. fr. 5742 et 5743.

Bibliographie :

Delisle (Léopold), *Le Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque impériale*, Paris, 1868, t. I, p. 486 et p. 574.

348 Mi

Registre du don de la ville de Paris à Charles IX

Dates extrêmes : 1571.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : Bibliothèque nationale de France.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Après une troisième guerre entre catholiques et protestants de 1568 à 1570, qui voit la défaite des protestants à Jarnac, l'assassinat de leur chef, le prince de Condé, en 1569 et la nomination d'Henri de Bourbon (futur Henri IV) comme chef des protestants, la paix de Saint-Germain, signée entre le roi Charles IX et l'amiral Gaspard de Coligny, octroie aux protestants quatre places fortes de sûreté : La Rochelle, Cognac, Montauban et La Charité pour deux ans. De plus, les protestants sont admis aux fonctions publiques et Catherine de Médicis, mère de Charles IX, donne en mariage sa fille Marguerite de Valois à Henri de Bourbon. Le traité de paix est signé le 8 août 1570 au château royal de Saint-Germain-en-Laye et enregistré au Parlement le 11 août 1570. Cette paix est de courte durée puisque deux ans plus tard a lieu le massacre de la Saint-Barthélemy qui y met un terme.

Conformément au traité de Saint-Germain, des sommes sont levées pour payer la solde des reîtres et des étrangers engagés par le parti huguenot.

Le manuscrit original porte la cote mss. fr. 11692.

Présentation du contenu :

348 Mi 1. Registre original comprenant, en première partie, par quartiers, par « dizaines » et par rues, le relevé de tous les contribuables parisiens taxés en 1571 pour l'imposition destinée à payer les reîtres et mercenaires suisses licenciés à la suite de la paix de Saint-Germain. Une seconde partie donne, également par ordre topographique, la liste des contribuables dont la « cote » n'a pu être recouvrée. Le registre se termine par l'état des dépenses nécessitées pour l'opération. 833 fol.

349 Mi

Exposition « Léon Blum »

Dates extrêmes : 1748-1927.

Importance matérielle : 5 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : table de concordance entre les numéros du catalogue et les microfilms, dact., 1 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Document réunis par la Direction des Archives de France au palais Soubise en 1972, à l'occasion du centenaire de la naissance de Léon Blum. Le microfilm reproduit la totalité des pièces présentées.

Présentation du contenu :

349 Mi 1-5. 443 documents provenant de collections publiques ou privées (Blum, Mayer, Blumel, Gide, Spillmann, Daladier, Auriol) et retraçant chronologiquement les étapes de la vie du leader socialiste. 1748-1927.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent un fonds Léon Blum sous la cote 570 AP.

Bibliographie :

Léon Blum, catalogue de l'exposition organisée par les Archives nationales, palais de Soubise, Imp. Blanchard, 1972, XXI-95 p.

350 Mi

Palmarès du Concours général

Dates extrêmes : 1747-1793.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : Bibliothèque nationale de France.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

L'université de Paris vota en septembre 1744 la fondation d'un concours et d'une distribution de prix pour distinguer les meilleurs élèves de rhétorique, de seconde et de troisième. Le recteur de l'université présenta au Parlement le règlement de ce concours. Ces dispositions furent approuvées par arrêt du 8 mars 1746 et la première distribution des prix eut lieu l'année suivante à la Sorbonne, le 23 août 1747. Ce fut donc cette fondation, dont l'origine est due à l'abbé Le Gendre, qui régit l'existence du Concours général jusqu'à la Révolution. La plupart des institutions académiques ayant été alors supprimées, la dernière distribution des prix eut lieu en 1793 dans la salle des Jacobins.

Le document original porte la cote : Rés. gr. R. 77.

Présentation du contenu :

350 Mi 1. Recueil factice de placards annonçant chaque année la distribution des prix du Concours général organisé entre les collèges de l'université de Paris, suivi des palmarès de 1747 à 1768, 1770 à 1788, 1792 et 1793. Imprimé.

Bibliographie :

Informations extraites du catalogue de l'exposition *Le Concours général*.

Girard (Thibaut), *Le Concours général a 250 ans*, dans *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, n° 25, 19 juin 1997, p.1698-1702.

Le Concours général (XVIII^e-XX^es.). Exposition organisée par le ministère de Affaires culturelles, Direction des Archives de France, avec le concours de la Délégation générale aux expositions, préface de M. Druon, Musée de l'Histoire de France, 1973.

351 Mi

Copies couronnées au Concours général

Dates extrêmes : 1809-1822.

Importance matérielle : 8 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : Bibliothèque de la Sorbonne, mss.1538-1546.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

L'université de Paris vota en septembre 1744 la fondation d'un concours et d'une distribution de prix pour distinguer les meilleurs élèves de rhétorique, de seconde et de troisième. Le recteur de l'université présenta au Parlement le règlement de ce concours. Ces dispositions furent approuvées par arrêt du 8 mars 1746 et la première distribution des prix eut lieu l'année suivante à la Sorbonne, le 23 août 1747. Ce fut donc cette fondation, dont la l'origine est due à l'abbé Le Gendre, qui régit l'existence du Concours général jusqu'à la Révolution. La plupart des institutions académiques ayant été alors supprimées, la dernière distribution des prix eut lieu en 1793 dans la salle des Jacobins.

Le concours fut rétabli en 1803. Les copies couronnées furent conservées de 1809 à 1822 au bureau de l'Instruction publique du ministère de l'Intérieur. Les copies antérieures à 1809 ont vraisemblablement disparu dans les incendies de la Commune. A partir de 1822, jusqu'à sa suppression en 1904, l'Académie de Paris eut la charge de garder les copies du concours. Le Concours général fut rétabli en 1921 par le ministre Léon Bérard, mais restreint aux seules classes de première et de terminale.

Présentation du contenu :

- 351 Mi 1. ms. Sorbonne 1538.
- 2. ms. Sorbonne 1539.
- 3. ms. Sorbonne 1540.
- 4. ms. Sorbonne 1541.
- 5. ms. Sorbonne 1542.
- 6. ms. Sorbonne 1543.
- 7. ms. Sorbonne 1544.
- 8. ms. Sorbonne 1545-1546.

Sources complémentaires :

A partir de 1822, les copies sont conservées dans la sous-série AJ¹⁶ des Archives nationales (AJ¹⁶ 623 à 878).

Bibliographie :

Informations extraites du catalogue de l'exposition *Le Concours général*.

Girard (Thibaut), *Le Concours général a 250 ans*, dans *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, n° 25, 19 juin 1997, p. 1698-1702.

Le Concours général (XVIII^e-XX^es.). Exposition organisée par le ministère de Affaires culturelles, Direction des Archives de France, avec le concours de la Délégation générale aux expositions, préface de M. Druon, Musée de l'Histoire de France, 1973.

352 Mi

Exposition « Le Concours général »

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e s.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : *Le Concours général (XVIII^e-XX^es.)*. Exposition organisée par le ministère de Affaires culturelles, Direction des Archives de France, avec le concours de la Délégation générale aux expositions, préface de M. Druon, Musée de l'Histoire de France, 1973.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Documents présentés à l'exposition *Le Concours général (XVIII^e-XX^es.)*, au musée de l'Histoire de France (1973).

L'université de Paris vota en septembre 1744 la fondation d'un concours et d'une distribution de prix pour distinguer les meilleurs élèves de rhétorique, de seconde et de troisième. Le recteur de l'université présenta au Parlement le règlement de ce concours. Ces dispositions furent approuvées par arrêt du 8 mars 1746 et la première distribution des prix eut lieu l'année suivante à la Sorbonne, le 23 août 1747. Ce fut donc cette fondation, dont la l'origine est due à l'abbé Le Gendre, qui régit l'existence du Concours général jusqu'à la Révolution. La plupart des institutions académiques ayant été alors supprimées, la dernière distribution des prix eut lieu en 1793 dans la salle des Jacobins.

Le concours fut rétabli en 1803. Les copies couronnées furent conservées de 1809 à 1822 au bureau de l'Instruction publique du ministère de l'Intérieur. Les copies antérieures à 1809 ont vraisemblablement disparu dans les incendies de la Commune. A partir de 1822, jusqu'à sa suppression en 1904, l'Académie de Paris eut la charge de garder les copies du concours. Le Concours général fut rétabli en 1921 par le ministre Léon Bérard, mais restreint aux seules classes de première et de terminale.

Présentation du contenu :

Les numéros correspondent aux notices du catalogue.

352 Mi 1. n° 1 à 80.

2. n° 81 à 183.

Sources complémentaires :

Voir sous les cotes 350 Mi et 351 Mi des documents relatifs au Concours général.

Bibliographie :

Girard (Thibaut), *Le Concours général a 250 ans*, dans *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, n° 25, 19 juin 1997, p. 1698-1702.

353 Mi

Papiers Émile Durier

Dates extrêmes : 1857-1878.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : Archives nationales, Paris (AB XIX 5091).

Instrument de recherche : rép. num. dact., 3 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Émile Durier (1828-1890) né à Paris, est avocat au barreau de Paris dès 1850. Il milite, sous le Second Empire, en faveur des idées démocratiques ce qui lui vaut d'être condamné en 1864 lors du procès dit « des Treize ». Collaborateur du journal *Le Siècle*, et candidat aux élections générales de 1869, contre Émile Olivier, il est, le 7 septembre 1870, nommé adjoint au maire de Paris, Étienne Arago, avec Floquet, Brisson, et Clamageran, puis, le 13 septembre, secrétaire du gouvernement de la Défense nationale et vice-président de la Commission centrale d'hygiène et de salubrité. Il devient, le 13 février 1871, secrétaire général du ministère de la Justice et, le 17 août 1872, conseiller d'État en service extraordinaire. Après le 24 mai 1873, il reprend sa place au barreau et siège en 1876 au Conseil de l'Ordre. Son frère, Charles-Henri Durier, chef du bureau au ministère de la Justice, est, en même temps, journaliste et romancier. Émile Durier passe toute la guerre de 1870-1871 dans Paris assiégé.

Présentation du contenu :

353 Mi 1. Souvenirs et notes (1870-1873) ; lettres à ses filles (1870-1871) ; correspondance active et passive (1870-1871 et s.d.) ; gouvernement de la Défense nationale : convocations, rapports, ampliations de décrets et d'arrêtés, notes diverses, liste des maires de Paris ; documents sur l'occupation allemande ; événements de 1870-1871 : coupures de presse ; condamnés de la Commune (1872-1878) ; élections : correspondance, imprimés (1857-1870 et s.d.).

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent le dossier de Légion d'honneur d'Émile Durier sous la cote LH/872/58. Le dossier de Durier, avocat de à la cour d'appel du ministère du Commerce et de l'Industrie, est conservé sous la cote F¹² 7633¹.

Bibliographie :

Informations extraites du *Dictionnaire des contemporains*, de G. Vapereau, Paris, Hachette, 1880.

Beurdeley (Paul), *Émile Durier, bâtonnier de l'ordre des avocats, 1828-1890*, Paris, G. Weil, 1891, 29 p.

354 Mi

Parlement de Bretagne Greffe du parlement : enregistrement

Dates extrêmes : 1554-1756.

Importance matérielle : 13 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.

Instrument de recherche : table de concordance dact. entre les cotes des documents originaux et les microfilms, 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

En 1532, la Bretagne est réunie à la France et en 1554 Henri II décide de créer un Parlement royal en Bretagne qui siège 6 mois à Rennes et 6 mois à Nantes. En 1561 il est fixé définitivement à Rennes et juge en dernier ressort l'appel formé contre les jugements des diverses juridictions s'étendant sur un territoire égal à l'actuel ressort de la cour d'appel de Rennes. A ce rôle judiciaire le Parlement ajoute des attributions politiques et administratives considérables ayant un pouvoir de police illimité et commandant les agents exécutifs. Au plan législatif, aucun édit royal ne peut être appliqué s'il ne l'a pas enregistré avant à son greffe. A cette occasion il exerce un droit de remontrances s'il estime que le texte viole les lois fondamentales du royaume. Si le roi persiste, il doit alors venir lui-même procéder à l'enregistrement dans une audience appelée « lit de justice ». Aux côtés de la cour et chargé de la défense de la société existe un corps de juristes « les gens du Roi ». Ils forment le «Parquet» du fait qu'ils se tenaient à côtés des représentants des parties et non pas à la hauteur de la cour.

Cotes originales des registres microfilmés : 1 Ba 1-21.

Présentation du contenu :

354 Mi 1-13. Registres d'enregistrement des déclarations du roi, ordonnances, édits, lettres patentes d'administration générale, lettres de provision d'office, lettres d'anoblissement, de naturalité et de privilèges individuels [...] 1554-1756.

Bibliographie :

Cardot (Charles-Antoine), *L'enregistrement des lettres patentes au parlement de Bretagne à la fin du XVI^e siècle, 1589-1599*, dans *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. 44, 1964, p. 106-147.

355 Mi

Bulletin du Centre d'information de la Recherche d'Histoire de France, devenu Bulletin du Centre d'Information de la Recherche historique en France

Dates extrêmes : 1953-1968.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : Bibliothèque historique des Archives nationales.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Le Centre d'information de la Recherche d'Histoire de France, créé en 1951 sur l'initiative de Charles Braibant, alors directeur général des Archives de France, avait pour objectif de concentrer toutes les informations concernant les chercheurs, l'objet de leurs travaux, les publications auxquels ces travaux donnaient lieu ou étaient destinés. Il s'agissait, très concrètement, de coordonner les recherches historiques en France afin d'éviter, notamment, que des recherches ne soient entreprises sur un même sujet dans différentes régions du territoire. Le fruit de ce travail était publié deux fois l'an dans le *Bulletin du Centre d'information de la Recherche d'Histoire de France* qui recensaient les recherches entreprises dans les archives françaises, les facultés et les grandes écoles. A l'occasion, des documents du Minutier central des notaires de Paris étaient signalés, lorsqu'ils se rapportaient aux arts et aux lettres.

Présentation du contenu :

- 355 Mi 1. *Bulletin du Centre d'information de la Recherche d'Histoire de France*, n° 1 à 12, index-table. 1953-1960.
2. *Bulletin du Centre d'information de la Recherche d'Histoire de France*, devenu *Bulletin du Centre d'information de la recherche historique en France*, n° 13 à 23, index-table. 1960-1967.
3. *Bulletin du Centre d'information de la recherche historique en France*, n° 24 à 26, index-table. 1967-1968.

Bibliographie :

Daniel (Chantal), *Le Centre d'Information de la Recherche historique en France*, dans *French Historical Studies*, vol. 7, n° 3 (1972), p. 451-453.

356 Mi

Papiers Bécheau-Lafonta

Dates extrêmes : 1518-1735.

Importance matérielle : 5 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

La famille Bécheau-Lafonta a confié, en 1973, ses archives aux Archives nationales pour qu'elles puissent être classées et inventoriées. Parmi ces documents ont été sélectionnés pour microfilmage des documents qui concernent la famille de Bargeton (originaire de la région d'Uzès) dont l'essentiel des richesses s'appuie sur les seigneuries de Saint-Quentin et de Valabris, toutes deux situées dans l'actuel département du Gard. Il a paru particulièrement intéressant de microfilmer un livre de raison du XVIII^e siècle qui est une mine de renseignements sur l'organisation d'un domaine foncier du Languedoc, sur les divers travaux agraires, l'élevage ainsi que sur la toponymie locale. De même, ont été choisis trois livres de notaires d'Uzès pour les XVI^e et XVII^e siècles qui reflètent l'activité notariale à ces époques dans le Languedoc et qui complètent les collections de même nature conservées aux Archives départementales du Gard.

Présentation du contenu :

- 356 Mi 1. Livre de raison de Charles de Bargeton, seigneur de Valabris, 1702-1735.
2. Registre de Jean Médici, de Laurac (Ardèche), notaire d'Uzès, 1518-1520 ; registre de Du Veziat, notaire d'Uzès, 1568-1570.
- 3-5. Registre de Jacques Odinat, notaire d'Uzès, 1622, (quelques actes de 1631).

357 Mi

Société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne

Dates extrêmes : 1775-1790.

Importance matérielle : 26 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : Archives départementales de la Marne ; bibliothèques municipales de Reims et de Châlons-en-Champagne.

Instrument de recherche : notice dact., 2 p. ; inv. somm. des archives de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne, par R. Gandilhon, 1954, 322 p. ; inv. dact., par J. Spurlock, 1973.

Communication : libre.

Notice historique :

La Société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne fut fondée le 1^{er} fructidor an VI (18 août 1798), et reconnue d'utilité publique par décret du 31 août 1863. Cette société succéda d'une part à la Société littéraire de Châlons, fondée vers 1720 et qui disparut en 1728, et d'autre part à la nouvelle Société littéraire de Châlons ressuscitée, en 1750, par Nicolas Culoteau de Velye, et transformée par lettres patentes d'août 1775 en Académie des sciences, arts et belles-lettres de Châlons laquelle fut supprimée à la Révolution. Les archives de cette société sont déposées aux Archives de la Marne dans la sous-série 1 J.

Présentation du contenu :

357 Mi 1-26. Mémoires adressés à l'Académie de Châlons, sur les questions mises au concours par cette société, par des personnalités très diverses résidant dans toute la France et à l'étranger, 1777-1790 ; correspondance de l'intendant de Champagne relative à l'Académie de Châlons, 1775-1783 ; dossiers des séances de l'Académie de Châlons, 1775-1787 ; registres des procès-verbaux des séances, 1776-1787 ; correspondance relative aux concours (jointe aux mémoires de chaque concours) et pièces annexes : inventaire général des titres de l'Académie, privilèges, règlements, mémoires sur la Champagne, etc.

Bibliographie :

Génique (Gaston), *L'Académie de Châlons ; ses origines et son caractère au XVIII^e siècle*, dans *Société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne*, 2^e série, t. XXVII, 1947-1952, p. 9-19.

358 Mi

Papiers du général Fornier d'Albe

Dates extrêmes : 1788-1834.

Importance matérielle : 44 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973-1974.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : notice avec table de concordance entre les cotes des documents originaux et les microfilms, dact., 4 p. ; inv. semi-anal. dact., par Y. Chassin du Guerny, 1970, 88 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Gaspard-Hilarion Fornier d'Albe (Nîmes, 1768-Paris, 1834), aide de camp du chevalier de Grave en 1788 est envoyé en mission aux armées du Nord et du Centre auprès de Rochambeau et La Fayette en 1791 ; il fait les campagnes de la Savoie et du comté de Nice. Le 17 juin 1793, il est nommé par les représentants du peuple adjudant général chef de brigade, puis est destitué comme noble le 5 octobre 1793. Après une retraite dans ses foyers, il est réintégré comme aide de camp du général Menou en 1795. Employé à l'État-major de l'armée de l'intérieur, il participe en 1798 à la campagne d'Égypte puis aux campagnes de 1800 et 1801, à l'armée du Rhin, et à toutes celles de la Grande Armée, depuis 1805 jusqu'en 1814. Il est blessé à la bataille d'Iéna. Promu général de brigade, en 1809, il est nommé commandant supérieur de la place de Custrin, en Prusse, où il doit capituler en 1814. Il termine sa carrière comme inspecteur de l'infanterie.

Présentation du contenu :

- 358 Mi 1-2. Inventaire ; papiers personnels : état des services, nominations, majorat, brevets, successions, divers, an III-1834 ; campagne d'Égypte, an VI-an VII.
- 3-3 bis. Siège de Custrin, 1813-1814 ; affaires militaires, instructions ; campagne des Pyrénées, 1791-an V ; campagne d'Égypte, an VI-an VII ; Armée du Rhin, commandement supérieur d'Augsbourg, an VII-an IX.
- 4-6. Commandement supérieur de Stuttgart, an IX ; camp de Boulogne, an XII.
- 7. Grand État-major, an X-1801.
- 8-22. Commandement supérieur de Custrin, 1810-1814.
- 23-24. État-major du ministère : correspondance passive, 1814 ; affaires diverses, 1800-1801 ; correspondance passive, 1800-1834.
- 25-41. Correspondance passive et active, 1800-1834.
- 42-44. Notes diverses sur Napoléon, la Révolution, etc.

Sources complémentaires :

Le dossier de Légion d'honneur de Fournier d'Albe est conservé sous la cote LH/1001/4.

Bibliographie :

Six (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire (1789-1814)*, Paris, 1934, t. I, p. 459.

359 Mi

Collection du colonel Puymoyen

Dates extrêmes : an IV-1940.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : notice dact., 1 p.

Communication : sur autorisation.

Présentation du contenu :

- 359 Mi 1. Correspondance adressée au général Grenier (an IV-1814) et au général Dumont (1854-1889). Documents sur la guerre de 1914-1918 et sur les opérations en 1939-1940 : journal de route du 13^e groupe de reconnaissance, divers.

360 Mi

[306 AP]

Chartrier de Castries : fonds de Bonnières de Guines

Dates extrêmes : XIV^e-XX^e s.

Importance matérielle : 312 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage de sécurité, 1974.

Originaux : Archives nationales.

Instrument de recherche : Y. Chassin du Guerny, *Le chartrier de Castries (306 AP 1 à 1720)*.

Inventaire, Paris, 1975 (Direction des Archives de France. Inventaires et documents), 420 p., 7 tableaux généalogiques, 2 cartes, IX planches, index des noms géographiques, de personnes et de matières et, en annexe (p. 363-365) : table de concordance dact. entre les cotes 306 AP 540-1504 et 360 Mi 1-312, 10 p.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

La seigneurie de Castries est mentionnée dans les textes à partir du XI^e siècle. Au Moyen Âge, les barons de Castries, vassaux des comtes de Melgueil, possédaient une partie de la plaine entre les fleuves côtiers Vidourle et Lez. Cette première famille des seigneurs de Castries s'éteignit vers le milieu du XII^e siècle dans celle des Guilhem, seigneurs de Montpellier. Les rois d'Aragon, successeurs des Guilhem à Montpellier, inféodèrent la baronnie de Castries aux seigneurs de Peyre en Gévaudan. Les Peyre conservèrent la baronnie de Castries jusqu'en 1495, où elle passa à la famille La Croix qui la détient encore aujourd'hui.

Les La Croix sont une très ancienne famille montpelliéraine, venue peut-être à Montpellier dans l'entourage des rois de Majorque. Au XV^e siècle, Guillaume de La Croix, fils d'un Jean de La Croix, consul de Montpellier (1466) et trésorier des guerres en Languedoc (1489), siégea en qualité de commissaire du roi aux États de Languedoc et fut aussi gouverneur de Montpellier (1494-1498), puis des châteaux de Lattes et d'Aumelas. Déjà seigneur de Gordièges et de Saint-Brès, il acquit en 1495 la baronnie de Castries et mourut en 1502. Son fils Louis, baron de Castries (mort en 1522), était président de la Cour des aides de Montpellier en 1503. Henry, fils aîné de Louis (mort en 1568), opta pour la carrière des armes. Son fils Jacques (mort en 1575), gouverneur de Sommières, Gignac et Frontignan, construisit le château actuel. Son fils cadet, Gaspard, seigneur de Meyrargues, fut l'auteur de la seconde branche qui seule subsiste aujourd'hui. Petit-fils de Jacques, Jean de La Croix, baron de Castries, seigneur de Gordièges (1591-1640), servit dans la compagnie d'ordonnance du duc de Montmorency en 1621 et combattit pour le roi. Gouverneur de Privas, il tint tête au duc de Rohan, chef des protestants. Son fils René-Gaspard (1611-1674) se distingua par ses faits d'armes pendant la guerre de Trente Ans. En 1645, il obtint l'érection de la baronnie de Castries en marquisat. Le fils de René-Gaspard, Joseph-François, second marquis de Castries (1663-1728), épousa en deuxièmes noces, en 1722, la fille du duc de Lévis. Leur fils Charles-Eugène-Gabriel (1727-1801) fit ses premières armes pendant la

guerre de Succession d'Autriche. La mort de son frère aîné fit de lui le quatrième marquis de Castries, gouverneur de Montpellier et de Sète et lieutenant du roi en Bas-Languedoc. Maître de camp au régiment Roi-Cavalerie, il se signala en 1745 à la bataille de Fontenoy, où son comportement lui gagna l'amitié de Maurice de Saxe. La guerre de Sept Ans lui permit d'accéder à la gloire militaire. Il remporta la victoire de Clostercamp (16 octobre 1760), fut reçu dans l'ordre du Saint-Esprit et nommé directeur général de la cavalerie et gouverneur du Lyonnais et du Forez (1762). Inspecteur général de la gendarmerie (1770), il acheta le comté d'Alès en 1777 et remplaça en 1780 Sartine au secrétariat d'État de la Marine. Maréchal de France en 1783, il fut évincé de la Marine en 1787 et demeura désormais à l'écart de la vie politique. Après la mort de Louis XVI, il devint le principal conseiller du comte de Provence.

Son fils, Armand-Charles-Augustin (1756-1842), fut créé duc de Castries en janvier 1784 peu après avoir pris part à la guerre d'Amérique. Élu député aux États généraux, il s'exila et joua un rôle important comme agent diplomatique et colonel du régiment de Castries de 1795 à 1801. Il ne rentra en France qu'en 1814.

Son fils Edmond-Eugène-Philippe-Hercule (1787-1866) suivit la carrière des armes. Il servit comme aide de camp du maréchal Davout dans l'armée impériale et fut promu général en 1823. Ayant quelques domaines en Artois, provenant de la succession de sa mère, née Marie-Louise-Philippine de Bonnières de Guines (1759-1795), et de son grand-oncle, le vicomte Louis-Joseph de Mailly-Marmez, ancien maréchal de camp et député de la noblesse aux États généraux, il se préoccupa de retrouver les archives des Guines et des Mailly-Mamez et les fit transporter à Castries, ainsi que celles du comté d'Alès. Il mourut sans descendance.

Le général de Castries avait légué son château à son neveu, Edmond-Charles-Auguste (1838-1886). Sa veuve épousa le vicomte Emmanuel d'Harcourt à qui elle légua le château. En 1886, le titre ducal passa à René-Marie-Edmond-Gabriel de La Croix de Castries, propriétaire du château de Gaujac, issu de la branche des seigneurs de Meyrargues constituée par Gaspard-François au début du XVII^e siècle. A la mort du vicomte d'Harcourt, ses héritiers cédèrent, en 1936, le château familial au duc René-Gaspard-Marie-Edmond de La Croix de Castries (1908-1986), de la branche des seigneurs de Gaujac, membre de l'Académie française (1972).

Présentation du contenu :

360 Mi 1-312. Familles de Bonnières de Guines et alliés. XIV^e-XIX^e s.

Sources complémentaires :

Le fonds de La Croix de Castries et comté d'Alès a été microfilmé sous la cote 326 Mi, et le fonds de Mailly-Mamez sous la cote 418 Mi.

Bibliographie :

Informations extraites de l'avant-propos de Jean Sablou, directeur des Archives départementales du Gard, p. 13-24, dans *Le chartrier de Castries* (306 AP 1 à 1720). *Inventaire*, Paris, 1974.

361 Mi

[130 AQ]

Archives de la société Desmarais frères (1888-1965)

Archives nationales du monde du travail (Roubaix)

362 Mi

Fonds de la maison Guibout

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. somm. dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Fondée en 1760, à Paris, 42 rue aux Fers, à l'enseigne « La Chaise d'or », par Claude Panet qui la transmet en 1785 à son gendre Marie-Thomas-Jacques Guibout, cette maison de broderie, passementerie et galons demeura pendant cinq générations dans la même famille jusqu'en 1928. Reprise par un beau-frère du dernier titulaire, elle subsista jusqu'en 1964 sous la même raison sociale. Elle avait racheté, en 1823, la maison de broderie et passementerie Dallemagne fournisseur de la Cour, du Garde-meuble et de l'Ordre du Saint-Esprit, qui avait réalisé, en 1775, les habits d'apparat du sacre de Louis XVI.

Présentation du contenu :

362 Mi 1. Maison Dallemagne : devis, « État des costumes [...] » (sacre de Louis XVI), tarifs d'uniformes brodés (généraux, préfets, instituts, consuls, maires...), dossier de cession de la maison Dallemagne à Guibout et Loyseleur, XVIII^e-XIX^e s. Maison Guibout : factures, comptes de travaux et de fournitures (1831-1833), « relevé général de nos affaires par mois » (1811-1839), inventaires (1837-1839, 1846-1875), divers.

363 Mi

Exposition « Deux siècles de jansénisme à travers les documents du fonds Port-Royal d'Utrecht »

Dates extrêmes : XVII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : Archives d'État de la province d'Utrecht (Pays-Bas) ; collections publiques et privées (France).

Instrument de recherche : catalogue de l'exposition.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

Exposition organisée sous ce titre par les Archives nationales à l'Hôtel de Rohan en 1974.

Présentation du contenu :

363 Mi 1. Choix de documents parmi ceux présentés à l'exposition.

Bibliographie :

Ministère des Affaires culturelles, Direction des Archives nationales, *Deux siècles de jansénisme à travers les documents du fonds Port-Royal d'Utrecht*. Catalogue d'exposition, Paris, Archives nationales, 1974, 90 p.

364 Mi

Collections Da Rocha Carneiro et Laurence

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Présentation du contenu :

364 Mi 1. Collection Da Rocha Carneiro : autographes de Louis-Philippe et de la famille d'Orléans. XIX^e s.

2. *idem* (suite).

Collection Laurence : lettres (33) de Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre adressées au cardinal de Bernis, au comte de Saint-Germain, à Calonne, au lieutenant général de Dreux ; documents concernant la mort du duc de Penthièvre à Vernon en 1793 ; documents concernant Marie-Amélie et Louis-Philippe ; lettres de Fontaine, secrétaire des commandements du duc d'Orléans et du prince de Robecq. XVIII^e-XIX^e s.

365 Mi

Papiers du général Brière de l'Isle

Dates extrêmes : 1878-1913.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par Y.-J. Saint-Martin, 1974, 51 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Né en 1827 au François (Martinique) et mort à Saint-Leu-Taverny en Seine-et-Oise (auj. Val-d'Oise) en 1896, le général Louis-Alexandre-Esprit-Gaston Brière de l'Isle a joué un rôle de premier plan en Afrique et en Indochine.

Après des études au collège de Juilly et à Saint-Cyr, il participe à l'expédition de Chine (1859-1860), puis aux opérations de Cochinchine. En 1861 il est décoré pour sa participation aux combats de Ki-Hoa. Brière de l'Isle est nommé chef de bataillon en 1862, et inspecteur des affaires indigènes à Tây Ninh en 1863. Nommé colonel le 1^{er} août 1870, il commande à Sedan dans la fameuse « division bleue » du général de Vassoigne. Blessé et fait prisonnier à Bazeilles le 2 septembre 1870, il est, à son rapatriement, en 1871, nommé chef du bureau des troupes à la direction du personnel du ministère de la Marine et des Colonies.

Après la guerre il part au Sénégal où il succède, en tant que gouverneur de 1876 à 1881, au colonel F. Valière. Décrit comme autoritaire, voire dictatorial, il prend une série de mesures fiscales et militaires assez impopulaires. En octobre 1877 Brière de l'Isle entreprend une campagne le long du fleuve Sénégal en direction des hauteurs du Fouta Djallon dont le souverain est Abdoul Boubacar. Il décide de l'attaquer, le contraignant à accepter un protectorat français sur les provinces du Toro, du Lao et de l'Irlabé. En 1878, malgré les réticences du ministère des Colonies, il lance d'autres troupes françaises à l'assaut du royaume du Kaarta, un royaume toucouleur situé le long de la rive nord du fleuve. Le 7 juillet 1878, le fort toucouleur de Sabouciré est pris et le chef adverse, l'Almamy Niamody, est tué.

Nommé général de brigade le 29 janvier 1881, Brière de l'Isle devient inspecteur général adjoint de son arme. En 1884, il est désigné à la tête d'une des brigades de l'expédition du Tonkin. En septembre 1884 à Lạng Sơn, il remplace le général Charles-Théodore Millot comme commandant de l'ensemble de la force expéditionnaire. Il est promu général de division le 3 janvier 1885. Pendant la Guerre franco-chinoise, il prend une décision malheureuse et les forces françaises se trouvent piégées à Lạng Sơn. La formulation maladroite de son télégramme au gouvernement français, annonçant à tort la déroute du corps expéditionnaire, cause la chute du gouvernement de Jules Ferry le 30 mars 1885, mettant fin à la carrière politique de Ferry et compromettant gravement le soutien du pays à l'expansion coloniale.

Brière de l'Isle quitte le Tonkin en octobre 1885. Il est inspecteur général adjoint de l'infanterie de marine de 1886 à 1891, puis premier inspecteur général de cette arme en 1892 et 1893.

Présentation du contenu :

365 Mi 1-2. Correspondance concernant le Sénégal et pièces annexes, 1878 ; correspondance passive relative à l'administration interne et aux affaires extérieures du Sénégal, 1880-1881 ; documents concernant le Sénégal et le Soudan : correspondance politique et privée (à signaler une correspondance avec Galliéni, 1884-1892) ; notices, rapports, articles de presse, photographies concernant Galliéni (mission du Haut-Niger, Soudan français, 1880-1888) ; documents divers. 1878-1913.

Sources complémentaires :

Les papiers du général Brière de l'Isle concernant l'Indochine sont conservés sous la cote 387 Mi. Voir aussi dans 75 Mi 2, la thèse universitaire de M. Bordes sur *La politique indigène et la politique générale de Brière de L'Isle au Sénégal, 1876-1881*.

Bibliographie :

Informations extraites de l'inventaire.

Diouf (Mamadou), «Brière de l'Isle : la consolidation de l'espace colonial (1876-1881)» in *Le Kajor au XIX^e siècle et la conquête coloniale*, Paris, Université de Paris I, 1980, p. 255-262.

Ndiaye (Francine), «La colonie du Sénégal au temps de Brière de l'Isle, 1876-1881», *Bulletin de l'IFAN*, série B, n° 30, 1968.

366 Mi

Fichier toponymique du Jura

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : Archives départementales du Jura.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Ce fichier qui porte sur toutes les communes du Jura, sauf Lons-le-Saunier, a été établi par Gustave Duhem, ancien directeur des Archives départementales du Jura qui fut également conservateur départemental des objets d'art dans ce même département. Ce fut un érudit qui se distingua par ses recherches historiques, le classement d'archives, la conservation du patrimoine et l'animation culturelle.

Présentation du contenu :

- 366 Mi 1. Fichier toponymique du Jura : Abatais (Les) à Guinant.
2. *idem* : Haibes à Zenans (Le).

367 Mi

Papiers du gouverneur général Pierre Boisson

Dates extrêmes : 1936-1957.

Importance matérielle : 11 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : Archives nationales d'outre-mer, Aix-en-Provence.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par M. Sanson, 1973, 187 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Fils d'instituteurs, ancien combattant et mutilé de la Première Guerre mondiale, Pierre Boisson (1894-1948) intègre en février 1917 l'École coloniale où il est le major de sa promotion.

Il est gouverneur général par intérim de l'Afrique occidentale française (A.O.F.) une première fois du 29 octobre 1938 au 10 août 1939, puis il est nommé gouverneur général de l'Afrique équatoriale française (A.E.F.) du 3 septembre 1939 au 28 août 1940, puis revient à la tête de l'A.O.F. du 25 juin 1940 au 13 juillet 1943.

Il devient Haut-Commissaire pour l'Afrique noire de 1940 à 1942. Rallié au gouvernement de Vichy, il s'oppose, lors de la bataille de Dakar en septembre 1940, à la tentative de débarquement des forces alliées conduites par le général de Gaulle.

Le 7 décembre 1942, c'est le ralliement total de l'A.O.F. à la « France libre ». Après son ralliement, Pierre Boisson mène en A.O.F. une politique d'intensification de la production agricole, destinée à ravitailler les troupes alliées.

En novembre 1943 il est convoqué devant la commission d'épuration. Par la suite il est inculpé par le tribunal militaire d'Alger, révoqué sans pension et renvoyé chez lui. Cependant, au lendemain de la guerre il se voit à nouveau notifier le chef d'inculpation d'indignité nationale. Condamné par la Haute Cour de Justice en juillet 1948, il meurt peu après.

Les documents originaux sont conservés aux Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence) sous les références 30 APC 1-7.

Présentation du contenu :

367 Mi 1-11. Papiers personnels et officiels réunis par P. Boisson et son épouse à l'occasion de son procès devant la Haute Cour de Justice et le recours devant le Conseil d'État : correspondance, procédures, interrogatoires, dossier médical, témoignages à charge et à décharge, extraits de presse, notes manuscrites, divers. Documents sur la politique et l'administration coloniales, correspondance avec les indigènes, infiltrations allemandes au Cameroun, conférence de Brazzaville (Côte d'Ivoire), divers. 1936-1957.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent sous les cotes 3 W 33, 71-74, les documents émanant de la Haute Cour de Justice concernant l'inculpation de Pierre Boisson (action publique éteinte par le décès de l'inculpé avant le commencement des auditions).

Bibliographie :

Ramognino (Pierre), *Pierre Boisson, un proconsul de l'Empire français : le gouverneur général Pierre Boisson et le pouvoir colonial français en Afrique de l'Ouest, de l'Exposition coloniale de 1931 à la fin de la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, IEP, 2002.

368 Mi

Documents de la Société d'Histoire du protestantisme français

Dates extrêmes : XVI^e-XVIII^e s.

Importance matérielle : 15 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : microfilmage, 1945, 1974.

Originaux : les documents originaux ont disparu après la guerre de 1939-1945.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p. ; inv. anal. dact., révisé par G. de Falguerolles, 29 p. (368 Mi 1).

Communication : libre.

Notice historique :

La Société de l'histoire du protestantisme français, fondée en 1852 et reconnue d'utilité publique en 1870 a pour vocation de conserver les documents et objets permettant d'évoquer la mémoire du protestantisme.

La Bibliothèque, 54, rue des Saints-Pères, Paris 7^e, a été constituée à partir de 1866. Elle est riche de plus de 100 000 ouvrages, dont certains ne se trouvent pas dans les collections publiques et de précieux manuscrits.

La S.H.P.F. édite depuis 1852 un bulletin, d'une haute teneur scientifique, et anime le Centre de généalogie protestante, qui publie des cahiers. Elle est également propriétaire de plusieurs Musées et lieux de mémoire protestants dans différentes régions de France.

Le microfilm reproduit une partie des documents soustraits à la bibliothèque pendant la Seconde Guerre mondiale et récupérés en Allemagne après les hostilités. Les originaux ont été microfilmés sur place, puis ont de nouveau disparu.

Présentation du contenu :

368 Mi 1-15. Copies effectuées par des érudits d'après la collection Court de Genève, ou des extraits d'archives publiques françaises et étrangères, voire d'ouvrages imprimés, concernant les protestants français.

A signaler : registre du consistoire de l'Église réformée de Monoblet (Gard), 1632-1654 ; registre de galériens protestants, XVIII^e s. ; correspondance de Chamillard, 1704-1707 ; registre de l'état civil protestant de l'église de Ganges (Hérault), 1670-1671 ; collection d'affiches et de factums concernant les protestants, XVI^e-XVIII^e s.

Bibliographie :

Informations extraites du site Internet de la S.H.P.F.

369 Mi

Correspondance des consuls de France à Alger avec la chambre de commerce de Marseille

Dates extrêmes : 1602-1790.

Importance matérielle : 4 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : Chambre de commerce de Marseille.

Instrument de recherche : état somm. dact. ; table de concordance dact. entre les cotes des documents originaux et les microfilms, 3 p.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Présentation du contenu :

369 Mi 1. Consulat de France à Alger. 1602-1720.

2. 1722-1756.

3. 1749-1753.

4. 1763-1790.

Bibliographie :

Reynaud (J.), *Chambre de commerce de Marseille. Répertoire numérique des Archives*, tome I : *Archives antérieures à 1801. Fonds particulier de la Chambre*, Marseille, 1947, in-8°, p. 84-86.

370 Mi

Papiers de Cadolle

Dates extrêmes : 1791-XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

Paulin de Cadolle (1773-1853), né à Lunel (Hérault), sert en Corse où il rencontre Bonaparte. Allié à de nombreuses familles de l'aristocratie provençale et languedocienne, il rejoint l'Armée des Princes en 1792, puis l'île de Malte et participe à quatre campagnes sur les galères de l'Ordre, de 1793 à 1796. Il rentre en France en 1797 et passe plusieurs années à Paris, puis revient se fixer définitivement en Languedoc où il se marie.

Dans ses souvenirs il retrace, en particulier, son parcours d'émigré en Allemagne, en Belgique, en Italie et à Malte ainsi que ses séjours à Paris.

Présentation du contenu :

370 Mi 1. Manuscrit : « Souvenirs de dix ans, de 1792 à 1801 » ; correspondance (notamment : avec l'Ordre de Malte, M. de Corbeau-Vaulserre, M. de Bornier-Ribalte, M. de Belmont, M. de Bernis, Mme D'Albon, Mme de Berghes, Mme de Montchenu, l'abbé Sicard) ; fac-similés des testaments de Louis XVI et de Marie-Antoinette ; poèmes ; gravures (estampes royalistes, portraits : Charles-Joseph de Cadolle, MM. de Corbeau-Vaulserre, de l'Isle, de Vogüé, de Bornier-Ribalte, baronne de Montchenu née Maupéou, duchesse de Parme) ; plan de Paris par Dalencourt ; assignats ; impressions en relief pour aveugles ; copie de « Considérations sur l'état actuel de l'Europe », par Napoléon (œuvre qui aurait été composée par l'Empereur à l'île d'Elbe) ; divers.

371 Mi

[30 AS]

**Caisse autonome nationale de la Sécurité sociale dans les mines :
bordereaux annuels de paiement des travailleurs de la mine (1914-1966)**

Archives nationales-Fontainebleau

372 Mi

[348 AP]

Papiers Arago

Dates extrêmes : 1797-1892.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : état somm. dact., 2 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

François Arago (1786-1853) fut admis à l'âge de dix-sept ans à l'École polytechnique. Secrétaire du bureau des Longitudes, il fut adjoint à Biot, chargé d'achever la mesure de l'arc du méridien terrestre (1806). Membre titulaire de l'Académie des sciences à vingt-trois ans, il fut nommé professeur d'analyse et de géodésie à l'École polytechnique où il exerça ces fonctions pendant vingt ans. Devenu directeur de l'Observatoire, il donna des cours d'astronomie restés célèbres par leur clarté. En 1830, Arago remplaça Fourier comme secrétaire perpétuel de l'Académie pour les sciences mathématiques. Après 1830, il entra à la Chambre comme député des Pyrénées-Orientales et siégea à l'extrême-gauche. En février 1848, Arago fut porté par l'acclamation populaire au gouvernement provisoire et chargé de diriger les ministères de la Marine et de la Guerre. Il fit adopter l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. Député à la Constituante, il appartient à la Commission exécutive, qui se démit en juin, puis il siégea à la Législative. En 1852, il ne voulut pas prêter serment au gouvernement nouveau. Son frère Étienne (1802-1892) dirigea le Vaudeville de 1830 à 1840. Homme politique, il prit part à toutes les luttes du parti républicain. Compromis dans la journée du 13 juin 1849, il se réfugia à Bruxelles et fut condamné par contumace à la déportation. Rentré à Paris en 1859, maire de Paris après le 4 septembre 1870, député des Pyrénées-Orientales (1871), il devint archiviste de l'École des Beaux-Arts (1878) et conservateur du musée du Luxembourg (1879).

Ces papiers de famille proviennent de Lucie Laugier, fille de Louis Mathieu et de Marguerite Arago, sœur de François et d'Étienne Arago.

Présentation du contenu :

372 Mi 1-2. Papiers personnels de François Arago et Étienne Arago, et des familles Mathieu et Laugier.

Bibliographie :

Robert (Adolphe), Bourloton (Edgar) et Cougny (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 1, 1889, p. 80-81.

373 Mi

Documents des Archives de la Polynésie française

Dates extrêmes : 1882-1939.

Importance matérielle : 28 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : Service des archives de la Polynésie française, Papeete.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

En 1842, le Français Aubert du Petit-Thouars prend possession de l'archipel des Marquises et l'intègre aux établissements français de l'Océanie.

Présentation du contenu :

373 1-28. Circonscription des Marquises : correspondance au départ du résident puis administrateur des Îles Marquises, 1882-1934 ; décisions, 1904-1911, 1921-1934 ; analyse de la correspondance passive, 1926-1934.

Gouverneur des établissements français en Océanie : correspondance à l'arrivée, dépêches ministérielles, 1933-1939.

374 Mi

Collège de France : registres des assemblées des professeurs

Dates extrêmes : 1674-1974.

Importance matérielle : 7 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : Collège de France, Paris.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

La fondation du Collège de France remonte à l'époque de François I^{er}, lorsqu'en 1530 son « maître de librairie », le grand traducteur d'œuvres antiques Guillaume Budé, lui suggéra d'instituer un collège de « lecteurs royaux » : des humanistes payés par le roi, sont chargés d'enseigner des disciplines que l'Université de Paris ignorait. Deux postes de professeurs furent initialement créés, un pour le grec et un pour l'hébreu, puis ce nombre passa rapidement à dix avec l'enseignement du droit français, du latin, des mathématiques et de la médecine. Dès lors le Collège royal, dont la devise est « *Docet omnia* » (*Il enseigne tout*), restera un des lieux d'excellence de la transmission du savoir en France.

Présentation du contenu :

374 Mi 1-7. Collection complète des procès-verbaux originaux des assemblées des professeurs, janvier 1674-novembre 1974. Registres de copies des « pièces annexes aux procès-verbaux » : décrets et arrêtés concernant l'administration du Collège, et quelques rapports de présentation de candidatures de professeurs, 1935-1970.

375 Mi

Formulaire de la petite chancellerie royale de Rouen

Dates extrêmes : XVI^e s .

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Ce registre qui semble contemporain du règne de Henri II et qui fut certainement établi pour un secrétaire du parlement de Rouen est un exemple extrêmement rare de formulaire destiné à servir de modèle pour la rédaction d'actes royaux dits « de petite chancellerie ». Fournissant les exemples de près d'une centaine de types d'actes classés par catégories et accompagnés de notes explicatives (frais de procédure, variantes à apporter, etc.), le registre se termine par la copie intégrale d'une « lettre de passeport » délivrée par l'armateur Jean Ango, de Dieppe.

Présentation du contenu :

375 Mi 1. Registre de modèles pour la rédaction d'actes royaux de petite chancellerie. 1550.

Bibliographie :

Michaud (Hélène), *La Grande Chancellerie et les écritures royales au XVI^e siècle (1515-1589)*, Paris, 1967 (*Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des chartes*, 17).

376 Mi

[34 AS]

Archives de l'Association catholique de la jeunesse française (A.C.J.F.)

Archives nationales du monde du travail (Roubaix)

377 Mi

Manuscrits de Pierre Delaplanche

Dates extrêmes : 1646-1669.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : musée Condé, Chantilly (Oise).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Ces ouvrages manuscrits respectivement cotés mss. 1551 et 1512 (1-2) proviennent de la collection de Jacques Meurgey de Tupigny et sont conservés au musée Condé à Chantilly.

Présentation du contenu :

- 377 Mi 1. « La description des villes de France recueillie de plusieurs auteurs qui en ont écrit, comme aussi des remarques que Pierre Delaplanche natif de Paris en a fait en beaucoup de villes sur les lieux, le tout divisé en quatre parties suivant les douze gouvernements généraux du royaume et quelques pays adiacens démembré », manuscrit, 429 folios, ill. d'armoiries des provinces, villes, évêchés et abbayes, 1646.
2. « Description des provinces de France [...], Première partie [...] », manuscrit, 560 folios, 1669 ; « Seconde partie de la description des provinces et des villes de France [...] », manuscrit, 619 folios, ill., 1669.

378 Mi

Exposition « Louis-Philippe. L'homme et le roi, 1773-1850 »

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e s.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : catalogue de l'exposition.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

Choix de documents de l'exposition *Louis-Philippe. L'homme et le roi, 1773-1850*, présentée à l'Hôtel de Rohan d'octobre 1974 à février 1975.

Présentation du contenu :

378 Mi 1. Documents de l'exposition *Louis-Philippe. L'homme et le roi, 1773-1850*.

Pièces 9 à 239.

2. *idem. Pièces 240 à 558.*

3. *idem. Pièces 615 à 712 (plus 404, 406, 408 et 411).*

Bibliographie :

Louis-Philippe. L'homme et le roi, 1773-1850, Archives nationales, Hôtel de Rohan, 160 p.

379 Mi

Films fixes d'Alfred Carlier et des éditions Mundaneum

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 23 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : catalogue dact., 13 p. ; table des références des films, dact., 2 p.

Communication : libre.

Notice historique :

L'origine du Mundaneum remonte à la fin du XIX^e siècle. Créé à l'initiative de deux juristes belges, Paul Otlet et Henri La Fontaine, le projet visait à rassembler l'ensemble des connaissances du monde et à les classer selon le système de Classification Décimale Universelle (CDU) qu'ils avaient mis au point. Le Mundaneum était conçu à l'origine comme un centre de documentation à caractère universel. Il fut durant la première moitié du XX^e siècle le berceau d'institutions internationales humanistes dédiées au Savoir et à la Fraternité universelle. A partir de 1920, il occupa une aile du Cinquantenaire à Bruxelles. Ses collections y étaient exposées dans l'esprit des expositions universelles. Un projet plus grandiose prit ensuite forme, celui d'une Cité mondiale pour laquelle Le Corbusier réalisa plans et maquettes. L'objectif de la Cité était de rassembler, à un degré mondial, les grandes institutions du travail intellectuel : bibliothèques, musées et universités. Ce projet ne pourra finalement jamais se réaliser. Utopique par excellence, le projet du Mundaneum a été en effet très vite confronté à l'ampleur du développement technique de son époque. Une partie de ses archives sont depuis 1998 abritées au cœur de la ville de Mons (Belgique).

Les documents dont il est question ici sont des films fixes d'Alfred Carlier, un des producteurs des éditions Mundaneum, qui ont une visée essentiellement pédagogique. Les films fixes sont des rouleaux de pellicules de 35 mm, longues d'un mètre environ qui comportent des vues « positives » (dessins ou photographies), et non « négatives » comme c'est le cas pour les pellicules photographiques.

Présentation du contenu :

379 Mi 1-23. Collection des films fixes d'Alfred Carlier sur l'histoire et la géographie du monde des origines à nos jours.

380 Mi

Cartulaires de Saint-Gilles

Dates extrêmes : XIII^e s.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Archives municipales, Arles (Bouches-du-Rhône).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

La maison priorale des hospitaliers située à Saint-Gilles, sur la rive languedocienne du Petit-Rhône, est l'un des plus anciens établissements de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem en Occident. Son cartulaire, aujourd'hui conservé dans les archives municipales d'Arles (cote GG 89), est riche de trois cent soixante dix-huit actes échelonnés de 1129 à 1210. Il fournit une information exceptionnelle non seulement sur l'histoire de l'Hôpital, dans la première phase de son implantation méridionale, mais également sur la mise en valeur de la Camargue, sur les structures sociales, sur les rapports entre les villes (Arles, Saint-Gilles, Beaucaire) et leur arrière-pays, au temps de la mise en place des consulats, ainsi que sur les mentalités religieuses. Dans une région écartelée entre des pouvoirs civils et ecclésiastiques rivaux, partagée entre l'Empire et le royaume de France, les hospitaliers s'infiltrèrent peu à peu et tissèrent patiemment un réseau de possessions foncières, de liens féodaux et de droit de seigneurie, destinés à faire d'eux l'une des plus importantes puissances économiques des pays du Bas-Rhône.

Le cartulaire original des Templiers de Saint-Gilles est conservé quant à lui sous la cote GG 90. Ce document a été numérisé et peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://data.internum.org/gallery.php?id=198>

Présentation du contenu :

- 380 Mi 1. Cartulaire ou « Autenticum domus Hospitalis prioratus Sancti Egidii », manuscrit du XIII^es. sur parchemin, contenant 373 actes des années 1129 à 1210, 185 folios.
2. Cartulaire ou « Autenticum Domus Militiae Templi S(anc)ti Egidii », manuscrit du XIII^e s. sur parchemin, contenant 385 actes des années 1139 à 1259, 218 folios.

Sources complémentaires :

Le cartulaire du chapitre d'Arles est conservé sous la cote 437 Mi.

Bibliographie :

Informations extraites de l'ouvrage de D. Le Blevec.

- Le Blevec (Daniel), *Cartulaire du Prieuré de Saint-Gilles de l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem (1129-1210)*, CNRS Éditions, 2001, 382 p.
- Roure (Baron du), « Inventaire analytique du cartulaire de l'Hôpital de Saint-Gilles », dans *Revue historique de Provence*, 1890.
- Heurley-Chaunier (Françoise), *Guide des archives communales d'Arles*, Arles, Archives communales, 1989, série GG 75 à 98.

381 Mi

« État sommaire de la province de Normandie »

Dates extrêmes : XVIII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : British Museum, Londres.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

Manuscrit conservé au British Museum sous la cote Add. 18039.

Présentation du contenu :

381 Mi 1. « État sommaire de la province de Normandie ». Ouvrage accompagné de cartes, par Nicolas de Fer, et de statistiques ; contient des notices détaillées sur l'histoire, la géographie, les familles seigneuriales, les institutions, l'organisation administrative et ecclésiastique, la fiscalité et l'économie de la Normandie en général, puis de la Généralité de Rouen et des diverses élections de la province. Manuscrit, vers 1725.

382 Mi

Papiers Papillon de la Ferté

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 3 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Fils de Pierre Papillon de la Ferté (v. 1682-1753), seigneur de la Ferté, président trésorier de la généralité de Champagne, lieutenant du roi de Châlons, Denis Pierre Jean Papillon de La Ferté naquit à Châlons-en-Champagne le 17 février 1727 et fut guillotiné à Paris le 7 juillet 1794. Il acheta la charge d'intendant des Menus-Plaisirs du roi en 1777, eut l'administration de l'école royale de chant, puis administra l'Opéra pour le compte du roi. Il fut décoré du titre de commissaire du roi auprès de l'Académie de musique.

Présentation du contenu :

- 382 Mi 1. Notes généalogiques sur la famille Papillon. Denis-Pierre-Jean Papillon de la Ferté : papiers personnels, documents concernant le contrôle général des Menus-plaisirs, succession (1774-1817 et s.d.). Louis-Victoire-Xavier, baron, puis vicomte de la Ferté : papiers militaires et décorations, papiers de l'intendance des Menus-plaisirs, mémoires, poèmes, divers (1811-1837). Georges-Xavier, dit Alfred de la Ferté : souvenirs manuscrits (1789-1830). Papiers de famille et famille alliée : Bouvet. Divers.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent dans la sous-série O¹ (Maison du roi) les papiers de l'intendant des Menus, Papillon de la Ferté. Voir aussi la sous-série O³.

Bibliographie :

Drago (Roland), Imbert (Jean), Tulard (Jean), *Dictionnaire biographique des membres du Conseil d'État, 1799-2002*, Paris, Fayard, 2004.

383 Mi

Inventaires de la série B des Archives départementales

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 11 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Archives départementales diverses.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

La série B (Cours et juridictions) des Archives départementales est une série majeure pour l'étude de l'Ancien Régime étant donné l'étendue, l'abondance et la variété des attributions des juridictions. Les fonds sont donc indispensables tant pour l'histoire judiciaire, l'histoire du droit, des personnes, des biens que pour l'histoire de la société et de l'économie de l'ensemble de la province.

Les archives témoignent de la complexité de l'organisation de la justice sous l'Ancien Régime : multiplicité des degrés de juridictions, flou des attributions et complexité des procédures, complexité qui vaut également pour les justiciables de l'époque. Par ailleurs, les officiers des juridictions d'Ancien Régime assurent, la plupart du temps, des fonctions administratives et de police.

Les archives qui subsistent aujourd'hui de l'activité des cours judiciaires sous l'Ancien Régime ont souvent fait l'objet de destructions dès les XVIII^e et XIX^e siècles.

Présentation du contenu :

Inventaires de la série B de certains services d'Archives départementales.

- 383 Mi 1. Basses-Alpes, Ardennes, Ariège, Aveyron.
2. Bouches-du-Rhône.
3. Cantal.
4. Cher, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord.
5. Côte-d'Or.
6. Doubs.
7. Drôme.
8. Finistère, Gard.
9. Indre, Indre-et-Loire, Jura.
10. Lot, Lot-et-Garonne.
11. Basses-Pyrénées, Bas-Rhin, Rhône, Haute-Savoie, Deux-Sèvres, Yonne.

384 Mi

Papiers Abriany

Dates extrêmes : 1208-1960.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Ensemble de documents, provenant de diverses institutions françaises et italiennes, réunis par un membre de la famille Abriany d'Amiens sur ses ancêtres français et italiens. Les recherches ont été menées notamment aux Archives de Venise, de Padoue (archives et musée civique), de Vérone, ainsi qu'à la Bibliothèque nationale de France.

Présentation du contenu :

384 Mi 1. Manuscrits italiens 264 et 362 de la Bibliothèque nationale de France ; généalogie de la famille Abriany ; testaments, armoriaux, nobiliaires, attribution du titre de comte palatin ; pièces diverses : carte de presse ; diplômes ; décorations ; certificats, etc. 1208-1960.

385 Mi

Archives du prince de Montauban

Dates extrêmes : XVI^e-XVIII^e s.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1946 et 1975.

Originaux : collection privée au moment du microfilmage.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Charles de Rohan, prince de Montauban, chef de la branche de Rohan-Rochefort, né le 7 août 1693, mort en octobre 1768, était le cinquième fils de Charles III de Rohan, prince de Guéméné, mort en 1727. Il laissa un fils, Charles-Armand-Jules, prince de Rochefort, né le 30 août 1729, et qui fut colonel d'un régiment de son nom.

Microfilm réalisé par l'entreprise Jeanne Gérard en 1946, de papiers trouvés au château de Rochefort (Yvelines) et concernant pour l'essentiel le prince de Montauban.

Présentation du contenu :

- 385 Mi 1. « Répertoire de tous les papiers en évidence qui sont dans le trésor de son altesse Monseigneur le prince de Montauban en son château de Rochefort », manuscrit, 1657 p.
2. Documents divers : titres, testaments, nominations, comptes et baux. 1513-1794.
3. (suite) Comptes et baux.

386 Mi

Inventaire des cartes du service hydrographique de la Marine déposées à la Bibliothèque nationale de France

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 4 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Service historique de la Marine, Vincennes.

Instrument de recherche : tables ms. des portefeuilles, 7 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Le fonds du service hydrographique de la Marine a été partagé entre deux administrations : les mémoires sont conservés aux Archives nationales-site de Paris (série J), les cartes correspondantes ont été remises au département des Cartes et Plans de la Bibliothèque nationale de France.

Présentation du contenu :

- 386 Mi 1. Inventaire manuscrit des cartes du Service hydrographique de la Marine.
Portefeuilles 32-90.
2. *idem. Portefeuilles 91-121.*
3. *idem. Portefeuilles 122-170.*
4. *idem. Portefeuilles 171-224.*

Sources complémentaires :

La série Marine JJ des Archives nationales.

Bibliographie :

Foncin (Myriem), Destombes (Marcel), La Roncière (Monique de), *Catalogue des cartes nautiques sur vélin conservées au Département des Cartes et Plans*, Paris, Bibliothèque nationale, 1963, p. 167-202 et p. 289-305.

387 Mi

Papiers Brière de l'Isle

Dates extrêmes : 1863-1896.

Importance matérielle : 8 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par F. de Ferry, 4 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Né en 1827 au François (Martinique) et mort à Saint-Leu-Taverny en Seine-et-Oise (auj. Val-d'Oise) en 1896, le général Louis-Alexandre-Esprit-Gaston Brière de l'Isle a joué un rôle de premier plan en Afrique et en Indochine.

Après des études au collège de Juilly et à Saint-Cyr, il participe à l'Expédition de Chine (1859-1860), puis aux opérations de Cochinchine. En 1861 il est décoré pour sa participation aux combats de Ki-Hoa. Brière de l'Isle est nommé chef de bataillon en 1862, et inspecteur des affaires indigènes à Tây Ninh en 1863. Nommé colonel le 1^{er} août 1870, il commande à Sedan dans la fameuse « division bleue » du général de Vassoigne. Blessé et fait prisonnier à Bazeilles le 2 septembre 1870, il est, à son rapatriement, en 1871, nommé chef du bureau des troupes à la direction du personnel du ministère de la Marine et des Colonies.

Après la guerre il part au Sénégal où il succède, en tant que gouverneur de 1876 à 1881, au colonel F. Valière. Décrit comme autoritaire, voire dictatorial, il prend une série de mesures fiscales et militaires assez impopulaires. En octobre 1877 Brière de l'Isle entreprend une campagne le long du fleuve Sénégal en direction des hauteurs du Fouta Djallon dont le souverain est Abdoul Boubacar. Il décide de l'attaquer, le contraignant à accepter un protectorat français sur les provinces du Toro, du Lao et de l'Irlabé. En 1878, malgré les réticences du ministère des Colonies, il lance d'autres troupes françaises à l'assaut du royaume du Kaarta, un royaume toucouleur situé le long de la rive nord du fleuve. Le 7 juillet 1878, le fort toucouleur de Sabouciré est pris et le chef adverse, l'Almamy Niamody, est tué.

Nommé général de brigade le 29 janvier 1881, Brière de l'Isle devient inspecteur général adjoint de son arme. En 1884, il est désigné à la tête d'une des brigades de l'expédition du Tonkin. En septembre 1884 à Lạng Sơn, il remplace le général Charles-Théodore Millot comme commandant de l'ensemble de la force expéditionnaire. Il est promu général de division le 3 janvier 1885. Pendant la Guerre franco-chinoise, il prend une décision malheureuse et les forces françaises se trouvent piégées à Lạng Sơn. La formulation maladroitement de son télégramme au gouvernement français, annonçant à tort la déroute du corps expéditionnaire, cause la chute du gouvernement de Jules Ferry le 30 mars 1885, mettant fin à la carrière politique de Ferry et compromettant gravement le soutien du pays à l'expansion coloniale.

Brière de l'Isle quitte le Tonkin en octobre 1885. Il est inspecteur général adjoint de l'infanterie de marine de 1886 à 1891, puis premier inspecteur général de cette arme en 1892 et 1893.

Présentation du contenu :

- 387 Mi 1. *Registre 1. « Événements militaires au Tonkin »*, manuscrit annoté, 537 p.
2. *Registres 2-5*. Rapports sur les opérations au Tonkin, 1884-1885 ; correspondance au départ, février-octobre 1884 ; Cabinet : correspondance au départ, correspondance confidentielle, 1884-1885.
3. *Registres 6-11*. Correspondance au départ, registres confidentiels, rapports au général de Courcy, 1884-1886.
4. *Registres 12-15*. Correspondance à l'arrivée, 1884-1885 ; télégrammes du ministre, 1884-1885 ; notes et lettres du général de Courcy, 1885 ; dépêches du résident général à Hué, 1884-1885.
5. *Dossiers 1-5*. Cochinchine et Cambodge, 1863, 1865-1867 ; Tonkin, 1883-1885.
6. *Dossier 6*. Tonkin, 1885.
7. *Dossiers 7-8*. Tonkin, 1885 ; Annam, 1885.
8. *Dossiers 9-15*. Documents divers, 1885-1896 ; ordres du général de Courcy, 1885 ; correspondance diverse, 1881-1896 ; projet de colonnes entre le fleuve Rouge et la rivière Noire, par le général Pernot, 1886.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent dans la sous-série 365 Mi 1-2 les papiers de Brière de l'Isle concernant la période africaine. Voir aussi dans 75 Mi 2, la thèse universitaire de M. Bordes sur *La politique indigène et la politique générale de Brière de L'Isle au Sénégal, 1876-1881*.

388 Mi

Exposition « Centième congrès des sociétés savantes »

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : catalogue dact., par M.-E. Antoine, 1975, 27 p.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Choix parmi les documents présentés à l'exposition « Centième congrès des sociétés savantes » à l'Hôtel de Rohan du 21 au 25 avril 1975.

Présentation du contenu :

388 Mi 1. *Pièces 1-55.*

2. *Pièces 56-125.*

389 Mi

Inventaire des archives de Saint-Pierre-et-Miquelon

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Service d'archives de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Rédigé vers 1924, avec plusieurs adjonctions ultérieures, cet inventaire général se présente sous la forme de deux registres. Les archives prises en compte vont de 1814 à 1924. Cependant, la série « Documents historiques » fait état de pièces qui remontent à 1763. D'autre part, parmi les additions, des documents relèvent de la période 1939-1945. Plusieurs ensembles, surtout des imprimés, sont signalés comme détruits lors de l'incendie du 18 juin 1939.

Présentation du contenu :

- 389 Mi 1. État détaillé, intitulé « catalogue », des archives classées par séries méthodiques et par ordre alphabétique (administration générale, agriculture, aliénés, amnistie, automobile, etc.), avec références à l'emplacement des documents par « étagères » et par « cases ». Registre manuscrit in-folio, 595 p.
2. Répertoire par mots-clés (abandon, abattoirs, abordage, etc.), avec analyse, titre des dossiers et renvoi aux pages du « catalogue ». Registre manuscrit in-folio, 437 p.

390 Mi

Dossier d'armement de l'*Actionnaire*

Dates extrêmes : 1767-1768.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Archives du port de Lorient.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Les rôles d'armements offrent quantité de détails précieux sur les dimensions et le tonnage des vaisseaux, leur artillerie, le lieu de construction, la date du lancement, l'importance de l'équipage, la valeur même de la cargaison en espèce et en marchandises, etc. De 1763 à 1769, 16 vaisseaux, d'une valeur totale de 7 870 000 livres et d'une capacité de 13 000 tonnes, sortirent des chantiers de Lorient. L'*Actionnaire*, vaisseau de la Compagnie des Indes, devint vaisseau de la Marine royale.

Les documents originaux portent la cote 1P 226, 314.

Présentation du contenu :

390 Mi 1. État détaillé des frais faits pour l'armement de l'*Actionnaire*, depuis sa construction en 1767 jusqu'à son départ pour les Indes orientales en mars 1768.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent des journaux de bord de l'*Actionnaire* dans la sous-série Marine 4 JJ.

Bibliographie :

Legrand (A.), Marec (F.), *Inventaire des archives de la Compagnie des Indes (sous-série 1P)*, Paris, Imprimerie de la Marine, 1978.

391 Mi

Papiers Talleyrand

Dates extrêmes : 1793-1796.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : don du microfilm, 1975.

Originaux : Bibliothèque du Congrès, Washington (États-Unis).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Destiné par sa famille à l'état ecclésiastique, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord (1754- 1838) devint en 1780 agent général du clergé de France et en 1788 évêque d'Autun. Membre de l'Assemblée des notables, il devint député de son diocèse aux États généraux. Partisan de la Révolution, il célébra, le 14 juillet 1790, la messe au Champ-de-Mars lors de la Fête de la Fédération, prêta serment à la Constitution civile du clergé, se démit de son évêché et sacra les évêques constitutionnels de l'Aisne et du Finistère, ce qui lui valut l'excommunication. Envoyé à Londres sous la Législative pour diverses missions, puis expulsé d'Angleterre, il partit en février 1794 pour les États-Unis, gagna ensuite Hambourg et Amsterdam. Un décret de la Convention du 4 septembre 1795 lui permit de rentrer en France. Ministre des Relations extérieures du 15 juillet 1797 au 28 juillet 1799, il reprit son portefeuille après le coup d'État de brumaire et ne le quitta que le 9 août 1807. Lors de la signature du Concordat, Pie VII leva l'excommunication prononcée contre lui et lui remit un bref de sécularisation qui lui permit d'épouser Mme Grand. Négociateur à Lunéville, Amiens, Presbourg, Tilsitt, Talleyrand fut fait grand chambellan en 1804 et prince de Bénévent en 1806. Tombé en disgrâce, il contribua au retour des Bourbons et fut, lors du retour de Louis XVIII, nommé ministre des Affaires étrangères et envoyé au Congrès de Vienne pour négocier avec les alliés. Il refusa toute fonction pendant les Cent-Jours. Il reprit son portefeuille le 9 juillet 1815 mais l'abandonna le 28 septembre pour la place de grand chambellan. Il joua un rôle fort secondaire sous la Restauration. Nommé ambassadeur à Londres en septembre 1830, il négocia une alliance franco-anglaise. Rappelé sur sa demande en novembre 1834, il mourut à Paris le 17 mai 1838.

Des copies dactylographiées avaient été effectuées en 1936 par le docteur Hans Huth, des archives du prince de Talleyrand, au château de Sagan. Ces documents peuvent être consultés à la division des manuscrits de la bibliothèque du Congrès à Washington.

Présentation du contenu :

391 Mi 1. Copies dactylographiées de correspondances, mémoires et notes diverses, rédigées par Talleyrand pendant son séjour aux États-Unis. 1793-1796.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent, sous la cote 215 AP, des épaves des papiers de Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord. Un dossier de copies des papiers Talleyrand, remis par Hans Huth en 1974, est conservé sous la cote AB XIX 4200 dossier 4.

Bibliographie :

Waresquiel (Emmanuel de), *Talleyrand. Le Prince immobile*, Fayard, 2003.

Yvert (Benoît) (dir.), *Premiers ministres et présidents du Conseil. Histoire et dictionnaire raisonné des chefs du gouvernement en France (1815-2007)*, Paris, Perrin, 2007, 916 p.

392 Mi

Cartulaire de Notre-Dame de Montermoyen

Dates extrêmes : XIII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Archives départementales du Cher.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Essai de reconstitution par microfilm du cartulaire du chapitre Notre-Dame de Montermoyen à Bourges, conservé aux Archives départementales du Cher, sous la cote 5 G 35, en feuillets ou fragments de feuillets de parchemin non reliés, fortement détériorés par l'humidité et le feu.

Présentation du contenu :

392 Mi 1. Cartulaire du chapitre Notre-Dame de Montermoyen à Bourges. XIII^e s.

393 Mi

Archives des services de la police allemande en France

Dates extrêmes : 1940-1944.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Archives fédérales, Coblenz (Allemagne).

Instrument de recherche : *Findbücher zu Beständen des Bundesarchivs. R 70 Frankreich : Polizeidienststellen im Bereich des Militärsbefehlhabers Frankreich*, Coblenz, 1975, 23 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

Les documents, qui constituent la série R 70 *Frankreich* des Archives fédérales allemandes, ne sont pas microfilmés dans l'ordre de l'inventaire, mais dans l'ordre des numéros de *Signatur* figurant dans la colonne gauche de cet instrument de recherche.

393 Mi 1-3. Archives du commandement supérieur de la police allemande en France pendant l'Occupation. *Kommandantur* d'Angers, Le Mans, Nancy, Bar-le-Duc, Orléans, Paris, Rennes, Marseille, Vichy : ordres généraux, instructions, ordres d'arrestation, notes sur la Police française, les pompiers de Paris, la Résistance, l'armée, les personnalités politiques, l'esprit public, etc. 1940-1944.

Sources complémentaires :

Pour ce qui concerne les archives allemandes pendant l'Occupation conservées en Allemagne, voir :

-408 Mi, 417 Mi, 557 Mi, 559 Mi et 562 Mi.

Les Archives nationales conservent les archives allemandes de la Seconde Guerre mondiale dans la sous-série AJ 40.

394 Mi

[116 AQ]

Compagnie d'assurances générales maritimes

Archives nationales du monde du travail (Roubaix)

395 Mi

Livre des privilèges de la ville d'Arles

Dates extrêmes : XV^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Archives municipales, Arles.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Original conservé aux Archives municipales d'Arles, sous la cote AA 7.

Présentation du contenu :

395 Mi 1. Livre des privilèges de la ville d'Arles. 1426.

396 Mi

Papiers du commandant Lamy

Dates extrêmes : 1881-1939.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Prytanée militaire, La Flèche (Sarthe).

Instrument de recherche :

Communication : libre.

Notice historique :

François-Joseph-Amédée Lamy, né à Mougins (Alpes-Maritimes) le 7 février 1858 et mort le 22 avril 1900 lors de la bataille de Kousséri, est un militaire français.

Très jeune, François-Joseph-Amédée Lamy est attiré par l'armée et les colonies. Il poursuit ses études au Prytanée militaire, obtient le grand prix de géographie au concours général des lycées et collèges de province et entre à Saint-Cyr en 1877.

Il commence sa carrière en 1879 en partant comme sous-lieutenant au 1^{er} Régiment de tirailleurs algériens. Il découvre l'Afrique saharienne, participe à la colonialisation française en Tunisie puis part au Tonkin en 1884 et y reste jusqu'en 1886. Revenu à Alger en 1887 comme officier d'ordonnance du Général commandant la division d'Alger, il renoue avec le Sahara et notamment le méhari dont il prouvera les avantages. Il participe à la mission Le Châtelier en 1893, chargée de l'étude d'un projet de voie ferroviaire entre la côte et Brazzaville et d'études botaniques, géologiques et géographiques. C'est Le Châtelier qui lui présente Fourreau avec qui il montera la mission Fourreau-Lamy en 1898 qui doit rallier Alger et le lac Tchad. C'est lors de cette mission, ayant rejoint la mission Joalland-Meynier et la mission Gentil, lors de l'affrontement final avec Rabah à Kousséri que Lamy, alors commandant et chef de 700 fusils, trente cavaliers et 4 canons, décède à 42 ans, au côté du lieutenant Meynier blessé. Ce dernier décrira la mort du commandant Lamy dans plusieurs ouvrages.

N'Djaména a été fondée par Émile Gentil le 29 mai 1900, sur l'emplacement d'un petit village kotoko, sous le nom de Fort-Lamy, en souvenir du commandant François-Joseph-Amédée Lamy.

Présentation du contenu :

396 Mi 1-2. Correspondance active et passive ; notes ; témoignages manuscrits ou imprimés ; photographies. 1881-1939.

Bibliographie :

Reibell (Commandant), *Le commandant Lamy d'après sa correspondance*, Paris, Hachette, 1903.

Maestri (Robert), *Commandant Lamy. Un officier français aux colonies*, Maisonneuve et Larose, 2000.

397 Mi

Exposition « Centenaire de l'École française de Rome »

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : collections publiques.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

L'École française de Rome est un institut français de recherche en histoire, en archéologie et en sciences sociales. Elle est placée sous la tutelle de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Elle est l'héritière de l'Institut de correspondance archéologique, créé en 1829 pour accueillir les savants étrangers à Rome. Regroupant principalement des Français et des Allemands, l'Institut disparaît avec la guerre franco-allemande de 1870. Se créent sur ses cendres l'Institut archéologique allemand (en 1871) puis une section romaine de l'École française d'Athènes (en 1873). En 1875 enfin, cette dernière devient l'École française de Rome.

Présentation du contenu :

397 Mi 1. Choix de documents présentés à l'occasion de l'exposition le « Centenaire de l'École française de Rome », qui fut organisée à Paris (Hôtel de Soubise) et à Rome (Palais Farnèse) en 1975.

Bibliographie :

L'École française de Rome, 1875-1975. Catalogue de l'exposition organisée à l'occasion de son centenaire. Paris-Rome, Archives de France, 1975, 132 p., ill.

398 Mi

[384 AP]

Archives Suchet d'Albufera

Dates extrêmes : 1796-1815.

Importance matérielle : 4 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : état somm. dact., par F. de Ferry, 5 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Louis-Gabriel Suchet (1770-1826) s'enrôla en 1791 dans la cavalerie de la garde nationale de Lyon, sa ville natale, où il servit comme sous-lieutenant. Deux ans plus tard, il était capitaine d'une compagnie franche de l'Ardèche. Au siège de Toulon, il commandait un bataillon de ce département. En Italie, sous les ordres de Schérer, d'Augereau et de Masséna, il fut nommé chef de la 2^e brigade (26 novembre 1797). Il passa ensuite à l'armée d'Helvétie, assista au traité conclu avec les cantons de Berne et de Fribourg en 1798. Désigné comme major général de l'armée d'Égypte, il dut se rendre à Paris pour se disculper des fausses accusations portées contre sa gestion. Absout, il rejoignit l'armée d'Helvétie comme chef d'état-major, sous Masséna, passa en Italie avec le même emploi sous Joubert, fut à Marengo, au passage du Mincio, aux combats de Pozzolo, Borghetto, Verone et Montebello. Il remplit ensuite différentes missions, et, en 1805, il commanda la 1^{ère} division du corps de Lannes, où il contribua aux victoires d'Austerlitz et d'Iéna ainsi qu'aux succès de la campagne de Pologne. En 1808, il prit part à la tête du 5^e corps à la guerre d'Espagne, où le siège de Saragosse, de Lérida, de Tarragone, et l'occupation du Montserrat lui valurent le bâton de maréchal. C'est à la suite de ses succès à Oropesa, Murviedo et Valence qu'il reçut le titre d'Albufera. En 1808, il épousa Honorine Anthoine de Saint-Joseph, fille du maire de Marseille et nièce de la reine d'Espagne. Bien accueilli par la Première Restauration, il tomba en disgrâce en 1815 et perdit son siège de pair, qu'on ne lui rendit qu'en 1819.

Présentation du contenu :

Ces documents ont été prêtés pour microfilmage en 1976, avant l'entrée du reste du fonds aux Archives nationales.

- 398 Mi 1. Lettres de Napoléon au Directoire exécutif, à Paul Greppi, au Conseil d'État, à Decrès, ministre de la Marine (mars 1809-juin 1815), au maréchal Davout (frimaire an XII-avril 1811) ; rapport de Daru, 1810.
2. Lettres de Napoléon au maréchal Davout, avril 1811-septembre 1812.
3. Lettres de Napoléon au maréchal Davout, 22 mai-16 juin 1815.
4. Collection d'autographes de le famille Bonaparte.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent un fonds Suchet d'Albufera sous la cote 384 AP. La correspondance de Thiers avec la duchesse d'Albufera (1822-1877) est conservée aux Archives nationales sous la cote 77 AP.

Bibliographie :

Six (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 2, p. 481-482.

Jourquin (Jacques), *Dictionnaire des maréchaux du Premier Empire*, Paris, Tallandier/Institut Napoléon, 1986.

Bergerot (Bernard), *Le maréchal Suchet duc d'Albufera*, Paris, Tallandier-Bibliothèque napoléonienne, 1986.

399 Mi

Monographies des Cercles de la Côte d'Ivoire

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 7 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1975.

Originaux : Archives nationales, Abidjan (Côte d'Ivoire).

Instrument de recherche : rép. num. dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Le 10 mars 1893, un décret érige la Côte d'Ivoire en une colonie autonome et la France qui y est déjà représentée par Arthur Verdier (1878) puis Treich-Laplène (1886) en qualité de Résidents, désigne Louis-Gustave Binger comme gouverneur avec résidence à Grand-Bassam. L'autorité française commence à s'instaurer dans l'ensemble du pays au moyen d'un système de quadrillage hiérarchisé qui comprend les villages, les cantons, les subdivisions et les cercles.

Présentation du contenu :

399 Mi 1-7. Études rédigées par des officiers ou des administrateurs coloniaux qui remontent, pour certaines, aux premières années du XX^e siècle. Ces études sont souvent constituées par le manuscrit primitif, accompagnées dans quelques cas de « coutumiers » locaux et des réponses aux questionnaires d'ordre juridique, historique, ethno-sociologique, linguistique et même politique qui ont servi à élaborer ces documents.

400 Mi

Inventaire de microfilms provenant de la photothèque du ministère de l'Équipement

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1980.

Originaux : ministère de l'Équipement.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Cet inventaire porte sur un fonds clos de microfilms, formé entre 1949 et 1960, provenant de la photothèque du ministère de l'Équipement. On trouve dans ce fonds deux types de sources : des dossiers d'archives et des dossiers de documentation. Les premiers sont souvent constitués de documents iconographiques (plans et photographies), concernant les chantiers d'expérience, les projets H.L.M. ainsi que l'aménagement du territoire (enquêtes en vue de l'aménagement des villes, projets et plans définitifs de ces aménagements). Les seconds ont été réalisés à partir d'articles de revues et de journaux français et étrangers. Ils servaient à illustrer des conférences ou des cours (notamment ceux de M. Auzelle, urbaniste en chef). Enfin, des argus internationaux de presse, regroupant tous les articles pouvant intéresser la construction et l'urbanisme, étaient constitués régulièrement.

Présentation du contenu :

400 Mi 1. *Inventaire de microfilms provenant de la photothèque du ministère de l'Équipement*, par S. Caucanas, 303 p.

401 Mi

[126 AQ]

Compagnie d'assurances générales contre les accidents et le vol

Archives nationales du monde du travail (Roubaix)

402 Mi

[128 AQ]

Compagnie d'assurance *Le Phénix*. Accidents.

Archives nationales du monde du travail (Roubaix)

403 Mi

Papiers du prince Chlodowig von Hohenlohe

Dates extrêmes : 1870-1901.

Importance matérielle : 10 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Archives fédérales, Coblenz (Allemagne) ; collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 256 p. (en allemand).

Communication : libre.

Notice historique :

Né à Rotenbourg en 1819, le prince Chlodowig von Hohenlohe-Schillingsfürst fut président du conseil des ministres du royaume de Bavière de 1867 à 1870. Député puis premier vice-président du Parlement allemand en 1871, il succéda au comte d'Arnim comme ambassadeur d'Allemagne à Paris, de 1874 à 1885. « Reichsstatthalter » d'Alsace-Lorraine de 1885 à 1894, il termina sa carrière comme chancelier de l'Empire allemand. Il mourut en 1901.

Présentation du contenu :

403 Mi 1-10. Papiers personnels : politique extérieure et guerre de 1870-1871 ; ambassade à Paris, 1874-1885 ; Reichsstatthalter d'Alsace-Lorraine, 1885-1894 ; problèmes coloniaux, 1894-1901 ; Alsace-Lorraine, 1894-1901.

404 Mi

Monographies locales du Lot

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 9 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Archives diocésaines, Cahors.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par F. Bertrand, 3 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Ensemble de 452 monographies manuscrites, rédigées par le chanoine Edmond Albe (1861-1926), dont les originaux sont conservés aux Archives diocésaines de Cahors. Le chanoine Albe les destinait à un *Dictionnaire des paroisses du diocèse de Cahors* qu'il préparait en collaboration avec A. Viré. Sa mort, en 1926, ne lui a pas permis de mener ce projet à son terme. Ces monographies ont fait l'objet d'une transcription fidèle, consultable aux Archives diocésaines de Cahors ou aux Archives départementales du Lot.

Présentation du contenu :

404 Mi 1-9. Monographies locales du Lot, par le chanoine Albe. Vers 1920.

405 Mi

Répertoire général des dotations

Dates extrêmes : 1808-1814 (quelques dates postérieures).

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Archives nationales (BB²⁹ 1050 et 1051).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Les dotations ont été instituées par Napoléon dès le Consulat sous forme de concession de propriétés territoriales (loi du 1^{er} floréal an XI-21 avril 1803), en faveur de ses soldats, à titre de supplément de récompense nationale, à la condition qu'ils fussent pensionnés mutilés ou gravement blessés, âgés de moins de 40 ans, et qu'ils acceptassent de s'établir dans les 26^e et 27^e divisions militaires.

Les dotations ont été généralisées sous l'Empire et changèrent de nature, en devenant le plus souvent des rentes, attachées ou non à un titre. Il s'agissait d'une récompense nationale héréditaire, dont les règles de possession et de transmission ont été assimilées à celles qui régissaient les titres et les majorats, codifiés par les statuts du 1^{er} mars 1808.

La dotation devait être approuvée par le Conseil du Sceau avant qu'un brevet d'investiture pût être expédié au bénéficiaire. Si une mutation survenait, le nouveau titulaire devait obtenir un brevet de confirmation ou un arrêté d'investiture. Le répertoire général dont il est question ici concerne l'attribution première des dotations sous l'Empire.

Présentation du contenu :

- 405 Mi 1. Répertoire de base qui donne par ordre alphabétique, le nom des dotataires, leurs prénoms, leur qualité, leurs titres, le revenu et la « situation » de la dotation (Hanovre, Grand-Livre, etc.), la date des décrets de dotation et d'affectation, la nature du titre (lettre d'investiture, brevet), les dates du titre et de la remise, les noms des avocats et les numéros des cartons, suivis d'observations diverses (précisions sur le nom, « transports » de la dotation). Certaines de ces observations portent sur des opérations effectuées jusque sous le Second Empire. Répertoire manuscrit, 2 vol. XIX^es.

Sources complémentaires :

Voir, en particulier, les cotes BB²⁹ 1052-1059 qui correspondent aux registres d'inscriptions des successeurs aux titres, armoiries, majorats et dotations tenus en exécution du décret impérial du 4 mai 1809. Ces registres concernent les successions de dotations par ordre chronologique.

Bibliographie :

Fiche d'aide à la recherche n° 25 des Archives nationales, par S. de Dainville-Barbiche et C. Mérot.

Guérin (F. et G.), *Législation et jurisprudence nobiliaire*, Paris, 1978.

406 Mi

Registres paroissiaux

Dates extrêmes : 1539-1789.

Importance matérielle : 4 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Archives départementales.

Instrument de recherche : notice dact., par J.-P. Laurent et E. Taillemite, 5 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Cet ensemble de registres se divise en deux groupes distincts. Le premier est constitué de registres de catholicité provenant de 33 paroisses situées dans des régions variées mais toutes du ressort de Parlement de Paris. Ils ont été apportés comme pièces à conviction à l'occasion de procès. Le second comprend des registres d'état-civil des non-catholiques déposés au greffe civil du Parlement de Paris en vertu de l'édit de tolérance de novembre 1787.

Ces registres, intégrés à la série U des Archives nationales, ont été remis en 1976 après microfilmage, aux diverses Archives départementales dont relèvent les communes intéressées.

Présentation du contenu :

406 Mi 1-4. Registres de catholicité apportés au greffe du parlement de Paris et demeurés parmi les pièces produites en justice, 1539-1781. Registres d'état-civil des non-catholiques déposés au greffe civil du Parlement de Paris en vertu de l'édit de tolérance de novembre 1787, 1788-1789.

407 Mi

[361 AP]

Collection Silvestre de Sacy

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e s.

Importance matérielle : 9 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par F. de Ferry, 1976, 5 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Conseiller à la Cour des monnaies dès 1781, l'orientaliste Antoine-Isaac Silvestre de Sacy (1768-1838) devint, en 1791 l'un des commissaires généraux des monnaies. Associé libre de l'Académie des inscriptions dès 1785, membre ordinaire en 1792, il en devint secrétaire perpétuel en 1833. À la création de l'École des langues orientales en 1795, il fut professeur d'arabe, et en 1806, professeur de persan au Collège de France. De 1808 à 1814, il siégea au Corps législatif, fut nommé de 1815 à 1820 membre de la Commission de l'instruction publique et administrateur de l'Académie de Paris, puis, en 1822, du Collège de France et de l'École des langues orientales. Il fonda la même année la Société asiatique, dont il fut élu président, et en 1832, devint pair de France, conservateur des manuscrits de la Bibliothèque royale et inspecteur des types orientaux de l'Imprimerie royale.

Après des études au Collège Louis-le-Grand, son fils, Samuel-Ustazade (1801-1879) fit ses débuts comme écrivain au *Journal des débats* en 1828. Pendant plus de vingt ans, il fournit à cette feuille de nombreux articles politiques, qui lui valurent d'être nommé, en 1836, conservateur, et en 1848, administrateur de la bibliothèque Mazarine. À la suite du coup d'État du 2 décembre 1851, il écrivit plus spécialement des articles littéraires. Membre de l'Académie française à partir de 1854, il entra en 1864 au Conseil supérieur de l'Instruction publique et devint sénateur en 1865.

Présentation du contenu :

Cette collection d'autographes a été constituée surtout à partir de correspondances reçues par plusieurs membres de la famille Silvestre de Sacy, notamment Antoine Isaac de Sacy, archéologue, et son fils Samuel Ustazade de Sacy, administrateur de la Bibliothèque Mazarine, collaborateur du *Journal des Débats*, sénateur et membre de l'Académie française. Un nombre considérable de lettres d'artistes provient de Léon Vinit, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-Arts, et de Sarrette, ancien directeur du Conservatoire.

- 407 Mi 1. Lettres d'écrivains, artistes, savants et personnalités diverses adressées aux Sacy et à Léon Vinit. Lettres A-B.
- 2-3. *idem*. Lettres C-D.
4. *idem*. Lettres E-J.
5. *idem*. Lettres K-P.

6. *idem*. Lettres Q-Z.
- 7-8. Famille impériale (Premier et Second Empire).
8. Supplément : autographes divers. Lettres B-V.
9. Journal de Jean-Marie-Samuel Silvestre de Sacy, administrateur en Indochine, 1930-1946.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent sous la cote 361 AP un fonds Silvestre de Sacy (361 AP 1-13).

La correspondance d'Antoine Isaac Silvestre de Sacy, administrateur du Collège de France, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, est conservée à la bibliothèque de l'Institut (Ms. 2375-2377).

Bibliographie :

Vapereau (G.), *Dictionnaire universel des contemporains*, 3^e éd., Paris, 1865, p. 1568.

Robert (Adolphe), Bourloton (Edgar) et Cougny (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 5, 1891, p. 230-231.

408 Mi

Archives des services de la police allemande en France, au Luxembourg, en Belgique et aux Pays-Bas : archives du chef de la police d'ordre

Dates extrêmes : 1932-1945.

Importance matérielle : 5 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Archives fédérales, Coblenz (Allemagne).

Instrument de recherche : *Findbücher zu Beständen des Bundesarchives. R 19 : Chef der Ordnungspolizei (Hauptamt Ordnungspolizei)*, Bundesarchiv, 1974, XIII-219 p. ; table de concordance dact. entre les cotes R 19 et 408 Mi, 2 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Présentation du contenu :

- 408 Mi 1. *Findbücher zu Beständen des Bundesarchives. R 19 : Chef der Ordnungspolizei (Hauptamt Ordnungspolizei)*, Bundesarchiv, 1974, XIII-219 p. ; histoire de l'*Ordnungspolizei*.
2. Nomination du général-major Jedicker comme chef de l'*Ordnungspolizei* en Sarre et Lorraine, 1940 ; police allemande à Paris, en France-Nord et en Belgique, 1943-1944 ; police française, 1941-1944 ; police locale en Alsace-Lorraine et au Luxembourg (1933-1944) ; correspondance avec le général Daluge, état-major du château de Cirey, 1940 ; quartier général de Paris, 1940 ; organisation de la police, 1932-1945 ; projet d'organisation en France, 1940 ; organisation en Alsace-Lorraine ; questions diverses, 1934-1944, statut des Lorrains, 1942.
3. Questions diverses, 1939-1943 ; police à Eupen, Malmédy et Moresnet, 1940 ; police locale en Alsace-Lorraine et au Luxembourg ; police française ; gendarmerie flamande, 1941-1944 ; école de la police, 1943-1944.
4. Dossier d'Albert Buchmann, ancien chef de la police à Ludwigshafen : affaire des séparatistes, 1933-1939 ; services de santé de la police, 1941-1945 ; hôpital de Metz, 1941-1944 ; police d'ordre : La Haye, 1941-1945 ; consignes de défense, 1938-1942.
5. Police française ; troupes, état-major de Paris, 1942 ; relation avec la SS, 1940 ; volontaires des territoires occupés, 1941-1944 ; Belgique et France-Nord, 1944.

Sources complémentaires :

Pour ce qui concerne les archives allemandes pendant l'Occupation conservées en Allemagne, voir :

-393 Mi, 417 Mi, 557 Mi, 559 Mi et 562 Mi.

Les Archives nationales conservent les archives allemandes de la Seconde Guerre mondiale dans la sous-série AJ 40.

409 Mi

Archives notariales concernant la Savoie, la Bresse et le Bugey

Dates extrêmes : XIII^e-XVII^e s.

Importance matérielle : 11 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Archives départementales de la Savoie.

Instrument de recherche : inv. dact., 137 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Ces archives ont été remises à la France par les Archives d'État de Turin. Elles sont désormais conservées aux Archives départementales de Savoie sous les cotes SA 3949 à 4383.

Présentation du contenu :

409 Mi 1-11. Actes notariés concernant la Savoie, la Bresse et le Bugey. 1251-1690.

Sources complémentaires :

Voir les archives notariales concernant la Savoie sous la cote 423 Mi.

410 Mi

Cartulaire de l'Abbaye-aux-Bois

Dates extrêmes : XIII^e-XVII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Jean de Nesle fonda en avril 1202 l'Abbaye-aux-Bois (canton de Guiscard, commune d'Ognolles, département de l'Oise), dite aussi la Franche Abbaye aux Bois près de Beaulieu. C'était une abbaye de femmes soumise à la règle cistercienne. En 1650, les guerres forcèrent les religieuses à se réfugier à Compiègne. Puis en 1654, grâce à l'appui de la reine Anne d'Autriche, elles se fixèrent à Paris dans le faubourg Saint-Germain. En 1667 l'abbaye y fut définitivement transférée.

Ce manuscrit, qui fit partie des collections du septième duc de Newcastle, n'est pas cité dans l'ouvrage de H. Stein, *Bibliographie générale des cartulaires français*, Paris, 1907.

Présentation du contenu :

410 Mi 1. Cartulaire de l'Abbaye-aux-Bois. Manuscrit copié au XIII^e et au XIV^e siècles, parchemin, 135 feuillets.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent des documents sur l'Abbaye-aux-Bois dans les intervalles de cotes suivants : S 4406-4417 (Biens des établissements religieux supprimés), H⁵ 3836-3844 (Établissements religieux : comptabilités et titres de fondation), L 1011-1013, LL 1594 (Monuments ecclésiastiques), L 237-263 (actes pontificaux).

Bibliographie :

Pipon (Brigitte), *L'Abbaye-aux-Bois en Picardie : édition et présentation du chartrier (1202-1341)*, thèse de l'École nationale des chartes, 1991.

411 Mi

Mémoires de Pierre Thierrat de la Maison Blanche

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Né à Auxerre en 1764, Pierre Thierrat de la Maison Blanche servit dans la Marine de 1778 à 1791, date à laquelle il rejoignit l'Armée des princes. Rentré en France en 1801 et réintégré en 1803, il termina sa carrière en 1810 comme capitaine de frégate.

Ses mémoires évoquent ses campagnes durant les dernières années de l'Ancien Régime : en Méditerranée (Provence, Alger, Malte, Italie), aux Antilles, en Amérique du Nord, avec l'amiral de Grasse pendant la guerre d'Indépendance (notamment Yorktown), aux îles de France et de Bourbon, en Inde et à Ceylan, puis, dans les forces de l'Émigration, en Allemagne, Autriche, Russie, Italie, enfin dans la Marine impériale, à Boulogne, Cherbourg, sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique, d'Espagne, en Guyane, à la Martinique, à Venise, etc. Son récit comprend des descriptions détaillées des lieux traversés, et des notations extrêmement originales sur les personnalités qu'il rencontra, sur les événements et les milieux auxquels il fut mêlé. Quelques passages ont été supprimés ou rendus illisibles par l'auteur lui-même ou ses descendants.

Présentation du contenu :

411 Mi 1. « Les événements de ma vie », 25 cahiers manuscrits, par Pierre Thierrat de la Maison Blanche. *Vers* 1825.

412 Mi

« Recueil des ordonnances de la Prévosté des marchands [...] de Paris »

Dates extrêmes : XVI^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Bibliothèque nationale de France.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Au Moyen Âge, bien que Paris ne se fût pas vu octroyer de charte communale par le roi de France, une autorité bourgeoise voit le jour par l'intermédiaire de l'association des marchands de l'eau. Cette puissante corporation, détentrice depuis 1170 du monopole de l'approvisionnement par voie fluviale, constitua progressivement la municipalité de Paris, sans en avoir pourtant le nom.

Saint-Louis décida pendant son règne de réformer la municipalité parisienne : les jurés des marchands de l'eau devinrent des échevins et leur chef prit le titre de *prévôt des marchands de Paris*. Ainsi, en 1263, la hanse des marchands de l'eau élut une première municipalité composée d'un prévôt des marchands, Évrard de Valenciennes, assisté de quatre échevins. La compétence du prévôt des marchands était théoriquement limitée aux affaires commerciales, mais la charge acquit vite un rôle politique en raison de ses forts liens avec la bourgeoisie parisienne, qu'il défendit face aux abus de la royauté.

La prévôté d'Étienne Marcel marqua l'apogée du rôle politique du prévôt. Après son échec, les pouvoirs de la prévôté furent diminués, puis, en 1383 après la révolte des Maillotins, celle-ci fut supprimée et unie à la prévôté de Paris ; les juridictions des métiers étaient alors dissoutes.

Rétablie en 1412, la prévôté restera dès lors subordonnée au roi. Les prévôts seront de plus recrutés parmi les officiers royaux chez des gens de justice ou de finance. La prévôté des marchands fut supprimée à la Révolution française et remplacée par le maire.

L'ouvrage est conservé à la Bibliothèque nationale de France sous la cote Réserve F 709.

Présentation du contenu :

412 Mi 1. «Recueil des ordonnances de la Prévosté des Marchands et échevinage de la Ville de Paris, imprimé par l'ordonnance de Messeigneurs de la Court de Parlement au mois de janvier, l'an de grâce mil cinq cens», imprimé, 92 folios, lettrines gravées. La table des rubriques figure au folio 2 (régime du commerce des blés, farine et grains, des vins, des chevaux, du bois, du charbon, du sel, du foin, des échaldas, de la pierre, du poisson, des oignons, des fruits, de la chaux, des graisses, etc.) L'ouvrage reproduit l'ordonnance de Charles VI donnée en février 1416.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent, sous la cote AE II 434, un recueil des ordonnances de la prévôté des marchands de Paris, contenant la transcription de l'ordonnance rendue en février 1416 par Charles VI, ainsi que d'autres textes, le plus récent datant de 1547. Table des matières, illustrée d'une lettre ornée, représentant un grand écu aux armes de la ville de Paris.

413 Mi

Archives du maréchal de Rochambeau

Dates extrêmes : 1777-1794.

Importance matérielle : 4 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Bibliothèque du Congrès, Washington (États-Unis).

Instrument de recherche : inv. en anglais dans 413 Mi 1.

Communication : libre.

Notice biographique :

Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau (1725-1807), maréchal de France, s'illustra à la tête du corps expéditionnaire français lors de la guerre d'Indépendance des États-Unis (1775-1782).

Présentation du contenu :

- 413 Mi 1. Mémoires sur la guerre d'Indépendance ; correspondance. 1777-1782.
2. Correspondance ; documents sur les Cincinnati. 1782-1794.
- 3-4. Correspondance, notamment avec Washington, Ségur, Vergennes, Lapérouse, d'Estaing, La Luzerne, etc., 1780-1784. Conférences sur le ravitaillement, 1780-1782.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent les archives de Donatien-Marie-Joseph de Rochambeau, fils du maréchal de Rochambeau, sous la référence 135 AP. Voir par ailleurs la cote 153 Mi 1 : correspondance surtout militaire du général de Rochambeau, notamment au sujet de l'expédition de Saint-Domingue. Les Archives nationales conservent, sous la cote AB XIX 5002 des archives provenant du général Leclerc relatives à l'expédition de Saint-Domingue.

414 Mi

Papiers de Gouverneur Morris

Dates extrêmes : 1771-1834.

Importance matérielle : 6 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : achat des microfilms par les Archives nationales à la Bibliothèque du Congrès à Washington, 1976.

Originaux : Bibliothèque du Congrès, Washington (États-Unis).

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Né dans l'état de New York, l'avocat Gouverneur Morris (1752-1815) prit place parmi les membres de la convention qui rédigea la constitution fédérale. Quoique conservateur, il s'opposa énergiquement à l'esclavage et le dénonça comme une institution néfaste. Il fut nommé ambassadeur des États-Unis à Paris de 1792 à 1794. A ce titre, il suivit de très près les débuts de la Première République. Après un long voyage en Europe, il rentra définitivement aux États-Unis. Il fut lié avec d'importantes personnalités de son époque : Washington, Lafayette, Talleyrand, Madame de Staël, le général Moreau.

Présentation du contenu :

414 Mi 1-6. Journal, 1789-1816 ; correspondance personnelle, commerciale et diplomatique ; notes à caractère juridique et financier ; papiers concernant le domaine de Morrisania (1788-1799).

Bibliographie :

Cary Morris (Ann), *The diary and letters of Gouverneur Morris*, New York, Scribener, 1888, 2 vol.

Fiechter (Jean-Jacques), *Un diplomate américain sous la Terreur : les années européennes de Gouverneur Morris, 1789-1798*, Paris, Fayard, 1983, 460 p.

415 Mi

Papiers John Holker

Dates extrêmes : 1777-1822.

Importance matérielle : 20 bobines.

État du microfilm : à restaurer.

Modalités d'entrée : achat des microfilms par les Archives nationales à la Bibliothèque du Congrès de Washington, 1976.

Originaux : Bibliothèque du Congrès, Washington (États-Unis).

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p. ; inv. en anglais au début de chaque bobine.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice biographique :

John Holker (1745-1822) naquit près de Manchester ; époux d'une française, il dirigea à Rouen une manufacture de tissage entre 1770 et 1778. Il partit ensuite aux États-Unis où il fut nommé Consul de France et agent de la Marine française pour l'Amérique du Nord. Il joua, en relation avec la France, un rôle considérable dans le domaine de l'approvisionnement pendant la guerre d'Indépendance. Il eut aussi à gérer d'importantes affaires commerciales notamment à la Nouvelle-Orléans, et s'occupa du négoce des fourrures et du ginseng. Sa correspondance témoigne de ses rapports avec des personnalités américaines parmi les plus célèbres de son temps (Franklin, Gouverneur Morris, Robert Morris, etc.), mais aussi avec de nombreux armateurs, négociants, officiers ou hommes politiques français (Cabarrus, Le Ray de Chaumont, le marquis de Chastellux, La Luzerne, Clonard, Sartine, etc.)

Présentation du contenu :

415 Mi 1-19. Correspondance générale en 38 volumes. 1777-1822.

19-20. Documents divers : correspondance Le Ray de Chaumont, 1777-1779 ; correspondance entre Holker et Robert Morris, 1778-1779 ; brochures sur le navigateur George W. Stilman, 1805 ; voyage de Boston à Madère, 1805.

Bibliographie :

Rémond (André), *John Holker manufacturier et grand fonctionnaire en France au XVIII^e siècle, 1719-1786*, Paris, M. Rivière, 1946, 190 p.

416 Mi

Papier d'Edmond-Charles Genet

Dates extrêmes : 1734-1895.

Importance matérielle : 40 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Bibliothèque du Congrès, Washington (États-Unis).

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Fils d'Edme-Jacques Genet, chef du bureau des traductions du ministère des Affaires étrangères à Versailles, Edmond-Charles Genet (1765-1834), après avoir travaillé quelques temps avec son père, accompagna à Vienne, en 1780-1781, le baron de Breteuil. Attaché, en 1787, à l'ambassade de France à Saint-Petersbourg, où il fut chargé d'affaires en 1789, il reste en fonction jusqu'à son expulsion de Russie, en 1792. Nommé en novembre 1792 premier ministre plénipotentiaire de la République française auprès du gouvernement des États-Unis, il le demeura jusqu'en août 1793. Rappelé en France, il préféra se fixer en Amérique, où il se maria deux fois et où, s'occupant surtout d'agriculture, il vécut jusqu'à sa mort, en 1834. Il était membre correspondant de l'Académie des Sciences, et membre de la société linnéenne de Paris.

Présentation du contenu :

- 416 Mi 1-11. Correspondance générale. 1756-1895.
- 12-22. Dépêches diplomatiques : Saint-Petersbourg, Constantinople, Suède, Vienne, Londres, La Haye, Berlin, Dantzig, Hambourg, Saint-Domingue. 1740-1792.
- 23-25. Papiers scientifiques. 1769-1778, et s.d.
- 26-28. Notes sur l'Angleterre et les États-Unis. 1766-1790.
- 29-34. Mémoires. 1734-1798.
- 35-40. Extraits de la presse britannique et américaine, divers. 1764-1794.

Bibliographie :

Moisy (Claude), *Le citoyen Genet : la Révolution française à l'assaut de l'Amérique*, Toulouse, Privat, 2007.

417 Mi

Documents des Archives fédérales allemandes concernant l'Occupation

Dates extrêmes : 1940-1944.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon (certains documents illisibles).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Archives fédérales, Coblenz (Allemagne).

Instrument de recherche : Inv., en allemand, microfilmé à la fin du 417 Mi 3.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

417 Mi 1-3. Série R 20. *Chef der Bandenkampfverbände, Truppen und Schulen der Ordnungspolizei* (maintien de l'Ordre). Série R 41. *Reichsarbeitsministerium* (ministère du Travail). Série R 58. *Sicherheitspolizei und politischer Nachrichtendienst* (sûreté et renseignements). Série R 70. *Polizeidienststellen in der Niederlanden, Belgien, Nord-Frankreich, Luxemburg* (Police allemande aux Pays-Bas, Belgique, France-Nord, Luxembourg).

Sources complémentaires :

Pour ce qui concerne les archives allemandes pendant l'Occupation conservées en Allemagne, voir :

-393 Mi, 408 Mi, 557 Mi, 559 Mi et 562 Mi.

Les Archives nationales conservent les archives allemandes de la Seconde Guerre mondiale dans la sous-série AJ 40.

418 Mi

[306 AP]

Chartrier de Castries : fonds de Mailly-Mamez

Dates extrêmes : XIVe-XXe s.

Importance matérielle : 33 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage de sécurité, 1975.

Originaux : Archives nationales.

Instrument de recherche : Y. Chassin du Guerny, *Le chartrier de Castries (306 AP 1 à 1720).*

Inventaire, Paris, 1975 (Direction des Archives de France. Inventaires et documents),

420 p., 7 tableaux généalogiques, 2 cartes, IX planches, index des noms géographiques, de

personnes et de matières et, en annexe (p. 363-365) table de concordance dact. entre les

cotes 306 AP 1505-1694 et 418 Mi 1-33, 2 p.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

La seigneurie de Castries est mentionnée dans les textes à partir du XIe siècle. Au Moyen Âge, les barons de Castries, vassaux des comtes de Melgueil, possédaient une partie de la plaine entre les fleuves côtiers Vidourle et Lez. Cette première famille des seigneurs de Castries s'éteignit vers le milieu du XIIe siècle dans celle des Guilhem, seigneurs de Montpellier. Les rois d'Aragon, successeurs des Guilhem à Montpellier, inféodèrent la baronnie de Castries aux seigneurs de Peyre en Gévaudan. Les Peyre conservèrent la baronnie de Castries jusqu'en 1495, où elle passa à la famille La Croix qui la détient encore aujourd'hui. Les La Croix sont une très ancienne famille montpelliéraine, venue peut-être à Montpellier dans l'entourage des rois de Majorque. Au XVe siècle, Guillaume de La Croix, fils d'un Jean de La Croix, consul de Montpellier (1466) et trésorier des guerres en Languedoc (1489), siégea en qualité de commissaire du roi aux États de Languedoc et fut aussi gouverneur de Montpellier (1494-1498), puis des châteaux de Lattes et d'Aumelas. Déjà seigneur de Gordièges et de Saint-Brès, il acquit en 1495 la baronnie de Castries et mourut en 1502. Son fils Louis, baron de Castries (mort en 1522), était président de la Cour des aides de Montpellier en 1503. Henry, fils aîné de Louis (mort en 1568), opta pour la carrière des armes. Son fils Jacques (mort en 1575), gouverneur de Sommières, Gignac et Frontignan, construisit le château actuel. Son fils cadet, Gaspard, seigneur de Meyrargues, fut l'auteur de la seconde branche qui seule subsiste aujourd'hui. Petit-fils de Jacques, Jean de La Croix, baron de Castries, seigneur de Gordièges (1591-1640), servit dans la compagnie d'ordonnance du duc de Montmorency en 1621 et combattit pour le roi. Gouverneur de Privas, il tint tête au duc de Rohan, chef des protestants. Son fils René-Gaspard (1611-1674) se distingua par ses faits d'armes pendant la guerre de Trente Ans. En 1645, il obtint l'érection de la baronnie de Castries en marquisat. Le fils de René-Gaspard, Joseph-François, second marquis de Castries (1663-1728), épousa en deuxièmes noces, en 1722, la fille du duc de Lévis. Leur fils Charles-Eugène-Gabriel (1727-1801) fit ses premières armes pendant la guerre de Succession d'Autriche. La mort de son frère aîné fit de lui le quatrième marquis de Castries, gouverneur de Montpellier et de Sète et lieutenant du roi en Bas-Languedoc. Maître de camp au régiment du Roi-Cavalerie, il se signala en 1745 à la bataille de Fontenoy, où son comportement lui gagna l'amitié de Maurice de Saxe. La guerre de Sept Ans lui permit d'accéder à la gloire militaire.

Il remporta la victoire de Clostercamp (16 octobre 1760), fut reçu dans l'ordre du Saint-Esprit et nommé directeur général de la cavalerie et gouverneur du Lyonnais et du Forez (1762). Inspecteur général de la gendarmerie (1770), il acheta le comté d'Alès en 1777 et remplaça en 1780 Sartine au secrétariat d'État de la Marine. Maréchal de France en 1783, il fut évincé de la Marine en 1787 et demeura désormais à l'écart de la vie politique. Après la mort de Louis XVI, il devint le principal conseiller du comte de Provence. Son fils, Armand-Charles-Augustin (1756-1842), fut créé duc de Castries en janvier 1784 peu après avoir pris part à la guerre d'Amérique.

Élu député aux états généraux, il s'exila et joua un rôle important comme agent diplomatique et colonel du régiment de Castries de 1795 à 1801. Il ne rentra en France qu'en 1814. Son fils Edmond-Eugène-Philippe-Hercule (1787-1866) suivit la carrière des armes.

Il servit comme aide de camp du maréchal Davout dans l'armée impériale et fut promu général en 1823. Ayant quelques domaines en Artois, provenant de la succession de sa mère, née Marie-Louise-Philippine de Bonnières de Guines (1759-1795), et de son grand-oncle, le vicomte Louis-Joseph de Mailly-Mamez, ancien maréchal de camp et député de la noblesse aux états généraux, il se préoccupa de retrouver les archives des Guines et des Mailly-Mamez et les fit transporter à Castries, ainsi que celles du comté d'Alès qu'il réussit à retrouver. Il mourut sans descendance.

Le général de Castries avait légué son château à son neveu, Edmond-Charles-Auguste (1838-1886). Sa veuve épousa le vicomte Emmanuel d'Harcourt. Elle lui légua le château. En 1886, le titre ducal passa à René-Marie-Edmond-Gabriel de La Croix de Castries, propriétaire du château de Gaujac, issu de la branche des seigneurs de Meyrargues constituée par Gaspard-François au début du XVIIe siècle. A la mort du vicomte d'Harcourt, ses héritiers cédèrent, en 1936, le château familial au duc René-Gaspard-Marie-Edmond de La Croix de Castries (1908-1986), de la branche des seigneurs de Gaujac, membre de l'Académie française (1972).

Présentation du contenu :

418 Mi 1-33. Famille de Mailly-Mamez. XIIe-XVIIIe s.

Sources complémentaires :

Le fonds de La Croix de Castries a été microfilmé sous la cote 326 Mi, et le fonds de de Bonnières de Guines sous la cote 360 Mi.

Bibliographie :

Informations extraites de l'avant-propos de Jean Sablou, directeur des Archives départementales du Gard, p.13-24, dans *Le chartrier de Castries* (306 AP 1 à 1720). *Inventaire*, Paris, 1974.

419 Mi

Documents concernant l'ancienne Indochine

Dates extrêmes : XVII^e-XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : état somm. dact., 2 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

- 419 Mi 1. *Dictionarium annamiticum, lusitanum et latinum* [...], par le P. Alexandre de Rhodes, 1651 ; *La conquête pacifique du Tonkin*, ms. du D^r d'Anfreville de La Salle, 1898 ; *Paris, capitale de la France*, par Nguyen Trong Hiep, 1897 ; *Personnalités indochinoises*, album, 1943 ; *Les régimes matrimoniaux dans le Sud-Est de l'Asie*, par Robert Lingat, 1952 ; *Croquis sur le Tonkin*, par le capitaine L. de Grandmaison, 1895.

420 Mi

Registre du *Navy Board* américain

Dates extrêmes : 1778-1779.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Bibliothèque du Congrès, Washington (États-Unis).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

- 420 Mi 1. Registre portant sur les activités de la Marine américaine pendant la période de la guerre d'Indépendance. Contient plusieurs lettres relatives au corps expéditionnaire français, 3 lettres adressées à Benjamin Franklin à Paris, et 3 lettres adressées à William Bingham, agent à la Martinique. Copie dactylographiée et annotée par M. William Bell Clark du registre de la correspondance du *Navy Board* américain (*Eastern Department*) d'octobre 1778 à octobre 1779.

421 Mi

Papiers de sir Charles Bagot

Dates extrêmes : 1816-1842.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Archives publiques du Canada.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Sir Charles Bagot (Rugeley, Staffordshire, 1781-Kingston, Canada, 1843) était un diplomate et un administrateur colonial anglais. Il représenta son pays à Washington, à Saint-Pétersbourg, à La Haye et à Vienne. Il occupa le poste de gouverneur général du Canada de 1841 à 1843.

Présentation du contenu :

421 Mi 1. Extraits des archives de sir Charles Bagot, ministre de Grande-Bretagne à Washington, 1816-1819 ; correspondance en tant que gouverneur général du Canada, avec Lord Ashburton, envoyé spécial de Grande-Bretagne aux États-Unis, 1838-1842 ; originaux et copies de lettres sur les rapports entre le Canada et les États-Unis.

Bibliographie :

Dictionnaire biographique du Canada en ligne <http://www.biographi.ca/>

422 Mi

Archives de la Société des Cincinnati

Dates extrêmes : 1783-1938.

Importance matérielle : 6 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : Société des Cincinnati, Washington (États-Unis).

Instrument de recherche : État somm. dact., 1 p.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

La Société des Cincinnati a été fondée en mai 1783 à la suite de la guerre de l'Indépendance des États-Unis par des officiers qui allaient se séparer après la victoire. L'organisation se voulait apolitique et la constitution rédigée par le général Henry Knox ne visait qu'à encourager la fraternité et le patriotisme et son nom évoquait le fameux romain Cincinnatus. George Washington en était d'ailleurs le président. Mais, dans un pays qui se voulait égalitaire et démocratique, beaucoup y virent une reconstitution de la noblesse puisque l'adhésion était limitée à la descendance masculine par ordre de primogéniture. Depuis un peu plus d'un siècle l'organisation, longtemps languissante, a repris de la vigueur et elle compte aujourd'hui 3 500 membres répartis en 13 branches américaines (autant que les États à l'origine) et une branche française : la Société des Cincinnati de France. Cette branche était destinée à reconnaître la contribution active des officiers généraux, colonels, amiraux et capitaines de vaisseaux français qui avaient combattu pour l'Indépendance.

Présentation du contenu :

- 422 Mi 1-3. Actes de la société ; correspondance générale ; papiers de Pierre L'Enfant. 1783-1849.
4. Correspondance de la branche française, 1783-1793, 1815-1826.
5. Comptabilité, 1787-1790 ; procès-verbaux du comité exécutif, 1872-1938.
6. Choix de documents français et anglais (originaux et copies) repris de la sous-série *French Society* et de papiers L'Enfant.

423 Mi

Protocoles des notaires de la cour de Savoie

Dates extrêmes : 1313-1426

Importance matérielle : 8 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Archives d'État de Turin (Italie).

Instrument de recherche : rép. num. dact., 1 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Registres extraits du fonds des « Protocolli ducali » des Archives d'État de Turin, concernant le Piémont, la Savoie, le Bugey, le Pays de Vaud, et divers domaines des comtes et ducs de Savoie hors des frontières actuelles de l'Italie.

Présentation du contenu :

423 Mi 1-8. Registres des notaires Jean Raynaud, Antoine Bezon, Jean Bombat.
1313-1426.

Sources complémentaires :

Voir les archives notariales concernant la Savoie sous la cote 409 Mi.

424 Mi

Inventaires d'archives concernant Bayonne

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 8 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Musée basque de Bayonne ; Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

424 Mi 1-6. *Capitaines et navires de Bayonne*, rép. manuscrit par René Godinot.

7-8. Inventaires manuscrits : Chambre de commerce de Bayonne, par E. Ducere, Tribunal de Commerce de Bayonne, par P. Lorber, Sénéchaussée de Bayonne, par J. de Loye.

425 Mi

Comptes des trésoriers généraux de Savoie

Dates extrêmes : XIII^e-XIV^e s.

Importance matérielle : 5 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Archives d'État de Turin (Italie).

Instrument de recherche : notice dact., 1 p. ; état num. reproduit en tête de chaque bobine.

Communication : libre.

Notice historique :

Ces comptes, dont les plus anciens se présentent sous forme de rouleaux de parchemin, concernent l'administration de la Maison de Savoie non seulement en Italie, mais aussi hors des frontières actuelles de ce pays.

Présentation du contenu :

- 425 Mi 1-3. *Rouleaux 1-37*. Comptes des trésoriers généraux de Savoie, 1297-1390.
4. *Registres 34-36*. Compte de noble André de Belletruche, 1377-1385.
5. *Registre 37*. Comptes d'Amblard Gerbais, 1386-1390.

426 Mi

[138 AQ]

Fonds Picot

Archives nationales du monde du travail (Roubaix)

427 Mi

Archives de l'abbaye Notre-Dame de Jouarre

Dates extrêmes : XVII^e-XX^e s.

Importance matérielle : 17 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977-1978.

Originaux : Abbaye Notre-Dame de Jouarre, Jouarre (Seine-et-Marne).

Instrument de recherche : Chaussy (Dom Y.), Dupaquier (J.), Goetz (G.), *L'Abbaye Royale Notre-Dame de Jouarre*, tome II, Paris, Bibliothèque d'histoire et d'archéologie chrétiennes, éd. Guy Victor, 1961, p. 625-629.

Communication : libre.

Notice historique :

Fondée au VII^e siècle, l'abbaye royale de Jouarre (Seine-et-Marne) a joui d'importants privilèges et de dotations considérables sous l'Ancien Régime. Ses abbesses et ses religieuses appartenaient aux plus grandes familles françaises. Dispersée à la Révolution, la communauté se reconstitua en 1837. Les archives qu'elle conserve actuellement ne remontent pas au-delà du XVII^e siècle, mais apportent une intéressante contribution à l'histoire de la vie monastique en France et à sa reprise depuis le règne de Louis-Philippe.

Présentation du contenu :

- 427 Mi 1. *Plan des chemins ruraux et sentiers de la commune de Jouarre, fait par Petit, géomètre à Jouarre*, Atlas manuscrit, 1845.
- 2-6. Budget. *Registres 1-16*. 1837-1959.
7. *Manuscrits AA 1- AA 4*. Traductions d'anciens légendaires et d'offices pour lire au réfectoire. XVIII^e s.
8. *Manuscrits N, O, P, R, U, W*.
9. *Manuscrits Y, A⁺2, B⁺2*.
10. *Manuscrit C⁺2*. Bréviaire franciscain.
11. *Manuscrit V., 1624-1783 ; chartes de Profession, XVIII^e-XX^e s.*
12. *Chartes de Profession (suite), XIX^e-XX^e s.*
13. Registres des vêtures, professions, inhumations, premières communions et autres cérémonies. XVIII^e-XX^e s.
14. Documents et lettres concernant Jouarre (abbaye, paroisse et alentours) conservés à l'évêché et au grand séminaire de Meaux (copies).
- 15-17. Journal du chapitre, 1837-1881.

Sources complémentaires :

Les sources manuscrites de l'histoire de l'abbaye de Jouarre sont répertoriées dans l'ouvrage cité en référence.

Les Archives nationales conservent par ailleurs, sous la cote 452 Mi, les annales du Prieuré des Dames de Sainte Marie-Magdeleine de Villarceaux dont le manuscrit original est conservé à l'abbaye Notre-Dame de Jouarre.

Bibliographie :

Chaussy (Dom Y.), Dupaquier (J.), Goetz (G.), *L'abbaye royale Notre-Dame de Jouarre*, Paris, Bibliothèque d'histoire et d'archéologie chrétiennes, éd. Guy Victor, 1961, 2 vol.

428 Mi

Archives Montalembert

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 53 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche :

Communication : sur autorisation.

Notice biographique :

Charles Forbes René, comte de Montalembert, né le 15 avril 1810 à Londres, décédé le 13 mars 1870 à Paris, fut un journaliste, historien et homme politique français. Pair de France en 1831, parlementaire des assemblées constituante et législative de la Deuxième République après la révolution de 1848, membre du Corps législatif du Second Empire, il fut favorable à une monarchie constitutionnelle et libérale. Il fut surtout l'un des principaux théoriciens en France du catholicisme libéral, il défendit la liberté de la presse et la liberté d'association, soutint constamment les droits des nationalités opprimées et fut l'un des auteurs de la loi de 1850 sur la liberté de l'enseignement (loi Falloux). Il collabora à la *Revue française*, à la *Revue des Deux Mondes*, au *Correspondant* ; il fut poursuivi en police correctionnelle, en 1858, et condamné à l'amende et à la prison ; il fonda avec Lamennais le journal *L'Avenir* dont le but était l'alliance du catholicisme et de la démocratie. Il fut élu à l'Académie le 9 janvier 1851 en remplacement de François-Xavier-Joseph Droz et reçu le 5 février 1852 par François Guizot ; il fut le chef du parti religieux libéral à l'Académie, soutint les candidatures de Victor de Laprade, Lacordaire, Gratry, Auguste Barbier, celle de Champagny contre Duvergier de Hauranne, et combattit celle de Littré.

Présentation du contenu :

428 Mi 1-21. Inventaire du fonds des archives Montalembert. Affaires personnelles : journal, notes, correspondance, etc. 1810-1870.

22-53. Manuscrits : *Pensées*, *Les moines d'Occident*, *Ornements de la mémoire*, discours et projets de discours, notes, articles de journaux. 1822-1870.

Sources complémentaires :

L'intégralité du fonds Montalembert a été microfilmé par les Archives départementales de la Côte d'Or sous les références 1 Mi 653-934 (207 bobines).

Bibliographie :

Narfon (Julien de), *Montalembert et Louis Veillot : deux grands journalistes*, Paris, G. Crès, 1914.

429 Mi

Archives du général Charles Aubert

Dates extrêmes : 1872-1938.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

Le général Aubert (1872-1943), né à Amsterdam d'un père diplomate, fut élève de l'École de Saint-Cyr dont il sortit dans les premiers de la promotion du Soudan en 1893. Il servit au Tonkin sous les ordres notamment de Galliéni, puis au Maroc, de 1909 à 1911, puis de 1916 à 1922 avec Lyautey dont il fut l'ami et où il joua un rôle considérable dans la pacification de la région de Taza. Attaché en 1913 et 1914 à la maison militaire du président de la République Raymond Poincaré, il accompagna celui-ci en Russie à la veille de la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle il combattit sur la Marne, sur l'Yser, dans l'Artois et à Verdun. Général dès 1917 et après plusieurs commandements en métropole, il termina sa carrière comme commandant supérieur des troupes de l'Indochine de 1928 à 1930, époque dans laquelle se situe l'insurrection de Yen-Bay. De retour en France en 1930, il fit à nouveau partie du Comité consultatif de défense des colonies, où il resta jusqu'à son passage au cadre de réserve, en mai 1934. Il fut nommé grand croix de la Légion d'honneur en 1933.

Présentation du contenu :

429 Mi 1. *Mes souvenirs, 41 années dans les troupes coloniales*, trois volumes dactylographiés des mémoires du général Aubert. Papiers personnels, photographies. 20 lettres du général puis maréchal Lyautey au général Aubert concernant les opérations au Maroc, 1916-1922. Rapport du chef d'escadron Dazier, 1918. Deux ordres généraux signé Lyautey. 5 télégrammes officiels.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent le dossier de Légion d'honneur de Charles Aubert sous la référence LH 63 n°46.

Bibliographie :

Hommes et destins, dictionnaire biographique d'Outre-mer, Paris, Académie des sciences d'Outre-mer, 1975-1986, 7 vol.

430 Mi

Papiers Beauverger

Dates extrêmes : 1827-1874.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Edmond Petit de Beauverger (Paris, 1818-Chevry-Cossigny, 1873) fut un écrivain et homme politique français. Après avoir suivi des études de droit jusqu'au doctorat, il se tourna vers la politique. Il se présenta à la députation en 1852 et fut élu député de Seine-et-Marne. Il conserva son siège de député jusqu'en 1869. A la Chambre il soutint avec force le régime impérial. Il se retira de la vie politique après les événements de 1870.

Alfred Maury (1817-1892), auteur de nombreux ouvrages, fut successivement bibliothécaire des Tuileries, professeur au Collège de France, directeur des Archives impériales, puis nationales. Il avait été élu en 1857 membre de l'Institut.

A côté de questions personnelles, de nouvelles et d'intéressantes vues politiques, notamment sur Napoléon III et sur son règne, cette correspondance contient de nombreux détails sur ses fonctions, sur son installation comme directeur général des Archives de l'Empire en 1868, sur la guerre de 1870 et les événements de la Commune qu'il vécut dans son hôtel des Archives où il ne voulut pas arborer le drapeau rouge, y maintenant jusqu'au 12 mai 1871 le drapeau tricolore.

Présentation du contenu :

430 Mi 1. 56 lettres d'Alfred Maury à Edmond de Beauverger. Lettres de Julie Bonaparte, marquise de Roccagiovine au même. 1827-1874.

Bibliographie :

Tulard (Jean) (Dir.), *Dictionnaire du Second Empire*, Paris, A. Fayard, 1995.

431 Mi

Registres de l'amirauté de Bayonne

Dates extrêmes : 1688-1798.

Importance matérielle : 22 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 3 p.

Communication : libre.

Notice historique :

L'Amirauté de Bayonne fut créée en 1469. Elle était l'un des six sièges de l'amirauté de Guyenne. Son ressort s'étendait, du nord au sud, de la pointe de Cazaux à Hendaye. Ses compétences, tant administratives que judiciaires, l'amenaient à connaître de tous les faits de navigation et de commerce dans cette zone.

Les registres originaux sont conservés aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques sous les références B 8694-B 8868.

Présentation du contenu :

431 Mi 1-22. Inventaire sommaire des registres de l'amirauté de Bayonne, par Ed. Ducéré, manuscrit, 1906. Registres de l'Amirauté de Bayonne, 1701-1790. Registres des audiences, 1716-1723. Contrats de grosse, 1704-1769. Recettes du greffe de l'amirauté, 1768-1798. Fragments de registres et procédures diverses, XVIII^e s. Registres pour les déclarations de propriétés des navires et enregistrements de pièces officielles, 1688-1792.

432 Mi

Lettres de Louis XV aux rois d'Espagne

Dates extrêmes : 1721-1774.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Archives nationales historiques, Madrid (Espagne).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Les documents originaux sont conservés aux Archives nationales historiques à Madrid sous les références *Estado* 2509 et 2716.

Présentation du contenu :

432 Mi 1. Ensemble des lettres originales adressées personnellement par Louis XV aux rois d'Espagne Philippe V, Ferdinand VI et Charles III, avec des minutes de réponses, des lettres ou copies de lettres de membres des familles royales de France et d'Espagne et quelques documents non signés. 1721-1774.

433 Mi

« New France »

Thèse de doctorat, par A.G. Thompson

Dates extrêmes : 1974.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Histoire de l'essai de colonisation de la « Nouvelle France » ou « Port Breton », en Nouvelle Irlande, dans le Pacifique, lancé par le marquis de Rays, de 1879 à 1885, et qui se solda par un échec retentissant.

Présentation du contenu :

433 Mi 1. « New France, the free colony of Charles-Marie Bonaventure du Breil, marquis de Rays. A dream or a fraud ? ». Thèse, par Anne-Gabrielle Thompson, Université du Queensland, 1974, 160 p. ill.

434 Mi

Nomenclature des communes et lieux-dits du Calvados

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Archives départementales du Calvados.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

- 434 Mi 1. Nomenclature par ordre alphabétique des communes et lieux-dits du Calvados, dressé par Aîné Simon, géomètre en chef du cadastre. Manuscrit, 1850.

435 Mi

Documents sur John Higginson

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Reproduction : sur autorisation.

Notice historique :

John Higginson (1839-1904) fut notamment le créateur de la « Compagnie calédonienne des Nouvelles-Hébrides », devenue « Société française des Nouvelles-Hébrides » ; il fut à l'origine de l'implantation française dans cet archipel.

Présentation du contenu :

435 Mi 1. *L'œuvre d'Higginson aux Nouvelles-Hébrides*, diplôme d'études supérieures d'histoire, par Marie-Louise Bonnefont, Paris-Sorbonne, juin 1958. Papiers personnels d'Higginson : succession, fragments autographes de ses mémoires, pièces relatives à des mines de Nouvelle-Calédonie (nickel, or, fer et cuivre), procès avec la maison Rothschild.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales d'outre-mer conservent les archives de la « Société française des Nouvelles-Hébrides » sous la cote 71 APC.

Bibliographie :

Thompson (Anne-Gabrielle), *John Higginson, spéculateur-aventurier à l'assaut du Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2000.

436 Mi

Papiers de Marie-Joseph Bonnat et de l'African Gold Coast Company

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Bibliothèque municipale, Pont-de-Vaux (Ain).

Instrument de recherche : rép. num. dact., 4 p.

Communication : libre.

Notice historique :

Fils d'un instituteur, Marie-Joseph Bonnat, né à Grièges (Ain), le 28 mai 1844, entreprit, dès 1863, d'explorer le bassin du Niger. Après plusieurs tentatives qui lui donnèrent l'occasion d'ouvrir un certain nombre de factories en Gold Coast, il y fut, en 1869, fait prisonnier par les Achantis. Sa captivité qui dura 5 ans, jusqu'à sa libération par Sir Garnet Woseley en 1874, lui permit d'étudier de près les langues et les coutumes africaines et de nouer d'utiles relations dans le pays. Grâce à des accords signés avec des chefs locaux, Bonnat obtint de nombreuses concessions de terrains aurifères qui conduisirent à la création d'un important consortium franco-britannique : *The African Gold Coast Company*. Marié en 1880 avec la fille d'un négociant de Pont-de-Vaux, important actionnaire de sa maison, il devait mourir prématurément d'une pneumonie à Taquah en 1882.

Présentation du contenu :

- 436 Mi 1. Documentation imprimée et manuscrite : cartes, rapports, correspondance, actes de vente, liste d'actionnaires. Fonctionnement des entreprises : dossiers chronologiques, correspondance avec des associés et collaborateurs. Relations avec les chefs Achantis. 1877-1911.
2. Correspondance : Radcliff et Durant de Liverpool, 1876-1881 ; A. Brun, agent à Axim, 1877-1880.
3. Correspondance : Louis Wyatt, 1878-1881 ; Ernest Dresner et J. Harvey, 1878-1880, et divers.

Bibliographie :

Dictionnaire de biographie française, Tome VI, Paris, 1954.

437 Mi

Authentique du Chapitre d'Arles

Dates extrêmes : IX^e-XIII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Bibliothèque municipale, Arles (Bouches-du-Rhône).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

En 1636, le manuscrit fut soumis à vérification ; du rapport alors dressé il ressort que l'*Authentique du Chapitre* était, à cette époque, pourvu d'une reliure de basane rouge « Acheté le 2 février 1803 de la veuve Soutoul, serrurier, dans l'unique vue de le conserver pour l'histoire. [Signé :] P[ierre] Véran ». Au milieu du XIX^e s., l'abbé Trichaud mit largement à contribution ce manuscrit pour composer son *Histoire de la sainte Église d'Arles*, mais sans mentionner où ni par qui il était alors conservé. Le 1^{er} juillet 1905, le manuscrit entra aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône, mais fut rapidement réclamé par les Archives municipales d'Arles. Là, il ne reçut jamais de cote définitive ; il est à présent conservé et coté (ms 1242) parmi les manuscrits de la Bibliothèque municipale d'Arles.

Présentation du contenu :

437 Mi 1. *In nomine sanctae et individuae Trinitatis. Incipit liber Sancti Stephani vel Sancti Trophimi Arelatensis aecclesiae de rebus ibidem pertinentibus* (fol.1) *Authentique du Chapitre*. 157 feuillets (dont les 7 derniers blancs) présentant une double foliotation en chiffres romains et en chiffres arabes (quelques erreurs de foliotation). Grandes initiales et titres-analyses à l'encre noire dans la 1^{re} partie (fol. 1-106) ; titres-analyses et initiales rubriqués dans la 2^e partie (fol. 107-152) ; reproduction des monogrammes de l'empereur Louis l'Aveugle (fol. 1v), de Boson, roi de Provence (fol. 2 v^o), du chrismon (fol. 9, 11, 13 v^o) ; seings manuels de notaires (fol. 149-151 v^o). Reliure sur ais de bois, plats recouverts de parchemin, dos veau marron, traces de fermoirs ; reliure en mauvais état, restaurée fin XVIII^e s.

Sources complémentaires :

Voir les cartulaires de Saint-Gilles conservés sous la cote 380 Mi.

Bibliographie :

Stein (Henri), *Bibliographie générale des cartulaires français ou relatifs à l'histoire de France*. (Manuels de bibliographie historique, t. IV.) Paris, A. Picard, 1907.

Mazel (Florian), «Cartulaires d'église, réforme et aristocratie : les exemples d'Arles (v. 1093-1095) et d'Apt (v. 1122-1124)», dans Le Blévec (Daniel) (dir.), *Les cartulaires méridionaux. Actes du colloque de Béziers*, sept. 2002.

438 Mi

Journal de campagne de Jacques Hervé sur le vaisseau « Le Sérieux »

Dates extrêmes : 1744-1745.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Journal de la campagne effectuée de septembre 1744 à juillet 1745 par Jacques Hervé, né en 1725 et pilotin sur le vaisseau du roi « Le Sérieux » appartenant à l'escadre du chevalier de Caylus, pendant la guerre de la Succession d'Autriche (Toulon, Malte, Les Canaries, Les Antilles, Brest).

Présentation du contenu :

438 Mi 1. Journal de Jacques Hervé. 1744-1745.

Bibliographie :

Vergé-Franceschi (Michel), *La Marine française au XVIII^e siècle, guerres, administration, exploration*, Paris, SEDES, collection « Regards sur l'histoire », 1996.

439 Mi

Exposition « Haussmann, préfet de la Seine »

Dates extrêmes : 1830-1870.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Présentation du contenu :

- 439 Mi 1. Choix de documents provenant tant de collections privées que d'organismes publics, réunis à l'occasion de l'exposition *Haussmann, Préfet de Police*, présentée à l'Hôtel de Soubise à l'occasion du 22^e concours des « jeunes historiens ».

440 Mi

Registre des décisions de la Cour supérieure d'arbitrage

Dates extrêmes : 1938-1939.

Importance matérielle : 10 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Bibliothèque du Conseil d'État.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

La Cour supérieure arbitrage a été créée par la loi du 4 mars 1938 et le décret du 3 avril 1938 pour décider en dernier ressort sur les sentences surarbitrales prononcées dans les conflits du travail.

Présentation du contenu :

- 440 Mi 1. Registre des décisions de la Cour supérieure d'arbitrage. 16 mai 1938-11 juillet 1938.
2. 12 juillet 1938-12 septembre 1938.
3. 5 octobre 1938-16 novembre 1938.
4. 21 novembre 1938-20 décembre 1938. Table des matières de l'année 1938.
5. 18 janvier 1939-15 mars 1939.
6. 22 mars 1939-10 mai 1939.
7. 15 mai 1939-25 mai 1939.
8. 14 juin 1939-30 juin 1939.
9. 10 juillet 1939-24 juillet 1939.
10. 26 juillet 1939-24 août 1939. Table des matières de l'année 1939.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent dans la série AL les archives du Conseil d'État.

441 Mi

Exposition « Le parisien chez lui au XIX^e siècle »

Dates extrêmes : 1820-1914.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1976.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : catalogue de l'exposition.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Choix de documents présentés à l'exposition *Le Parisien chez lui au XIX^e siècle, 1814-1914*, organisée par le Secrétariat d'État à la Culture, Direction des Archives de France, à l'Hôtel de Rohan de novembre 1976 à février 1977.

Présentation du contenu :

441 Mi 1. Choix de documents présentés à l'exposition *Le Parisien chez lui au XIX^e siècle, 1814-1914*.

Bibliographie

Le Parisien chez lui au XIX^e siècle, 1814-1914, catalogue de l'exposition, Archives Nationales, Paris, 1976.

442 Mi

[375 AP]

Fonds Grattepain dit Morizot

Dates extrêmes : 1681-1831.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Archives nationales.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1982, 6 p.

Communication : libre.

Notice historique :

D'une famille modeste, Jacques-Philippe Grattepain dit Morizot (1754-1823) acquiert la charge d'avocat au Parlement de Paris, grâce à la protection d'un oncle, garde des archives du comte d'Eu et du duc de Penthièvre. Il s'occupe alors de gérer la fortune de riches aristocrates, notamment Lafayette. À la Révolution, il se retire à Balnot-sur-Laignes, dans l'Aube, devient maire de la localité, puis député de son département au Corps législatif de 1803 à 1807, avant de s'éteindre en 1823.

Présentation du contenu :

- 375 AP 1. Documents divers sur Jacques-Philippe Grattepain, dit Morizot. 1681-1831.
2. Registres de comptes tenus pour le marquis de Lafayette par Jacques-Philippe Grattepain, son intendant. 1777-1790.
Correspondance échangée entre celui-ci, le marquis et surtout la marquise de Lafayette. 1785-1820.

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de C. de Tourtier-Bonazzi.

Fromageot (Jean), *Jacques-Philippe Grattepain dit Morizot, procureur du marquis de La Fayette, originaire d'Arthonnay en Tonnerrois*, Tonnerre, 1982.

443 Mi

[151 AQ]

Société Comores-Bambao

Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence)

444 Mi

Cartulaire de l'abbaye Saint-Étienne de Baignes

Dates extrêmes : XI^e-XIII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Archives de l'évêché, Angoulême.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

L'abbaye de Saint-Étienne de Baignes est une abbaye bénédictine située à Baignes-Sainte-Radegonde en Charente. Le cartulaire de l'abbaye de Baigne a été composé au XIII^e siècle et contient cinq cent quarante-neuf chartes ou notices (quelques-unes sont très courtes et contiennent à peine deux lignes), dont la plus ancienne ne remonte qu'au règne de Robert (996-1031), tandis que la plus moderne est de 1247.

Présentation du contenu :

444 Mi 1. Cartulaire de l'abbaye Saint-Étienne de Baignes. XI^e-XIII^e s. Manuscrit.

Bibliographie :

Cholet (Abbé), *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Etienne de Baignes (en Saintonge)*, Niort, L. Clouzet, 1868.

445 Mi

Papiers Mauger

Dates extrêmes : 1749-1826.

Importance matérielle : 7 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977 et 1979.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. dact., par A.-M. Bellair, 6 p.

Communication : libre.

Notice historique :

La famille Mauger ou de Mauger originaire du Lude possédait des plantations de sucre, d'indigo et de coton aux Verettes et au Vieux-Bac à Saint-Domingue. Au lendemain de la guerre de Sept ans les Mauger laissèrent leurs propriétés en gérance et vinrent s'installer en France dans la région de Redon.

Présentation du contenu :

- 445 Mi 1. t-Domingue : états d'objets, correspondance des gérants, documents domaniaux, états des habitations et des esclaves, liquidation de l'indemnité, plans du quartier de l'Artibonite, divers. 1771-1827.
- 2-4. Correspondance de régisseurs et gens d'affaires. Comptes et connaissements. 1749-1805.
- 5. Habitations des Verettes et du Vieux Bac à Saint-Domingue : état général des papiers et titres de propriétés [1774], comptes (1752-1805), connaissements (1764-1773).
- 6-7. Administration des propriétés à Saint-Domingue : correspondance de négociants (1773-1801), états des denrées et listes d'esclaves (1777-an XI). Procès : papiers divers concernant les affaires D'Acosta et Chanceaulme. 1778-1812.

Bibliographie :

Debien (Gabriel), « Les esclaves des plantations Mauger à Saint-Domingue (1763-1802) », *Bulletin de la société d'histoire de la Guadeloupe*, numéros 43-44, 1^{er} et 2^e trimestres 1980, p. 31-194.

446 Mi

Documents concernant les rapports entre la France et la Russie

Dates extrêmes : XVII^e-XVIII^e s.

Importance matérielle : 6 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Archives centrales d'État, Moscou (Russie).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Présentation du contenu :

- 446 Mi 1. Dossier de la visite de la première ambassade française conduite à Moscou par L. Des Hayes de Courmenin (ou Cormenin), 1629. Mission de P. I. Potemkine en France et en Espagne, 1667.
2. Voyage en Russie de J. de Baluze envoyé extraordinaire pour la conclusion de l'alliance franco-russe, 1703.
- 3-4. Correspondance de Catherine II avec le baron de Grimm, 1744-1796.
5. Correspondance de Catherine II avec Voltaire, 1752-1777.
6. Correspondance de Catherine II avec d'Alembert, 1762-1772 ; avec Diderot, 1774-1781. Lettres de A.A. Matveev, ambassadeur de Russie à Paris, 1706.

447 Mi

Papiers Barthélémy de Saizieu

Dates extrêmes : 1740-1842.

Importance matérielle : 51 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : inv. somm. dact., 14 p. ; table de concordance 1 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Antoine-Étienne-Lazare Barthélémy, sieur de Saizieu, né à Aubagne (Bouches-du-Rhône) le 30 août 1736, fut le secrétaire du duc de Choiseul-Praslin, ambassadeur à Vienne, puis ministre des Affaires étrangères, qui le nomma consul général à résidence à Tunis en 1762.

Présentation du contenu :

- 447 Mi 1-6. Recueils de règlements, édits, déclarations et ordonnances du roi. Ordonnances et arrêts du Conseil d'État, 1762-1776. Correspondance officielle de M. de Saizieu, consul de France à Tunis, 1763-1779.
- 7-10. Documents diplomatiques, 1751-1767. Mémoires et instructions concernant la Régence, 1740-1771. Escadre du roi en rade de Tunis, 1768-1770. Lettres d'ambassadeurs, 1763-1776. Ordres religieux, 1763-1775. Armée corse, 1769-1780.
- 11-16. Malte : correspondance active et passive échangée avec le chevalier des Pennes, chargé des affaires du roi à Malte, 1763-1776. Compagnie royale d'Afrique : correspondance, 1763-1776. Chambre de commerce de Marseille : correspondance, 1770-1779.
- 16 (suite)-26. Correspondance avec des négociants de Marseille et Lyon. Correspondance avec des officiers de la marine royale, 1765-1775.
- 26 (suite)-43. Correspondance générale, 1759-1788.
- 44-49. Correspondance familiale, 1760-1819.
- 50-51. Antoine-Étienne-Lazare Barthélémy, consul général de France : dossier de pension, bordereaux de recette, mémoire, factures, 1779-1816. Louis-François-Richard Barthélémy de Saizieu (1773-1842) : mémoires.

448 Mi

[380 AP]

**Fonds d'Harcourt
(domaine de Saint-Eusoge)**

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e s.

Importance matérielle : 28 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1979-1980.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. Balédant et Cl. Hohl, 1979, 134 p.

Communication : libre.

Notice historique :

La famille d'Harcourt aurait pour ancêtre Bernard, surnommé le Danois, parent de Rollon, qu'il accompagna dans ses expéditions contre les Anglais et les Neustriens en 876. Après la conquête de la Normandie, Bernard reçut, pour prix de ses exploits, des terres considérables et notamment la seigneurie d'Harcourt, près de Bayeux. Au XI^e siècle, Enguerrand d'Harcourt aurait suivi Guillaume-le-Bâtard, duc de Normandie, à la conquête de l'Angleterre. La branche de la maison d'Harcourt, ainsi établie en Angleterre, entra en possession de la pairie anglaise, sous les titres successifs de barons, vicomtes et comtes. En France, le frère d'Enguerrand, Robert I^{er}, sire d'Harcourt, continua la maison d'Harcourt. Sa postérité se subdivisa en plusieurs branches, dont les deux principales, Olonde et Beuvron, subsistent encore de nos jours. La branche de Beuvron compta de nombreux maréchaux de France et lieutenants généraux des armées du roi, entre autres François III d'Harcourt (mort en 1705), marquis d'Ectot et de Beuvron, lieutenant général des armées du roi et son lieutenant général en Normandie, Henri, marquis puis duc (1701) d'Harcourt, maréchal de France, ambassadeur à Madrid en 1697 (mort en 1718), Anne-Pierre, 4^e duc d'Harcourt, maréchal de France, gouverneur de Normandie (mort en 1783) et son fils François-Henri, comte de Lillebonne, puis 5^e duc d'Harcourt, gouverneur de Normandie, représentant du comte de Provence auprès du gouvernement britannique. Le marquis Georges d'Harcourt-Olonde (1808-1883) fut ambassadeur à Londres et à Vienne.

Le domaine de Saint-Eusoge dans l'Yonne a été acquis par la branche aînée sous la Restauration.

Présentation du contenu :

- 448 Mi 1-5. Titres généalogiques de la maison d'Harcourt. XIII^e-XX^e s. Familles alliées : Maillart, Briroy, Vieuxpont, Mareuil, Bouchard d'Aubeterre, Saint-Ouen, Avaugour, Pinchard. XV^e-XVIII^e s.
[380 AP 1-18]
- 448 Mi 5 (suite)-26. Papiers personnels des membres de la branche Harcourt-Beuvron, en particulier, correspondance des ducs d'Harcourt, maréchaux de France, aux XVII^e et XVIII^e s., et de François-Henri, 5^e duc d'Harcourt (1726-1784), gouverneur de Normandie puis représentant des princes auprès du gouvernement britannique durant l'émigration. XVII^e-

XVIII^e s.

448 Mi 26 (suite)-28. Papiers personnels des membres de la branche Harcourt-Olonde, entre [380 AP 181-191] autres papiers du marquis Georges d'Harcourt, ambassadeur à Vienne et à Londres. XVII^e-XX^e s.

N.B : certaines pièces analysées dans l'inventaire n'ont pas été microfilmées.

Sources complémentaires :

Le fonds domanial (domaine de Saint-Eusoge) est microfilmé sous la cote 478 Mi. Celui des domaines de Normandie (branche Harcourt-Olonde) est microfilmé sous la cote 479 Mi.

D'après le fichier d'enquête des archives privées conservées dans les différents départements, des papiers d'Harcourt sont répartis dans plus de cinq départements. On se limitera ici à indiquer les principales sources complémentaires.

Des papiers d'Harcourt sont conservés aux Archives nationales dans la série T (T 204¹ à 204¹⁷, T *204¹ à *204²²).

Des titres de famille relatifs à Anne François d'Harcourt, duc de Beuvron, seigneur de Jouy, sont conservés aux Archives départementales des Yvelines (E 1196-1202).

Une partie du chartrier de Thury-Harcourt est conservée aux Archives départementales du Calvados (série E, articles 1-527).

Des archives Bioncourt-Harcourt, précédemment conservées au château de Melz, ont été données en 1978 aux Archives départementales de Seine-et-Marne (fonds non classé, 88 J 1-9, soit 6 mètres linéaires).

Bibliographie :

La Roque (Gilles-André de), *Histoire généalogique de la maison d'Harcourt*, t. 2, Paris, 1662.

La Chesnaye-Desbois (François Alexandre Aubert de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 10, col. 282-323.

Baledent (Sophie), *La carrière militaire des ducs d'Harcourt, pairs et maréchaux de France à la fin du XVII^e siècle et au XVIII^e siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1979-1980.

449 Mi

Correspondance du Père Druais

Dates extrêmes : 1905-1913.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Originaire de Guer (Morbihan), le Père Joseph Druais (1879-1914), de la société des Missions étrangères, partit pour la Chine en 1905. Après avoir occupé divers postes dans la province de Canton, il fut nommé, en 1912, supérieur du séminaire de cette ville.

Présentation du contenu :

449 Mi 1. Correspondance privée du Père J. Druais. 1905-1913.

450 Mi

Livre de caisse de Magon, armateur à Saint-Malo

Dates extrêmes : 1729-1738.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Abbaye Notre-Dame de Jouarre, Jouarre (Seine-et-Marne).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

La famille Magon, établie à Saint-Malo, a donné de nombreux officiers de Marine et un gouverneur des îles de France et de Bourbon. Le manuscrit dont il est question ici a été donné tardivement par un brocanteur parisien, M. Joubert, au chanoine Durand, aumônier de l'abbaye de Jouarre où il est toujours conservé sous la référence ms X. Il ne concerne en rien l'histoire de cette communauté dont les archives sont microfilmés sous la cote 427 Mi.

Présentation du contenu :

450 Mi 1. Comptes, rédigés au jour le jour, de créances et dettes relatives à des affaires financières et commerciales (armements, cargaisons, etc.), de la famille Magon. Le texte fait état de créances sur Hambourg, Amsterdam, Cadix, Marseille, etc., de relations avec la Compagnie des Indes, et cite, à côté de correspondant étrangers, le nom de plusieurs familles bretonnes : Magon de la Lande, Magon de la Villebague, Le Fer, du Couédic, Surcouf, etc. Registre, in-folio, 570 p., 1729-1738.

451 Mi

Documents consulaires russes du XVIII^e siècle.

Dates extrêmes : 1774-1792.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : mauvais.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Archives centrales d'État, Moscou (Russie).

Instrument de recherche :

Communication : libre.

Présentation du contenu :

- 451 Mi 1. Extraits de la correspondance du consul général de Russie à Cadix, Frédéric Brandebourg, 1774-1792. Commerce de la Russie dans la Mer Noire, par Pietro Ferrieri, agent de Russie à Smyrne, 1776. Sommaire des commissions secrètes du Sénat de Venise pour le noble destiné à la cour de Russie, 1783. Réflexions sur le commerce extérieur de la Russie (commerce avec la France par la Mer Noire, les échelles du Levant et la Méditerranée). « Récapitulation des valeurs des marchandises expédiées sur les 132 bâtiments partis pour les Isles françaises de l'Amérique, la Guinée et l'Inde », 1782-1783. État des marchandises expédiées de Marseille pour les échelles du Levant, l'Archipel, La Canée, Tunis, Alger et le Maroc, 1781-1784. Recueil de diverses ordonnances données par la cour d'Espagne en faveur de la Russie, avec les remarques par Frédéric Brandebourg, consul général de Russie en Espagne et assesseur du collègue, 1776-1787. Requête d'Antoine Villet, négociant de Marseille sur la vente à Catherine II d'une collection d'histoire naturelle, 1775-1782.

452 Mi

Annales du prieuré des Dames de Sainte Marie-Magdeleine de Villarceaux

Dates extrêmes : XVII^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : Abbaye Notre-Dame de Jouarre, Jouarre (Seine-et-Marne).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Ce monastère bénédictin aurait été fondé en 1160 par le roi Louis VII, sous le vocable de Sainte Marie-Magdeleine et sous la dépendance de l'Abbaye de Saint-Cyr. A la fin du XII^e siècle, Philippe Auguste confirme les droits que son père avait accordés aux religieuses de cet établissement et le monastère bénéficie de revenus d'impôts et des libéralités des seigneurs du voisinage.

Durant la Guerre de Cent Ans, le Vexin souffre des invasions anglaises, le couvent est brûlé en 1423 et les religieuses se réfugient à Saint-Cyr. En 1524, l'église conventuelle rétablie, Guillaume Pillavoine, seigneur de Villarceaux, fait remettre le prieuré en état, mais en 1548, la prieure épouse la religion réformée et se met sous la protection de Jacques de Mornay. En se détachant de Saint-Cyr et en acquérant peu à peu son indépendance, le prieuré retrouve la règle conventuelle.

La Révolution trouble le calme monastique : à la suite de la nationalisation des biens de l'Église et de la Constitution civile du clergé, la Convention ordonne la vente des boiseries et la récupération des métaux que l'on destine à la fonte des canons. Décrétés biens nationaux, les bâtiments et les terres de la communauté religieuse de Villarceaux sont alors achetés par le conventionnel Joseph Lakanal. Les religieuses qui restent sur place et continuent à jouir de leur domaine comme sous l'Ancien Régime doivent cependant abandonner l'habit monastique. En octobre 1797, à la suite d'un différend entre Lakanal et le Directoire, les religieuses s'installent à Omerville, reviennent quelque temps à Villarceaux sous l'Empire, puis s'installent définitivement à Mantes en 1819.

Présentation du contenu :

452 Mi 1. Historique, depuis l'année 1164, du prieuré « de fondation royale » des Dames de Sainte Marie-Magdeleine de Villarceaux, rédigé de 1621 à 1644, par Marie de Pavyot, nommée prieure en 1621 : relevé des titres anciens ; état des revenus, des bâtiments, des ornements, du mobilier et des œuvres d'art ; chronique de la communauté du XII^e au XVII^e siècles ; notices biographiques des différentes prieures ; notices individuelles sur les religieuses ; journal des événements survenus pendant le gouvernement de Mme de Pavyot. Manuscrit, 371 p. XVII^e s.

Sources complémentaires :

Les Archives nationales conservent, sous les références R² 399 et 400, des documents relatifs au prieuré de Villarceaux.

Bibliographie :

Informations extraites d'une présentation de Villarceaux, par G. Jeanneau.

453 Mi

Histoire d'Haïti, par le Père A. Cabon

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Reproduction : interdite.

Notice historique :

Cet ouvrage, très important pour l'histoire de Saint-Domingue, fut imprimé à un petit nombre d'exemplaires, partiellement à Fontenay-le-Comte et à Brest. Il fut rédigé par Adolphe Cabon, entre 1895 et 1919, à partir d'une documentation locale, notamment la collection Linstant de Pradines, et couvre la période de 1665 à 1804. En appendice, se trouve le texte du traité franco-haïtien de 1838.

Présentation du contenu :

453 Mi 1. *Histoire d'Haïti. Cours professé au Petit Séminaire-Collège Saint-Martial*, par R.P. Adolphe Cabon, ancien supérieur de cet établissement, Éditions de La Petite Revue, Port-au-Prince, Haïti, s.d., 4 vol., in-8°.

454 Mi

Correspondance de l'amiral Dupotet

Dates extrêmes : 1839-1841.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : libre.

Notice historique :

Jean-Henri Dupotet (1777-1852) était un vice-amiral français qui succéda au contre-amiral Leblanc lors des expéditions françaises contre la République Argentine.

En mars 1838, après que le président Rosas eut mis en prison plusieurs citoyens français accusés d'espionnage, un conflit se déclencha avec la France, dont la flotte entama un blocus du port de Buenos Aires. La France réclamait en outre un accord semblable à celui qui existait avec le Royaume-Uni et l'exemption de ses citoyens du service militaire. Le blocus dura deux ans, détériorant le commerce extérieur et provoquant une reprise de la guerre civile.

En octobre 1840 fut signé le traité de Mackau-Arana par lequel la France levait le blocus et la Confédération amnistiait et indemnisait les Français, et leur octroyait les mêmes droits qu'aux Britanniques.

Présentation du contenu :

454 Mi 1. Correspondance officielle de l'amiral Jean-Henri Dupotet pendant son commandement de la division navale du Brésil et de la Plata, depuis le 19 octobre 1839, 9 jours avant son départ de Brest sur la frégate l'*Atalante*, jusqu'à son retour dans ce même port sur le même bâtiment le 1^{er} septembre 1841. Manuscrit, 2 vol., 1839-1841.

Sources complémentaires :

Voir les rapports conservés au Service historique de la Marine, dans la sous-série BB⁴ (Campagnes).

455 Mi

[AB XIX 4123]

Livre de famille des Rafaelis Saint-Sauveur

Dates extrêmes : 1771-1822.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1990.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Présentation du contenu :

455 Mi 1. *Livre de famille* des Rafaelis Saint-Sauveur. Manuscrit, in-4°.

456 Mi

[418 AP]

Fonds Jules Ferry

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e s.

Importance matérielle : 3 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1977, 1981-1982.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par Ch. De Tourtier-Bonazzi, 4 p.

Communication : libre.

Notice biographique :

Avocat et journaliste sous le Second Empire, Jules Ferry (1832-1893) fut rendu célèbre par son pamphlet contre la gestion de Paris, *Les comptes fantastiques d'Hausmann*. Député républicain, il prit la tête d'une des colonnes qui allèrent à l'Hôtel de Ville, le 4 septembre 1870, afin d'y proclamer la République. Il s'y retrouva membre du gouvernement comme élu de la capitale, sans portefeuille, mais avec le poste de secrétaire. Le surlendemain, il fut nommé délégué pour l'administration du département de la Seine et dix jours plus tard, maire de Paris en remplacement d'Arago. Il devint ministre de l'Instruction publique dans les cabinets Waddington et Freycinet (1879-1882) et président du Conseil (1880-1885). En novembre 1883, il prit le portefeuille des Affaires étrangères. L'échec des troupes françaises contre les Chinois à Lang Son le contraignit à la démission. Après son échec à la présidence de la République, il ne retrouva aucun poste gouvernemental mais fut élu à la tête du Sénat.

Présentation du contenu :

- 456 Mi 1. Inventaire dact. des archives Ferry, Allain-Targé et des familles alliées, par Mme Abel Ferry.
2. Lettres adressées entre 1875 et 1892 par Jules Ferry à son épouse, née Eugénie Risler. Lettres de Paul Strauss (30 mai 1933) et de Louis Barthou (16 janvier 1934) relatives à ce dossier de lettres. 1875-1882.
3. *Idem*. 1883-1934.

Sources complémentaires :

L'enregistrement réalisé par Odile Rudelle des entretiens que lui a accordés Madame Pisani-Ferry (petite-nièce de Jules Ferry) les 13 mai et 4 juin 1982, est conservé à la section du XX^e siècle des Archives nationales sous la cote 2AV/22, ainsi que sa transcription (non microfilmée) 418 AP 2.

Les mémoires de Madame Pisani-Ferry sont conservés aux Archives nationales sous les cotes AB/XIX/5112 et AB/XIX/5113.

Les archives départementales des Vosges conservent les archives de la famille Ferry (40 J 1-807).

Bibliographie :

Yvert (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, p. 156-457.

Jules Ferry. Aux sources de la République laïque (1832-1893), catalogue d'exposition, Archives départementales des Vosges, 2 décembre 2005-4 mars 2006, Épinal, Conseil général des Vosges, 2005.

457 Mi
(cote vacante)

458 Mi

Règles et constitutions des Sœurs adoratrices de la Justice de Dieu, dites « Sœurs de Rillé »

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1978.

Originaux : Communauté de Rillé, Fougères (Ille-et-Vilaine).

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

La congrégation des religieuses adoratrices de la Justice de Dieu plus connue sous le nom de « Sœurs de Rillé » fut fondée en 1827 par l'abbé Jean-Baptiste Le Taillandier et Anne Boivent qui deviendra Sœur Marie-Thérèse de la Croix.

Né le 7 juin 1788 à Fougères, Jean-Baptiste Le Taillandier entre au grand séminaire de Rennes en 1810. Ordonné prêtre en 1814 il gagne la même année sa première paroisse, Saint-Georges de Reintembault. C'est là qu'il fait la connaissance d'une jeune paysanne : Anne Boivent. Elle est née dans cette commune le 11 décembre 1787. Son instruction, elle va l'acquérir chez les religieuses Trinitaires au couvent de Saint-James où elle devient pensionnaire. En 1819, le Père Le Taillandier devient recteur de Laignelet, L'abbé Richard, recteur de Retiers, fait appel à Anne Boivent pour en assurer la direction d'un hospice en projet. Elle a déjà donné des soins aux malades, mais pour une entreprise de cette taille il faut une formation professionnelle ; c'est le docteur Riban qui l'assurera à Louvigné-du-Désert. Le projet n'aboutit pas et en 1823, elle rejoint à Laignelet le Père Le Taillandier. C'est dans ce village que va se développer l'embryon de ce qui n'est encore qu'une petite « société » où déjà se dessine ce qui vont être les missions de la nouvelle congrégation : tout d'abord les soins apportés aux malades et ensuite l'instruction primaire. Le 25 janvier 1831, Monseigneur de Lesquen, évêque de Rennes signe l'acte fondateur de la congrégation.

Le 26 octobre 1833, les premières sœurs arrivent à l'abbaye de Saint-Pierre de Rillé, dont l'abbé Le Taillandier vient de se rendre acquéreur. Cet établissement est encore de nos jours la maison mère de la Congrégation. Mère Marie-Thérèse de la Croix décède à Rillé le 15 août 1865. Le 30 août 1871, le Père Le Taillandier s'éteint à son tour.

Présentation du contenu :

458 Mi 1. Constitution manuscrite approuvée en 1831 par Mgr de Lesquen, rédigée par le Père Le Taillandier, fondateur de l'ordre ; constitutions manuscrites de 1843 et version non datée (antérieure à 1858) adaptée des statuts des Sœurs d'Évron.

Bibliographie :

Informations extraites du site Internet du diocèse de Rennes.

Bernoville (Gaëtan), *Les Sœurs de Rillé*, Paris, Grasset et Fasquelle, 1957.

459 Mi

Notice historique sur les établissements de la côte d'Afrique

Dates extrêmes : XIX^e s.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : mauvais (documents parfois illisibles).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1978.

Originaux : collection privée.

Instrument de recherche : pas d'instrument de recherche.

Communication :

Présentation du contenu :

459 Mi 1. Étude historique, de l'Antiquité à 1863, sur les établissements français de la côte d'Afrique, par M. Lescure, procureur impérial à Gorée (Sénégal), manuscrit, 1863.

460 Mi

Exposition « Les débuts du chemin de fer en France »

Dates extrêmes : 1823-1899.

Importance matérielle : 2 bobines.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1978.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : *Les débuts du chemin de fer en France, 1831-1870*, exposition organisée avec le concours de la Société nationale des chemins de fer français, introductions par J. Favier et J.-J. Burgard, catalogue par I. Brot et J.-P. Babelon, Hôtel de Soubise, 1977, in-12, 56 p., 272 numéros.

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Choix de documents parmi les pièces exposées sous ce titre à l'Hôtel de Soubise en 1977.

Présentation du contenu :

460 Mi 1-2. Numéros 4 à 268 du catalogue.

461 Mi

Exposition « Cent ans de République »

Dates extrêmes : 1870-1974.

Importance matérielle : 1 bobine.

État du microfilm : bon.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1978.

Originaux : collections publiques et privées.

Instrument de recherche : *Cent ans de République*, introduction par J. Favier, textes par J.-P. Cointet, catalogue par J.-P. Babelon, 160 p., 793 numéros

Communication : sur autorisation.

Notice historique :

Choix de documents parmi les pièces exposées sous ce titre à l'Hôtel de Rohan de février à mai 1978.

Présentation du contenu :

461 Mi 1. Documents marquant les principaux événements politiques de la III^e à la V^e République, le Régime de Vichy, la France libre et la Résistance.

462 Mi

[30 AS]

**Caisse autonome de la sécurité sociale dans les mines :
Comptes individuels des travailleurs des mines (1841-1903)**

Archives nationales-Fontainebleau

